

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET
POPULAIRE**

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

UNIVERSITE MOULOUD MAMMARI DE

TIZI-OUZOU

**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de
Gestion**

Département des Sciences Economiques

Laboratoire REDYL

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme master en Sciences Economiques

Spécialité : Management Territorial et Ingénierie de Projets.

Option : Management des Services Publics Territoriaux.

Thème :

**Le développement local industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou : cas
de la zone industrielle « AISSAT Idir »**

Préparé sous la direction de : M^r OUNASSI Hassan

Présenté par : M^{lle} CHIKHAOUI Zohra

Soutenu devant les jurys :

- Président de jury : AHMED ZAID Malika ; Professeur à l'UMMTO.
- Examineur : RAMDINI ; Maitre assistante classe A à l'UMMTO.
- Rapporteur : OUNASSI ; Maitre assistant classe A à l'UMMTO.

Année Universitaire: 2016/2017

Résumé

Le choix de la localisation des activités industrielles joue un rôle majeur dans les stratégies des entreprises, car une entreprise qui cherche à se localiser va choisir une grande zone, un pays ou une région, en fonction d'un certain nombre de variables, dont la pondération dans les critères de sélection pourra évoluer. Mais il y aura toujours une recherche de compatibilité entre les caractéristiques du territoire d'accueil et celles de l'entreprise. Après avoir identifié les différents facteurs de localisations qui définissent l'attractivité d'un territoire, et en passant par l'étude des stratégies du choix de localisation d'une zone industrielle, nous pourrions voir le rôle fondamental que le développement local joue dans l'explication des facteurs de localisation des zones industrielles.

En se basant sur un cas concret de zone industrielle localisée au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, cette principale recherche a pour objectif d'analyser le choix de localisation des entreprises implantées dans la zone industrielle « AISSAT Idir ». Dans ce sens nous tenterons de vérifier si la localisation de cette dernière est optimale et dans quelle mesure elle peut assurer le développement local industriel de la wilaya.

Mots clés: Développement local, zone industrielle, territoire, facteurs de localisation, entreprises.

Abstract

The choice of localization of industrial activities plays a major role in the strategies of the companies. A company looking to be localized will choose a large area, in function with a number of variables, in which the criteria of selection will be evaluated. There will always be a search for compatibility between the characteristics of the host territory and those of the company. after identifying the different factors of localization that define the attractiveness of a territory, and going through the study of strategies for the choice of localization of an industrial area, we can see the fundamental role that the local development plays in explaining the factors of localization of industrial areas.

Based on a concrete case of an industrial area located at the level of the Wilaya of Tizi-Ouzou, this main objective is to analyze the choice of localization of companies implanted in the industrial area "AISSAT Idir". In this sense we will try to check whether the localization of the latter is optimal and to what extent it can ensure the local development of the wilaya.

Keys words: Local development, industrial area, territory, factors of localization, companies.

Remerciements

La beauté d'un travail de recherche réside dans le fait que c'est une expérience et parfois une aventure et un plaisir partagé avec d'autres.

Alors nous adressons nos vifs remerciements à notre responsable : Mme Pr AHMED ZAID Malika pour tous ses efforts consentis durant deux années de formation du master, merci madame pour vos précieux conseils ainsi qu'à votre aide à l'élaboration de ce travail.

Nous tenons spécialement à remercier Mr OUNASSI Hassan qui a accepté d'encadrer et de suivre de très près ce travail, pour son aide, ses orientations pédagogiques, et tout les conseils qu'il nous a prodigué pendant toute la durée de ce travail malgré ses nombreuses occupations.

Merci aux messieurs les membres de jury Mr ALLAG et Mr DEHAK qui ont eu l'amabilité d'accepter d'évaluer ce travail. Qu'ils trouvent ici l'expression de nos reconnaissances.

Nous remercions aussi tout le corps enseignant du laboratoire REDYL et toute l'équipe administrative du département du poste de graduation, qui nous ont mis dans de bonnes conditions pour poursuivre nos études.

Nous sommes aussi redevables à bon nombre de personnes extérieurs qui ont contribué à enrichir cette recherche en mettant à notre disposition l'information nécessaire, dont je cite tous les DRH des entreprises visitées.

Enfin nous adressons nos plus sincères remerciements à nos chers parents, à tout nos proches et nos amies qui nous ont soutenu et encouragé au cours de la réalisation de ce mémoire. Que tous ceux qui liront ce travail trouveront l'expression de notre gratitude.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

- *Mes très chers parents, en signe de reconnaissance et de profonde gratitude pour tout ce qu'ils ont consenti d'efforts et de moyens pour me voir réussir dans mes études;*
- *Mon grand frère Ahmed pour ses conseils précieux et son encouragement malgré la distance qui nous sépare ;*
- *Mes très mes chères sœurs et frères;*
- *Une spéciale dédicace à ma chère cousine ;*
- *Toi Sakina ainsi que tout(es) mes ami(e)s.*

Liste des abréviations et sigles utilisés

AIE : **A**ttrait des **I**nvestissements **E**trangers

ANSEJ : **A**gence **N**ationale de **S**outien à l'**E**mloi des **J**eunes

ANEM : **A**gence **N**ationale de l'**E**mloi et de la **M**ain d'œuvre

ALDAPH : **A**lgérie **D**anmark **P**harmaceutique

CHU : **C**entre **H**ospitalo-**U**niversitaire

DL : **D**éveloppement **L**ocal

DIT : **D**ivision **I**nternationale du **T**ravail

DPI : **D**roits de **P**ropriété **I**ntellectuelle

DPI : **D**roits de **P**ropriété **I**ntellectuelle

DPSB : **D**irection de la **P**rogrammation et du **S**uivi **B**udgétaire

DIM : **D**irection de l'**I**ndustrie et des **M**ines

DRH : **D**irecteur des **R**essources **H**umaines

DBK : **D**raa **B**en **K**hedda

ENIEM : **E**ntreprise **N**ationale des **E**léctro-**M**énagers

EURL : **E**ntreprise **U**nipersonnelle à **R**esponsabilité **L**imitée

FMN : **F**irmes **M**ultinationale

IDE : **I**nvestissement **D**irect **E**trangers

GRH : **G**estion des **R**essources **H**umaines

OFS : **O**ffice **N**ational des **S**tatistiques

OCDE : **O**rganisation du **D**éveloppement et de **C**oopération **E**conomique.

PME : **P**etites et **M**oyennes **E**ntreprises

PMI : Petites et Moyennes Industrie

PE : Petites Entreprises

SPL : Système Productif Local

STG : Spécialité Traditionnelle Garantie

SWOT : Strengths Weakness Opportunities Threats

En français **FFOM Force Faiblesse Opportunités Menaces**

SNVI : Société Nationale des Véhicules Industriels

SARL : Société à Responsabilité Limitée

T-O : Tizi-Ouzou

VRD : Voirie Réseau Divers

Z.I.A.I : Zone Industrielle AISSAT Idir

Sommaire

Introduction générale.....1

Chapitre I : Cadre théorique du développement local industriel.

Section 1 : Présentation des concepts du développement local.....08

Section 2 : Caractéristiques du développement local.....16

Section 3 : Les PME et leur contribution au développement local.....29

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries.

Section 1 : Aperçu général sur l'économie industrielle.....44

Section 2 : Détermination de la localisation industrielle.....50

Section 3 : Aménagement de l'espace dans le cadre d'implantation des industries.....63

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête.

Section 1 : Présentation de la wilaya de T-O et de la ZIAI.....76

Section 2 : Présentation de l'enquête de terrain.....89

Section 3 : Analyse et interprétation des résultats de l'enquête de terrain.....91

Conclusion générale.....103

Introduction Générale

Nous avons assisté à l'intérêt sans cesse grandissant du concept du « développement territorial ». Ce dernier est le produit des bilans critiques des politiques du développement économique et social, à la fois dans les pays développés et dans les pays en voie de développement ou émergents. Cependant, les échecs dans les pays du sud ont pour origine les limites des expériences des modèles du développement endogènes mis en place notamment dans les années 1980. Dans ce sens, la dynamique du développement ne démarre pas avec la conception et la réalisation volontariste d'un système productif global. Les échecs des politiques d'industrialisation conçues à l'échelle d'ensemble et dans l'indifférence à l'écart de la diversité des structures sociales, régionales et locales, sont là pour le rappeler.

Dans un contexte de la mondialisation, les régions qui gagnent le plus sont celles qui détiennent des territoires dynamiques, compétitifs, et plus attractifs. Ces régions intègrent le marché mondial vu que leurs territoires sont productifs, et plus favorisés contrairement aux territoires non organisés ou mal structurés qui produisent moins et qui se trouvent marginalisés et délaissés.

Etant l'un des maillons importants autour duquel est centrée l'attractivité territoriale, le secteur de l'industrie s'avère d'une taille imposante en matière d'orientation des efforts du développement. En effet, la localisation des zones industrielles encourage les populations à s'implanter et/ou à se délocaliser pour s'installer sur les territoires qui leur offrent du travail donc des revenus. Pour sa part, la population peut constituer un marché pour les produits des entreprises, donc une garantie pour leur survie et continuité. Inversement, les activités industrielles peuvent également être incitées à se localiser sur des territoires qui regorgent de main d'œuvre qualifiée, et bon marché, de ressources naturelles ainsi que des infrastructures de bases socio-économiques. En somme, les entreprises cherchent une localisation qui permet d'atteindre le maximum de profits tout en minimisant les coûts de production, tandis que les populations sont en quête de la maximisation de leurs utilités.

La wilaya de Tizi-Ouzou est l'une des wilayas du nord du pays caractérisée par une forte concentration de la population sur son territoire, et par l'existence de 16 zones d'activités et une zone industrielle, ainsi que 276 entreprises industrielles en fin de l'année 2016¹, réparties sur les différentes communes de la wilaya. Le regroupement de ces entreprises industrielles sur un territoire donné permettra de réaliser des activités qui valoriseront ce

¹ - Direction de la programmation et du suivi budgétaire (Annuaire statistique 2016)

Introduction Générale

dernier, par l'amélioreront des conditions de vie, la préparation d'une population active très productive et bien d'autres avantages qui sont nécessaires pour celui-ci.

Dans le contexte économique actuel, la question du rapport de l'entreprise à son espace physique d'implantation est clairement posée, avec des enjeux humains forts en termes de chômage et d'emploi, de reconversion et de dynamiques du développement. La création et la localisation des zones industrielles notamment celle de « AISSAT Idir » à Tizi-Ouzou tient à de multiples raisons qui assurent la dynamique territoriale. A cet effet, notre travail se veut d'être une ébauche pour comprendre les facteurs qui guident les entreprises dans leurs choix de localisation.

Problématique :

L'importance du développement local industriel dans la croissance économique du pays nous pousse à poser certains nombres de questions.

➤ **Question principale :**

Notre problématique s'articulera autour de la question principale suivante :

Dans quelles mesures la zone industrielle « AISSAT Idir » peut contribuer au développement local industriel de la wilaya de Tizi-Ouzou?

L'importance des éléments existants sur le territoire et leur influence sur le devenir de ce dernier, nous permettra d'approfondir et d'enrichir nos connaissances sur le sujet, et de comprendre la logique des entreprises dans leurs choix d'implantation.

Cependant étudier ce sujet soulèvera aussi des questions secondaires relatives au cas pratique de notre travail de recherche porté sur l'étude de cas: zone industrielle « AISSAT Idir ».

Introduction Générale

➤ Questions secondaires :

A partir de la question principale précédente découle d'autres questions subsidiaires :

- Quels sont les principaux acteurs du développement local industriel ?
- Faudrait-il choisir un territoire aménagé pour une localisation industrielle ?
- Quels sont les facteurs intervenant dans le choix de localisation de la zone industrielle « AISSAT Idir »?

Hypothèses de recherche :

Pour répondre à cette problématique, nous avons émis au préalable trois hypothèses à confirmer ou à infirmer à travers l'étude de notre recherche.

Hypothèse 1 : Plusieurs acteurs interviennent pour assurer le processus du développement local, notamment l'Etat, les collectivités locales...etc.

Hypothèse 2 : Un territoire mieux doté par des infrastructures de base socioéconomiques encourage les entreprises industrielles à s'y installer.

Hypothèse 3 : Les facteurs influençant le choix de la zone industrielle « AISSAT Idir » sont nombreux : des facteurs géographiques, économiques, sociaux...etc.

Objectif du travail :

L'objectif de ce travail est d'identifier les facteurs intervenant dans la localisation spatiale des industries et d'analyser le choix de localisation de la zone industrielle « AISSAT Idir » et sa contribution au développement local industriel de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Introduction Générale

Méthodologie de recherche :

Pour pouvoir répondre à notre problématique nous avons opté pour la méthodologie suivante :

Première étape :

Il s'agit d'abord dans la première étape, de faire un inventaire de la recherche bibliographique, théorique, variée et exhaustive en relation avec notre sujet : ouvrages, différents types de travaux de mémoires de magistère, de master et de fin de stage, ainsi que les articles scientifiques publiés. Ensuite, de prendre connaissances du contenu des ouvrages de base et de spécialiser qui se réfèrent à notre thème. Nous avons alors pris connaissance des travaux issus des économistes sur le développement local, sur l'économie industrielle, la localisation spatiale des industries et sur l'aménagement du territoire.

Cette lecture a été également renforcé par quelques consultations sur le net, les journaux officiels et les documents administratifs de la wilaya, cela nous a permis de mieux s'insérer dans notre problématique.

Deuxième étape :

Dans la seconde étape, les instruments méthodologiques utilisés pour mener à bien notre étude c'est la distribution des questionnaires aux entreprises implantées dans la zone industrielle « AISSAT Idir » à Tizi-Ouzou, ce questionnaire nous permettra l'analyse de quelques paramètres relatifs à la localisation spatiale de cette zone industrielle, ainsi que des interviews et des entretiens effectués au sein des institutions publiques impliquées dans la gestion du secteur industriel ou dont l'activité a des incidences sur ce secteur, qui sont : la Direction de la Programmation et du Suivi Budgétaire de T-O, la direction de l'industrie et des mines de T-O, la Chambre de Commerce et de l'Industrie de T-O, l'Agence National de l'Emploi et de la Main d'œuvre de T-O.

Troisième étape :

La troisième et la dernière étape consiste à organiser, classer et traiter les données collectées sous forme de tableaux et des figures. Le traitement des données s'est appuyé essentiellement sur l'utilisation de deux approches différentes, mais complémentaires.

Introduction Générale

➤ Approche analytique :

Elle est basée sur l'analyse des données statistiques et graphiques :

- Analyse statistique :

Nous avons utilisé l'analyse statistique basée sur les outils informatique tels que l'Excel, le Word pour mettre en relief les caractères prépondérants de notre aire d'étude, en matière des spécificités géographiques, économique...etc.

- Analyse cartographique :

Nous avons utilisé une cartographie basée sur l'outil informatique (Mapinfos) pour localiser la zone industrielle « AISSAT Idir », cette analyse facilite l'exploitation des données collectées par la traduction directe des résultats de l'analyse statistique.

➤ Approche comparative :

Basée bien évidemment sur la comparaison des résultats de l'approche analytique afin d'élaborer une multitude d'idée qui entoure le choix de la localisation spatiale de la zone industrielle « AISSAT Idir ».

La structure du travail :

Après avoir déterminé les principales questions de recherches et la méthodologie à suivre, nous allons essayer d'apporter des réponses à ces dernières. A cet effet, nous avons scindé notre recherche sur trois principaux chapitres:

- Le premier chapitre s'intitule « Cadre théorique du développement local », il a pour objet de définir et d'identifier les concepts clés ainsi que les bases théoriques du développement local.
- Le second chapitre s'intitule « L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries », dont on présentera l'aspect théorique de l'économie industrielle, dans ce chapitre nous allons parler aussi des facteurs de la localisation industrielle, de l'aménagement de l'espace et cela dans le cadre d'implantation des industries.

Introduction Générale

- Le troisième et le dernier chapitre sera consacré à notre étude de cas. Il comportera une présentation de la wilaya de T-O et une présentation de la zone industrielle « AISSAT Idir» sujet de notre enquête de terrain, puis on exposera notre méthodologie de recherche (l'échantillon de recherche et le déroulement de l'enquête par questionnaire), ainsi que l'analyse des résultats, chose qui nous permettra d'infirmer ou de confirmer nos hypothèses.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

INTRODUCTION :

Réfléchir en termes du développement local implique de partir d'une hypothèse simple, la qualité des relations qui lient les acteurs dans la proximité contribue à produire des marges de manœuvre nouvelles. Cela revient à penser que l'espace n'est pas soumis à des dynamiques uniquement exogènes, liées à la mondialisation dont on ne cesse de présenter les effets structurants, mais qu'il est mis en mouvement par les hommes et les femmes qui l'habitent et en sont les acteurs.

Le développement local peut donc être lu comme un processus qui impulse, construit et conforte les dynamiques locales et autorise une amélioration substantielle de vivre ensemble et du bien-être de tous. Ainsi, le développement local dépasse l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement. C'est un objet géographique puisqu'il s'appuie sur ce que *J.LEVY* présente comme la dimension spatiale des sociétés. Il met au cœur de la problématique le triptyque (territoire/acteur/développement). C'est donc clairement une action volontaire et organisée autorisant un « agir ensemble » et un « vivre ensemble ».

Dans ce chapitre, nous allons en premier lieu, chercher à mieux saisir les fondements de la notion du développement local, nous allons tenter de décrypter non seulement les éléments qui tendent ce concept, mais aussi ses conditions, ses objectifs et son histoire qui ont contribué à l'essor du développement comme une notion centrale dans l'organisation des sociétés occidentales. En second lieu nous allons essayer d'aborder certaines théories qui justifient l'idée que la PME est un facteur du développement économique local

Section 1 : Présentation des concepts du développement local

Le développement local est un concept bien documenté et bien connu à travers le monde et ses actions impliquent l'amélioration du niveau, du cadre et du milieu de vie d'une communauté donnée par une intégration harmonieuse des actions entre différents secteurs

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

d'activité. Il propose une approche globale, intégrée, communautaire et horizontale du développement des collectivités.

1- Aperçu historique et économique sur le développement local :

Cet aperçu parlera des origines du développement local tout en donnant différentes définitions de ce dernier.

1-1- L'origine du concept du développement local :

Le développement local est un concept qui est apparu, premièrement, dans les pays occidentaux. Il est considéré comme faisant partie des nouveaux paradigmes, cadre d'analyse et d'intervention pour venir à la rescousse des économies européennes en proie à des difficultés.

Le développement local s'exerce sur un espace déjà constitué, ou à constituer donc sur un territoire réduit. Le concept est né en France dans les années 1950 à partir d'une prise de conscience que les politiques d'aménagement du territoire mise en œuvre pour corriger les grands déséquilibres géographiques et socio-économiques, qui ne pouvaient s'appuyer que sur une mobilisation des volontés locales. On parlait alors du « développement endogène » pour reprendre l'expression de *FRIEDMAN* et *STOHN*¹ à travers une approche volontariste axée sur un territoire restreint, ils concevaient le développement local comme une démarche partant du bas d'où l'appellation « développement par le bas », privilégiant les ressources endogènes ou locales.

De même, on parle du développement communautaire tout en insistant et en mettant en exergue les initiatives populaires.

D'autres auteurs situent l'émergence du concept et le dateraient dans les années 1970, mais, il faut retenir que, l'idée du développement local est apparue en réaction aux modèles d'analyse traditionnelle, modèle de la base économique, pôle du développement...etc. et aux politiques régionales axées sur les subventions pour l'implantation d'entreprise. Dès lors, il a fallu imaginer des moyens qui permettraient de miser sur les entreprises locales et sur l'esprit

¹ - Katalyn KOLOSZY, « Le développement local : réflexion pour une définition théorique de concept », Horizon local, (1996-2001) .

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

d'entreprise, ainsi que sur les capacités d'innovation du milieu afin de créer ou de renforcer les avantages comparatifs d'une localité et d'en assurer le développement².

Le développement local apparaît ainsi comme « un modèle alternatif » du développement qui est décliné dans la littérature sous le vocable du « développement endogène », du « développement par le bas » ou encore du « développement communautaire »³.

Dans les lignes précédentes, nous n'avons pas formulé une définition du développement local proprement dite, on signale que de nombreux acteurs sont d'accord sur les points suivants :

- Il n'y a pas de modèle unique du développement local.
- Le développement local comporte une dimension territoriale.
- Le développement local s'appuie sur une force endogène.
- Le développement local fait appel à une volonté de concertation et la mise en place de mécanismes de partenariat et de réseaux.
- Il intègre des dimensions sociales aussi bien qu'économiques.
- L'approche du développement local implique aussi une stratégie participative et une responsabilisation des citoyens envers la collectivité.

1-2- Qu'est ce le développement et qu'est que le local ?

➤ « Le développement » :

Le plus souvent, certains individus mêlent entre la croissance et le développement. Or, ce ne sont pas des synonymes. Le développement implique accroissement de bien-être et changement dans la structure économique et sociale. Il engage une société sous tous ses aspects. La croissance est une notion plus simple. Elle se réfère à un accroissement des activités de production de biens et services mais n'implique pas nécessairement des

² - Marie POLEZE et Richard SHEARMURE, « Economie urbaine et régionale : introduction à la géographie économique », Economica, Paris, (2005), page 183.

³ - Marie POLEZE et Richard SHEARMURE, (2005), op, Cit, page 184.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

changements dans la structure, ni n'engage une société sous tous ses aspects. Le concept du développement contiendrait donc l'idée de croissance⁴.

Sur la scène internationale, le « développement » n'est pas synonyme de la notion macro-économique de « croissance ». En effet, un accroissement quantitatif des richesses d'un pays n'implique pas automatiquement une amélioration des conditions de vie de ses habitants alors que l'objectif d'une politique de développement est précisément l'accroissement du bien-être d'une population donnée. Le développement peut en conséquence être défini comme un processus qualitatif de long terme qui se matérialise par la transformation des structures démographiques, économiques et sociales (industrialisation, urbanisation, salarisation, évolution des mentalités et des comportements...) d'un territoire.

Si le terme « développement » est principalement utilisé à l'échelle d'un pays, il peut l'être également pour décrire des projets, des pratiques dont le cadre est infranational (régional, départemental, intercommunal...), il s'agit alors du développement local.

➤ « Le local » :

Chercher à définir la notion du territoire nous amène à poser la question suivante : s'agit-il d'une zone délimitée par des frontières administratives et politiques (ville, commune, province, région...), ou d'une zone géographique déterminée par la composition du milieu (montagne, vallée...), ou encore un espace pertinent pour la mise en œuvre de la gouvernance et des politiques publiques ?

La réponse à cette question pourrait être la suivante : le territoire n'est pas facile à appréhender et fait l'objet de nombreux débats. Pour nous elle a une portée opérationnelle et analytique au même titre que la firme ou le secteur. On peut la saisir d'un triple point de vue.

Tout d'abord, comme le souligne *B. PECQUEUR*⁵, le territoire n'est pas un morceau de nation ou de région, mais une forme d'organisation et de coordination inscrite dans l'espace et construite socialement à terme. Comme tel, il est un « conteneur de ressources », ces ressources peuvent être matérielles (infrastructures diverses) ou immatérielles (connaissances, compétences...), elles peuvent être génériques (ressources minières, par exemple) ou

⁴ - Furtado CELSO, « Théorie du développement économique », coll, PUF, Paris, 1975, Chapitre I

⁵ Bernard PECQUEUR, 1989, « Le développement local : mode ou modèle ? », Syros/Alternatives, paris, page 58.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

spécifiques (savoir-faire effectivement valorisés dans un processus de production concret). Le territoire n'est pas partout et partout n'est pas le territoire.

Ensuite, le territoire est une forme d'organisation des acteurs qui y évoluent, ainsi que des relations qu'ils se nouent entre eux à l'occasion de l'exercice de leurs activités. Ces relations peuvent être des rapports d'intégration verticale et/ou de coopération horizontale, des rapports marchands et/ou non marchands, des rapports formel et/ou informel...etc. Ceci définit une fonction particulière de repoussoir des acteurs qui ne sont pas à l'intérieur de ses limites, fonction jouant en quelque sorte le rôle de filtre cognitif.

Enfin, le territoire est une dynamique d'apprentissage, ce qui renvoie au rôle essentiel des institutions formelles de formation de la main-d'œuvre bien sûr, mais aussi des processus de transmission des métiers et de circulation des savoir-faire, à travers notamment l'apprentissage familial ou au sein d'un métier et le fonctionnement du marché local du travail.

Selon L'OCDE le niveau local peut être défini en ces termes :

« Le niveau local est l'environnement immédiat dans lequel la plupart des entreprises et en particulier les petites, se créent et se développent, trouvent des services et des ressources, dont dépend leur dynamisme et dans lequel elle se raccordent à des réseaux d'échange d'information et de relations techniques ou commerciales... le niveau local, c'est-à-dire une communauté d'acteurs publics et privés qui offrent un potentiel de ressources humaines, financière et physiques, d'infrastructures éducatives et institutionnelles dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement⁶ ».

1-3- Définition du développement local :

L'association des deux termes « développement » et « local » appelle l'articulation de deux caractéristiques fondamentales : la durée qui doit marquer la démarche de développement et l'espace, soit le territoire local concerné par cette démarche.

⁶- MANSOUR Salima, Mémoire Magister « Stratégie de développement des PME, le développement local », 2014, page 66 selon OCDE « Réussir le changement ; entrepreneuriat et initiatives locales », Paris, France, 1990, page 3.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

Notons d'abord, que la notion du « développement local » est polysémique. Elle prend plusieurs sens notamment « développement économique communautaire », « gestion des territoires » ces dernières se caractérisaient certainement par des visions différentes, dès le départ se rendent compte d'une pratique similaire sur l'espace local et tentent aujourd'hui à décider une situation unique, celle de la responsabilisation totale des populations à la base, dans la conception et la mise en œuvre des actions du développement. Mais aussi ce concept appelé :

- Développement territorial.
- Le développement par le bas.
- Le développement auto centré, endogène ...etc.

Donc le développement local est une réponse empirique à une situation de crise. Cette dernière est caractérisée par les problèmes d'emploi et par la destruction d'une série de réseaux d'insertion et de facteurs d'identité. Le DL, avant d'être une démarche prise en charge par les institutions ou les mouvements, il constitue une sorte de réaction spontanée d'un tissu social. Il est à la fois un mouvement de retour à un territoire et un mouvement d'ouverture sur le monde et sur l'avenir (*Jean-Pierre WORMS*, 1987).

Pour une meilleure compréhension du concept, on citera quelques autres définitions : *Bernard PEQUEUR* affirme : « Ni mode, ni modèle, le développement local est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent⁷ »

Dans les pays en développement, le concept du DL est aussi appelé « développement par le bas ». Il peut se reposer sur des actions mobilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités et des habitants eux-mêmes, avec une aide extérieure éventuelle. Exemples : construction de petites infrastructures, mise en place de coopératives ou d'associations du microcrédit, exploitations agricoles ou artisanales tirant partie des ressources locales.

D'après *Xavier GREFFE*⁸ : « Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la

⁷ - Bernard PECQUEUR, « Développement local », Syros, Paris, 1989, page 16.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet du développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera un espace de contiguïté ou un espace de solidarité active ».

Selon *F. MOUSSAOUI*⁹, le développement local est axé sur deux idées essentielles : la mise en valeur d'un potentiel local demeuré caché et ignoré et la territorialisation : de l'activité économique. Tout en parlant du local, le développement local n'est pas « localiste » (*FERCUENE.A*, 2012), il se veut ouvert sur l'extérieur et s'inscrit dans une perspective d'évolution mondiale (il n'y a pas fermeture de frontière).

2- Changement de paradigme :

Actuellement on ne parle plus du développement par le haut (l'Etat), on utilise de plus en plus le vocable du développement local ou territorial. Ainsi le DL devient alternatif une logique nationale du développement d'après la guerre (2^{ème} guerre mondiale).

Le développement local se veut une réponse à la crise des années 1970, dans le monde occidental. Il est lié aux différentes restructurations de la grande entreprise fordiste et aussi aux réformes de l'Etat.

A partir de 1980, la notion, ou le concept est de plus en plus utilisé, il est indissociable de la décentralisation dans le sens d'une « Territorialisation de l'activité économique » (*A.FERGUENEA ; H.SAIN* 1998) donc d'une proximité géographique.

Le développement local souligne aussi l'expression d'une solidarité multiforme entre les acteurs d'une communauté autour d'un développement concerté en conformité avec les objectifs de celle-ci.

⁸ - Xavier GREFFE, « Territoire en France, les enjeux économique de la décentralisation », Economica, Paris, 1984, page 146.

⁹ - SALAH-MANSOUR Salima, Mémoire master, « Les produits du territoire levier du développement local dans les zones rurales et montagneuses », 2013, page 08.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

Le développement local par cette rupture dans le sens, fait intervenir de nouvelles variables, trop souvent oubliées dans le développement global, ces variables sont :

- La variable spatiale (espace – milieux- zone).
- La variable locale ou territoriale.
- Le développement endogène.
- Les spécialisations doubles, ...etc.

De toute manière, le concept traduit dans sa réalité le besoin de trouver d'autres alternatives à la crise, d'autres réponses du développement à partir des initiatives locales.

Le développement local peut donc créer des synergies multiples capables de valoriser les richesses locales, comme système d'interaction, il peut favoriser aussi les potentiels d'innovation individuels et sociaux du territoire¹⁰.

Le développement local, par conséquent, prend en fonction des réalités locales, des typologies différentes (modèles du développement). Nous allons essayer de résumer, ici, les plus importantes :

2-1- District industriel ou Système Productif Local :

Souvent appelé aussi système de production local (SPL) au sens marshallien du terme (Atmosphère industrielle), ou système industriel localisé (SIL) selon *RAVEYRE* et *SAGLIO* (1992) ou groupes d'entreprises.

Les districts présentent les caractéristiques suivantes:

- L'attachement d'une communauté locale à son territoire.
- La présence d'une nébuleuse de petites et moyennes entreprises (PME, PMI).
- Des ressources humaines.
- Une dynamique de compétition et de coopération.
- Une capacité à intérioriser les innovations technologiques.

¹⁰ - CHERIF Mustapha –Maitre de conférences, université de Tlemcen, « Zone Industrielle et Développement Local : Quelle Articulation ? », Revue de chercheur N°08/2010, page 53.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

Ce système de production localisé offre plusieurs avantages telles que : le partage des coûts de transactions, la possibilité de coordination.

Les SPL sont donc des configurations d'entreprises regroupées dans un espace de proximité autour de plusieurs métiers (industriels ou tertiaires) entretenant des relations entre elles, elles produisent des externalités positives pour l'ensemble des entreprises¹¹.

Le district industriel selon *G.BECATTINI* est défini comme « Une entité socio territoriale caractérisée par la présence d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donné¹² ».

La densité des liens entretenus entre les unités de production dépend avant tout, de l'organisation et du fonctionnement du système de production. Les rapports entre les unités sont divers : formels, informels, matériels, immatériels, marchands et non marchands. Ces rapports peuvent porter sur des flux matériels, de services, de main d'œuvre, de technologie ou encore de connaissance. La notion de SPL est désormais largement partagée dans la mesure où elle est la traduction de ces phénomènes originaux du développement localisé¹³.

2-2- Développement endogène :

Le développement endogène selon (*G. GAROFOLI* 1992) repose sur le couple (acteurs-projets), il souligne l'interaction entre l'économique et le social, cette interaction est très forte, avec un degré d'autonomie élevé, une densité de relation des acteurs évoluant dans la localité (notion de réseaux denses). Cette forme du développement est aussi appelée « Aire d'industrialisation diffuse ».

Le développement endogène ou autocentré est une conception du développement avant de relever de l'économie régionale : C'est une approche territoriale du développement plus qu'une théorie de la croissance régionale. Il fait l'objet d'applications à divers niveaux. S'il a pour les pays occidentaux un contenu régional, voire micro-régional, il peut être appliqué dans le Tiers-Monde à des pays dans leur ensemble. Il se présente moins comme une théorie

¹¹- CHERIF Mustapha –Maitre de conférences, université de Tlemcen, « Zone Industrielle et Développement Locale : Quelle Articulation ? », Revue de chercheur N°08/2010, page 54.

¹²- G. BECATTINI, « Dal distretto industriale allo sviluppo locale », Turin, Bollati Boringhieri, 2000, page 251.

¹³- Claude COURLET, « L'économie territoriale », PUG, Grenoble, 2008, page 50.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

du développement de la région que comme un paradigme nouveau du développement : développement territorial, développement « from below » (partant du bas), s'opposant au développement fonctionnel et « up-down » (partant du haut) qui fondait les pratiques antérieures.

2-3- La spécialisation double (M-PIORE et C- SADEL 1984):

Cette forme du développement local est caractérisée par une stratégie d'innovation permanente et d'adaptations au changement :

La spécialisation double est aussi une réponse à la crise du fordisme. Elle est le résultat des politiques de décentralisation, de sous-traitance dans une proximité sectorielle" pouvant améliorer les performances économiques (*H.SHMITZ* 1990).

Enfin, on peut dire qu'il faut au moins retenir trois formes de dynamique du développement local à savoir:

- La dynamique endogène (acteurs + projets).
- La dynamique des pouvoirs publics qui suppose un développement avec coordination et contrôle (c'est le cas de l'Algérie).
- La dynamique exogène qui se fait par l'attrait des investissements étrangers (IDE).

De toute manière le développement local se centre sur le territoire comme processus du développement économique et local et intègre la dialectique entre le local et le global.

Section 2 : Généralités sur le développement local.

Le développement local exige la mobilisation d'un ensemble d'outils.

1- Les acteurs, les outils et les composantes du développement local :

Plusieurs acteurs interviennent pour assurer le développement local, ce dernier comporte deux principales composantes qui permettent la réussite de ce processus.

1-1- Les différents acteurs du développement local et leurs rôles :

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

1-1-1- Les acteurs du développement local :

Les acteurs du développement local peuvent être définis comme un regroupement d'opérateurs et d'intervenants organisé sur un territoire. Ou bien, sont les représentants des territoires, ils décident et inter-réagissent dans le but de valoriser et de développer leurs territoires. Plusieurs acteurs sont impliqués dans le processus du DL, mais les collectivités locales demeurent la première puissance qui entretient des relations très étroites avec le territoire, notamment en termes d'intervention directe que lui confère sa proximité du citoyen. Ces acteurs sont distingués comme suit :

- Les acteurs publics :
 - ✓ Les collectivités locales : Ce sont, les communes, les provinces et les régions, elles agissent par l'intermédiaire des assemblées provinciales, communales et régionales. Elles sont considérées par tous les analystes comme le levier puissant du DL.
 - ✓ L'Etat : Il s'agit des organes centraux des pouvoirs publics notamment le gouvernement. A noter que l'Etat, acteur du développement local, dans le contexte actuel marqué par la mondialisation, la globalisation, est appelé à assumer le rôle de maillon intermédiaire entre le niveau supranational, par l'intégration dans un bloc solide capable d'affronter la rude concurrence gênée par ce nouveau contexte, et le niveau infranational à travers la promotion du DL et l'adaptation des conditions locales aux exigences de la globalisation.
 - ✓ Les services extérieurs des départements ministériels : Ce sont les organes déconcentrés du gouvernement appelés à concerter avec les collectivités locales et servir de relais du gouvernement au niveau local.
- Les acteurs privés : Ils concernent les entreprises, le secteur bancaire, les organismes professionnels, les associations culturelles...etc. A ce niveau, les petites et moyennes entreprises représentent la pierre angulaire eu égard à leur poids dans le tissu productif à leurs atouts et aux potentialités qu'elles offrent pour le DL.
- Autres acteurs :
 - Chambre de commerce.
 - Centre de formation professionnelle et les universités.
 - Les organisations non gouvernementales.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

- Des cadres nationaux pour promouvoir une planification locale intégrée.

En fait, le développement local exige la participation efficace et dynamique de tous les citoyens et la mobilisation d'un ensemble d'outils¹⁴.

1-1-2- Le rôle du développement local :

Du point de vue économique et social, le rôle assigné au développement local repose sur les éléments suivants :

☞ Valoriser localement les ressources existantes et potentielles, en vue de satisfaire le marché local mais également des marchés plus lointains en raison des compétences des producteurs et des caractéristiques des produits fabriqués ou travaillés.

☞ Favoriser la diversification et l'enrichissement des activités par une multiplication des échanges entre les unités de production de la région considérée, quel que soit leur nature : moderne, traditionnelle, informelle, en visant la création d'un tissu d'activités interactives.

☞ Soutenir la mise sur pied, sur le plan organisationnel, d'entreprises, (de services ou de production de biens) et de coopératives dans les principaux secteurs de la vie des communautés concernées (logement, emploi, services sociaux, environnement, etc.)

☞ Faire porter l'attention des autorités locales, régionales, nationales et de services de base.

☞ Créer, revitaliser ou vérifier les solidarités réelles ou présumées pour organiser un débat autour d'un projet d'avenir.

☞ Susciter la mise en place de structures de médiation et de négociation entre ces groupes pour que chacun exprime son point de vue et participe à la définition des priorités du développement, le consensus à rechercher n'est pas un accord unanime de tous sur toutes les priorités, mais tous doivent trouver une part d'intérêt à leur réalisation.

1-2- Les outils du développement local :

Les principaux outils du développement local sont :

- L'aménagement du territoire qui définit les grandes orientations et fixe le cadre du développement des zones.

¹⁴ - DECHERA Mansour, Mémoire Magister, « Stratégie de développement des PME et le développement local », 2014, page 69.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

- Une politique de décentralisation appuyée par la déconcentration des structures de l'État.
- La gouvernance locale définie comme l'ensemble des interactions entre les acteurs d'une communauté locale (le secteur public, le secteur privé et la société civile) orientées vers la définition d'un projet global commun et de projets spécifiques du développement des collectivités.
- La participation citoyenne qui s'exprime au sein des structures de gouvernance locale.
- Le financement via la fiscalité nationale, locale et les agences internationales.

1-3- Les composantes du développement local :

Le développement local comporte deux composantes essentielles : *Une partie structurelle et Une partie socio-économique*. La partie structurelle se rapporte aux structures de gestion et de financement, c'est-à-dire aux structures décentralisées. Il s'agit de la partie tangible du développement local. Quant à la partie socioéconomique, elle concerne les individus et l'interaction entre les différents acteurs qui participent au développement local. La prise en compte des parties structurelles et socio-économiques est non seulement nécessaire, mais absolument fondamentale à tout processus du DL.

D'ailleurs, la réussite d'un tel processus en dépend et implique forcément de concilier ces deux composantes, c'est ce qu'ont révélé plusieurs leçons tirées de différentes expériences, notamment en Afrique.

Dans le cas algérien, certains acteurs comme les associations professionnelles et patronales ainsi que les bailleurs financiers sont appelés à jouer un rôle primordial sur la scène du DL. On qualifie ce volet spécifique du développement local d'intangible.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

FIGURE N°01 : Cadre stratégique du développement local



Rapport N°1 : Ministère de l'Industrie, de PME et de la Promotion de l'Investissement,
Direction Générale de la Veille Stratégique, des Etudes Economiques et des Statistiques

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

2- Les objectifs, les conditions et les contraintes du développement local :

Dans ce point nous allons citer l'ensemble des objectifs visés par le développement local ainsi que les conditions qui concernent ses acteurs, ensuite nous allons identifier et regrouper les contraintes du DL.

2-1- Les objectifs du développement local :

La stratégie du développement économique local a pour objectif de stimuler l'économie locale et régionale pour renforcer la compétitivité et la capacité d'emploi des entreprises sur place. Pour cela, les activités du développement économique local créent des opportunités d'échanges, d'expériences entre la communauté des entrepreneurs et leurs associations professionnelles d'un côté, l'administration ainsi que les structures d'appui locales de l'autre côté.

Les principaux objectifs du développement local sont :

- Mobilisation de toutes potentialités, dont dispose un territoire donné pour dynamiser les activités productives et améliorer le niveau de vie des citoyens de ce même territoire et pour qu'ils puissent profiter d'un environnement sain et agréable.

- L'élaboration et le fonctionnement des projets du développement local qui crée une synergie entre ¹⁵:
 - Les potentialités de ce territoire à savoir les ressources agricoles, industrielles, touristiques, culturelles et écologiques.
 - Ses ressources humaines (dynamisme et qualification, esprit d'entreprise et richesse culturelles des populations locales).
 - Son insertion dans les orientations de l'aménagement du territoire (infrastructures de communication, grandes orientations économiques).

- D'opérer une répartition rationnelle et intelligente des rôles sur le plan territorial entre les acteurs publics (gouvernement, collectivités locales, services extérieurs des départements ministériels...), en vue de lutter contre les déséquilibres socio-spatiaux

¹⁵ - Bernard BRUNET, « Le développement local : un concept mais aussi une pratique », 2006.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

existants et harmoniser spatialement les actions du développement dans le cadre d'un véritable plan d'aménagement du territoire.

En effet, le développement local est un processus dynamique, ouvert alimenté sur des attitudes et des comportements axés sur l'action, plutôt qu'un ensemble de procédures prédéterminées dans une structure fermée. Il permet :

- La création d'emploi et d'entreprise à l'échelle locale.
- L'aménagement du territoire.
- Le renforcement d'une sociabilité par la valorisation de l'identification locale du sentiment d'appartenance ou encore la valorisation de la conscience collective (responsabilité) des acteurs en place et de la communauté en général.
- Le développement local est une stratégie qui insère les individus dans des projets du développement collectifs. L'objectif de cette insertion, est d'intégrer les acteurs dans les stratégies du développement. Pour cela, les pratiques du développement local supposent le sentiment d'appartenance à un territoire.
- Le développement s'appuie sur une force endogène, l'acteur est mis au centre du développement. Ainsi chaque collectivité peut assurer son développement par elle-même.

2-2- Les conditions du développement local :

Le succès d'une démarche du développement local dépend d'un certain nombre de préalables qui sont regroupés sous deux volets¹⁶.

2-2-1- Les conditions relatives à la gestion du développement :

La réalisation d'un développement économique local est due à l'existence de certaines conditions à savoir :

¹⁶- SERHANI Mustapha, « Le développement NTIC au Maroc : apport économique et contraintes réelles », thèse de magister, rabat, Maroc, 2009/2010.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

➤ Un territoire à géométrie variable :

Le territoire est d'abord un espace à aménager. Il requiert des savoir-faire spécifiques dont se sont dotées les collectivités au fur et à mesure de l'identification de leur besoin dans les domaines de l'équipement de la voirie, des réseaux, de l'habitat, des services, etc.

Aménager un territoire c'est aussi le doter d'équipement et des services de qualité qui répondent aux besoins de ses populations, et aux impératifs de sa politique du développement, la mise en valeur de ce dernier en fonction, des ressources existantes.

Le territoire c'est un espace à administrer, ce travail d'administration relève traditionnellement des compétences conjointes de l'Etat et des collectivités territoriales.

Le territoire est un espace vécu sur lequel est gravée une histoire inscrite dans un patrimoine matériel et immatériel.

C'est dans cette perspective qu'il convient de considérer le territoire comme un espace à développer. A chacun de ces modes d'appréhension correspond un ensemble de compétences, de missions et des modalités d'actions spécifiques. C'est autour de ces compétences, de ces missions et des savoir-faire spécifiques que se sont organisées les collectivités territoriales.

➤ Démarche culturelle et stratégique de communication :

La communication territoriale, celle des villes, des départements et des régions en particulier, a connu ces dernières années un essor fantastique qui a donné lieu à de nombreuses publications, apprécier le sens en terme de message et la pertinence en terme d'efficacité.

Nous mettons tous d'abord l'accent sur la place qu'elle occupe dans le développement local et sa contribution à la réussite de ce dernier. La communication peut être considérée comme un moyen de liaison, car à travers elle que les informations et les idées seront échangées entre les territoires. Ainsi, elle permet la coopération des opérateurs pour résoudre tous les problèmes posés.

En résulte donc que la réussite de telle stratégie du développement dépend essentiellement de l'efficacité et la corrélation des efforts à travers la communication.

➤ La formation, Outil du développement :

Parmi les ressources stratégiques du développement local, on trouve la gestion locale des ressources humaines qui occupe une place privilégiée. Cette gestion confère à la formation un rôle irremplaçable, en raison des nouveaux enjeux collectifs qu'elle conforte :

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

- Elle permet le fonctionnement participatif sous toutes ses formes, grâce à un travail sur l'expression, la concertation et la prise de décision.
- Elle facilite la montée générale des connaissances de base notamment dans le domaine économique et de la gestion.
- Elle donne une ouverture à la culture technique par l'apprentissage des nouvelles technologies.

D'une manière très claire, « former, c'est développer les capacités à analyser et à résoudre les problèmes à partir d'un diagnostic du territoire ».

Enfin, pour une formation adaptée aux enjeux locaux, il faut générer l'innovation locale dans les domaines de la formation pour les personnes de faible qualification.

➤ Transferts et innovation technologiques :

En premier point, le développement technologique procède habituellement par une concentration des moyens et des ressources sur des territoires prédisposés à les recevoir au risque d'accentuer (appuyer) par le fait même des inégalités spatiales.

En deuxième point, on trouve l'innovation technologique qui peut être considérée comme une affaire de milieu, leur diffusion nécessite l'acquisition des connaissances nouvelles et spécifiques, leur évaluation économique et la mise en œuvre de stratégies correspondantes. Aménager les interfaces entre les trois pôles : le pôle d'entreprise, le pôle technologique et le milieu environnant-voisin.

En troisième point, une telle question relative à l'innovation et aux transferts technologiques doit choisir les bons mécanismes de diffusion de l'innovation. Aussi avancée que soit l'innovation, elle ne peut réussir que si elle contient des éléments de continuité avec l'expérience acquise par le milieu, ainsi créer les conditions du développement d'un territoire à travers les transferts technologiques, revient à faciliter la diffusion d'une culture de l'expérimentation qui interpelle l'ensemble des populations.

En dernier point, le fait de construire un milieu innovant c'est travailler à qualifier l'ensemble de ceux qui privés ou publics, offrent des services, créent de l'emploi et des richesses et prennent les risques correspondants.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

➤ Une animation économique et sociale :

Dans cette dernière condition, l'animation s'impose en tant que fonction de coordination d'impulsion et de régulation du pilotage des politiques du développement. Son importance est liée aux caractéristiques de la démarche du développement. Les formes qu'elle prend s'expliquent par les particularités du contexte et par les stratégies des décideurs locaux. Leur évolution dépend de l'état d'avancement de la politique.

2-2-2 Les conditions relatives aux acteurs et leur mobilisation :

Les conditions concernant les acteurs devant leur mobilisation sont comme suit :

➤ Une volonté politique locale:

C'est la condition indispensable de l'existence et de la réussite d'une politique de développement. Elle se matérialise par un projet de développement et des moyens adéquats pour le réaliser. Son importance tient au fait que cette volonté doit être partagée par un nombre de partenaires locaux, au premier rang desquels figurent les élus, et qu'il n'y a cela aucune exception.

➤ Une interdisciplinarité économique, sociale et culturelle :

Cette seconde condition est inhérente à l'appréhension du territoire et de ses problèmes dans leur globalité. Elle concerne trois aspects indépendants :

- Le mode d'appréhension du territoire, celui-ci est nécessairement global, il s'intéresse à ses principales caractéristiques et il s'appuie pour cela sur l'ensemble des disciplines capables d'apporter un éclairage sur son diagnostic.
- La coopération active entre les acteurs investis dans l'élaboration des politiques de développement et leur implication dans leur mise en œuvre.
- Les choix méthodologiques qui favorisent ce mode d'appréhension globale et les outils capables de faciliter cette coopération entre les acteurs locaux.

L'enjeu général de cette condition est absolument fondamental, dans la mesure où elle interpelle la représentation que chacun des acteurs locaux se fait du territoire et l'appréciation

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

qu'il porte sur son potentiel du développement. Le monde d'appréhension choisi doit permettre à la fois de restituer la singularité de chacun des territoires et de rechercher l'unicité des processus et des combinaisons qui favorisent les transferts d'expériences, de connaissances, et facilitent un traitement concerté.

En bref, il s'agit de proposer aux partenaires un ensemble conceptuel qui permettra de gérer au mieux le paradoxe de la diversité et de l'unicité.

➤ Le partenariat :

L'établissement de partenariat et la création de réseaux d'échange doivent exister dans le cadre du DL et se concrétisera souvent par une ouverture d'esprit. Les représentations du secteur privé, public et communautaire, dans le respect de leurs mandats et malgré des intérêts parfois divergents, choisissent de travailler ensemble afin de développer une participation intersectorielle et des interventions transversales.

Le fait de rassembler les acteurs d'un milieu est un processus politique qui consiste à faire travailler des groupes d'intérêts parfois opposés et des leaders quelquefois concurrents vers les intérêts collectifs des communautés concernées. De véritables partenariats doivent ainsi s'établir entre tous les intervenants du milieu et plus particulièrement entre le pouvoir public et les partenaires socio-économiques.

L'établissement d'un environnement et d'un climat propice à la collaboration et à l'action communautaire et civique s'établit souvent par un processus qui permet la fixation d'objectifs communs et l'identification de projets concrets. Ce processus permet d'établir des plans, de fixer des orientations et de retenir des objectifs pour concentrer tous les efforts de chacun des comptes des dimensions¹⁷.

Adoption d'un mode de pensée complexe, il s'agit de développer des modes d'apprentissage. Le développement n'est pas une logique simple de reproduction mais un processus complexe, cognitif dans lequel les acteurs du territoire doivent s'investir¹⁸.

¹⁷- Sommet de Montréal, sur le développement local, septembre 2002, page 4.

¹⁸ - Frédéric TESSON, cours introduction au développement local L2, L3, l'université de Pau et des Pays de l'Adour, 2002, page 4.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

1-2- Les contraintes du développement de l'économie locale :

En ce qui concerne les contraintes du développement de l'économie locale, plusieurs études sont déjà été faites, où elles nous permettent d'identifier et regrouper les contraintes du développement sous les thèmes suivants :

- Environnement réglementaire local :
 - Procédures administratives lourdes et lentes.
 - Méconnaissance des dispositions sur la fiscalité locale.
 - Coût élevé de la fiscalité.
 - Information insuffisante sur les marchés publics communaux.
 - Accès difficile au foncier et insécurité foncière pour les entreprises, notamment dans les pays en voie du développement et les pays moins avancés.

- Fourniture aux entreprises :
 - Absence d'informations économiques sur les entreprises existantes et les créneaux porteurs.
 - Absence d'opportunités liées aux marchés publics communaux notamment pour les PME locales.
 - Structure d'appui déficiente (en matière d'encadrement, d'information et de financement).
 - Absence de guichet unique pour la formalisation des micros entreprises.
 - Absence de politique marketing.
 - Déficit d'infrastructures économiques et d'accès à la technologie pour les entreprises locales.
 - Inadéquation de la formation des travailleurs par rapport à l'emploi, et les vrais besoins des communes.

A la lumière de ce qu'on a cité, on signale que dans cet essaie nous avons cherché à comprendre comment le développement s'est constitué comme un concept phare des sociétés modernes malgré les impasses que connaissent les théories du développement depuis plusieurs années. Pour ce faire, nous avons cherché à reconstituer le fil de l'avènement du concept du développement. Nous avons pu voir que le développement était profondément lié à l'idée de l'amélioration de la qualité de vie d'une population donnée.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

En matière du développement local, nous avons cherché à cerner le concept du développement, à partir de certaines définitions. Et dans ce parcours, il nous est apparu que le développement, tel qu'il a été défini et véhiculé depuis son avènement, est un construit social, économique, culturel, environnemental et même humain qui renvoie à une représentation précise de ce qu'est le développement.

Le développement local, est un processus utilisant les initiatives locales au niveau des petites collectivités comme moteur du développement économique. Ainsi, le DL est une stratégie du développement utilisée dans plusieurs pays, orientée vers l'action qui valorise les potentialités locales et les acteurs locaux, il réussit souvent là où l'Etat central a échoué dans sa lutte contre la pauvreté.

La finalité du développement local est de faire en sorte que les acteurs d'une communauté locale puissent procéder de façon participative à l'élaboration des plans locaux du développement en accord avec les grandes orientations du pays.

Certes, les objectifs initiaux assignés au DL restent courageux et admissibles au niveau théorique, mais la réalité reste plus loin de ça. Cependant, l'analyse de la réalité démontre la persistance d'un ensemble de contrainte.

En Algérie, les projets du développement ont longtemps été décidés au niveau central (planification) pour le territoire national, puis déclinés au niveau local à l'échelle d'espaces s'appuyant sur des délimitations administratives. Où, la prolifération des initiatives diverses et variées témoigne aujourd'hui d'une prise de conscience de la nécessité d'agir à l'échelle locale.

Ces initiatives ont émané de l'ensemble des acteurs (élu, organisations professionnelles, administrations, société civile...) qui tentait de répondre aux attentes de la communauté, soit au niveau des quartiers, soit au niveau de la ville, soit au niveau plus élevé et d'apporter des réponses à des préoccupations communes, telles que :

- La lutte contre la pauvreté.
- L'accompagnement social aux populations des bidonvilles.
- La lutte contre le chômage.
- La protection de l'environnement

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

Section 3 : Les PME et leur contribution au développement local.

Les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent être considérées comme des forces principales pour le développement local, elles représentent l'un des supports fondamentaux, en particulier, dans les économies contemporaines. L'importance de ces entreprises accrue et immense non seulement à cause de son nombre et sa variété, mais aussi par son existence dans tous les domaines, il convient d'appréhender et analyser les différentes structures et composantes de ces entreprises.

1- La notion de la PME :

Lorsque, l'intéressé par le monde de PME aborde l'étude de ce type d'entreprise, la première question qu'il doit se poser est celle de sa définition, car jusqu'à ce jour ce vocable demeure confus, flou et loin d'être précis.

1-1- Définition et caractéristiques :

1-1-1- Définition de la PME :

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) définit la PME comme: « l'entreprise dans laquelle le chef d'entreprises assure personnellement et directement les responsabilités financières, techniques, sociales et morales de l'entreprise quelque soit sa forme juridique »¹⁹.

A partir de critères d'effectif et de chiffre d'affaire, certains auteurs définissent les PME comme suivant :

Pour *G.BRESSY* « Les PME sont les entreprises dont l'effectif salarié est inférieur à 500, elles englobent les très petites entreprises (moins de 10 salariés), les petites entreprises (10 à 49 salariés) et les moyennes entreprises (50 à 249 salariés)²⁰ ».

Quant à *P-A.JULIEN* et *M.MARCHESNAY* : « La petite entreprise est avant tout une entreprise juridiquement, financièrement indépendante, opérant dans les secteurs primaires, manufacturiers où de services, et dont les fonctions des responsabilités incombent le plus

¹⁹ - M. MARCHESNAY et L. FOURCADE, « Gestion de la PME/PMI », 1997, Edition NATHAN

²⁰ - G.BRESSY, C.KONKUYT « Economie d'entreprise », 2000, Dalloz, Paris, page 78.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

souvent à une seule personne, sinon à deux ou trois, en générale seuls propriétaire du capital²¹ ».

1-1-2- Les caractéristiques des PME :

Un certain nombre de caractéristiques communes se dégagent pour rendre compte de la réalité des PME :

- La centralisation de la gestion :

Le chef d'entreprise est toujours présent et participe dans tous les domaines de la gestion, en rapport direct avec chaque membre de son personnel, il apparaît très souvent comme l'acteur central et incontournable pour toutes les décisions relatives à l'organisation ou à la gestion de l'entreprise, on peut parler de la « personnalisation de la gestion en la personne du propriétaire-dirigeant qu'est à la fois entrepreneur, manager dans le cas des TPE », cette centralisation de la gestion s'explique par la dimension affective entre le dirigeant et la PME.

- Une faible spécialisation de travail :

Tant au niveau de la direction (celle-ci assumant des tâches de direction et d'exécution, surtout lorsqu'elle est petite) que des employés et des équipements. La spécialisation vient avec l'augmentation de la taille, le passage de la production variée sur commande, ou de très petites séries à une production en série répétitive. C'est ainsi que la firme grandit, elle doit mettre en place plusieurs niveaux organisationnels, d'abord dans les fonctions comptables et de production, ensuite dans la fonction marketing, puis, dans celle des achats, enfin, du personnel.

- Un processus de décision peu formalisé :

Au contraire des grandes entreprises qui doivent préparer des « plans » relativement précis, les actions projetées afin que toute l'organisation puisse s'y référer, dont les PME échappent à la règle de la planification, et plus souvent la décision dans ces entreprises est constituée de trois étapes « intuition- décision- action » ce qui fait que la stratégie est avant tout simple et souple.

²¹ - Michel .MARCHESNAY et Pierre-André JULIEN « La petite entreprise », 1998, Vuibert gestion, Paris, page 56.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

- Un système d'information interne peu complexe ou peu organisé :

Les petites entreprises fonctionnent par dialogue ou par contact direct. Les grandes entreprises doivent élaborer un mécanisme formel (et écrit) permettant le transfert d'information tout en minimisant « les bruits » et en favorisant le contrôle. Les très grandes entreprises vont même produire un journal interne pour diffuser l'information générale et empêcher les rumeurs de nuire à l'efficacité de l'entreprise.

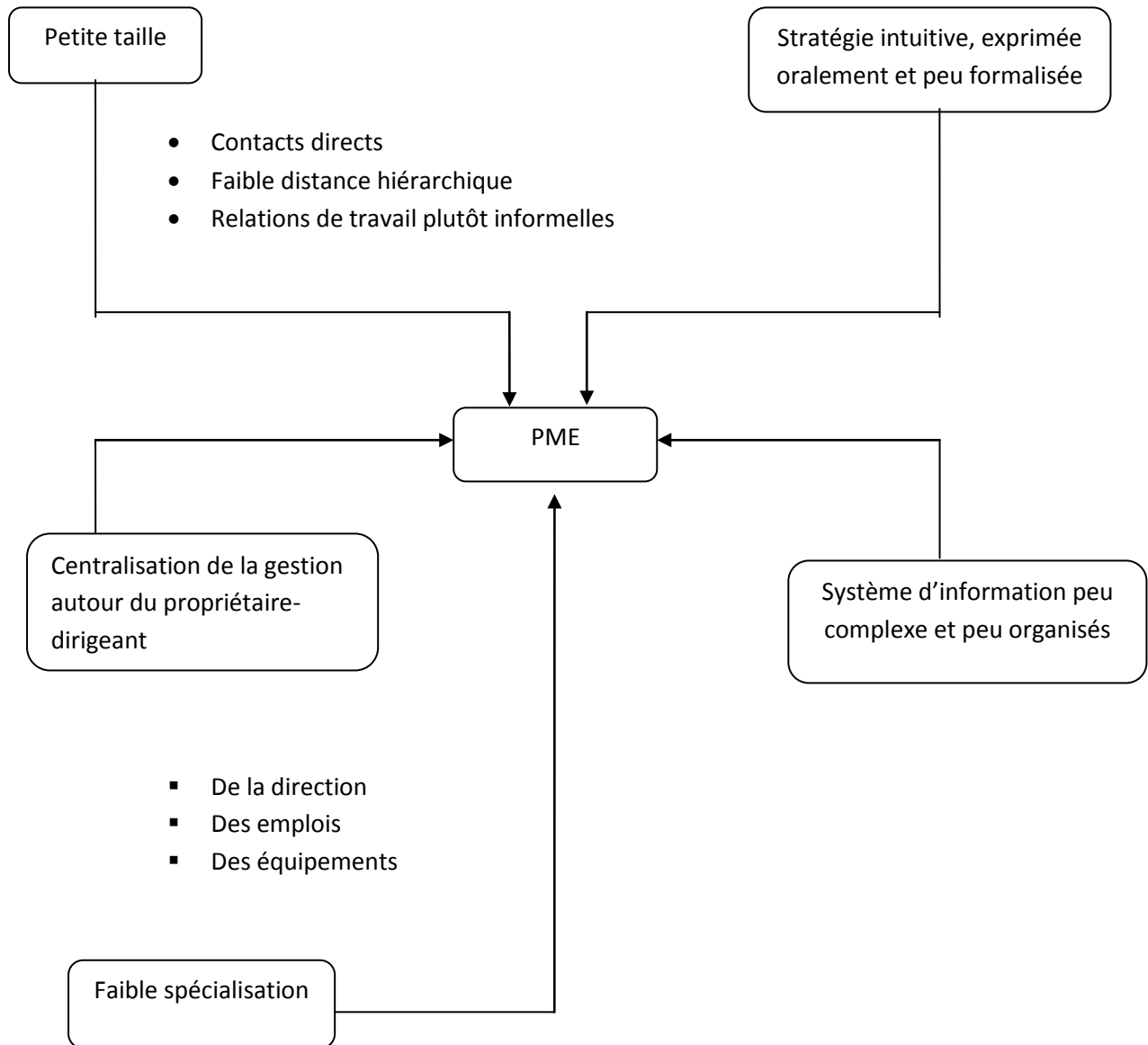
- Un système d'information externe simple :

Dans les entreprises artisanales, le propriétaire-dirigeant peut discuter directement avec ses clients tant pour connaître leurs besoins et leurs goûts qu'expliquer les différents aspects des produits. La grande organisation doit, de son côté engagé des études du marché coûteuses et complexes, qui finissent souvent par influencer la stratégie alors que la réalité a déjà changé.

Selon *P.A.JULIEN*, il existe six caractéristiques principales de la PME, il s'agit :

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

FIGURE N° 02 : Les caractéristiques de la PME selon P-A. JULIEN.



SOURCE : Nadine LEVRATTO, « particularités des PME : les conséquences pour leur gestion », in Louis Jacques FILION, « management des PME : de la création à la croissance », édition Pearson Education, 2007, page 47-59.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

L'identification des traits qui caractérisent la PME, selon *P.A. JULIEN*, met en évidence un élément essentiel, il s'agit de l'importance accordées par les PME à la proximité géographique et psychologique dans leurs systèmes d'informations interne et externe, car elle facilite la communication directe et verbale et rends non indispensable la formalisation écrite. Ceci dit, que contrairement aux grandes entreprises, dans les petites organisations, la dimension relationnelle est plus importante que la dimension organisationnelle.

1-2- Atouts et faiblesses de la PME :

1-2-1- Atouts de la PME :

Parmi ses atouts nous retiendront les suivants :

- Leur flexibilité est grande : Ces entreprises de dimension modeste ont des structures suffisamment souples, grâce, notamment, à une grande polyvalence du personnel, pour s'adapter facilement aux changements de l'environnement et « rebondir » rapidement, en trouvant la réponse appropriée (réactivité).
- Leur petite taille facilite la communication, de dimension humaine, elle permet un mode de gestion souvent centralisé qui a l'avantage de la simplicité et de la cohérence.
- L'agressivité du patron : Il existe chez certains patrons, surtout jeunes, une volonté de vaincre qui, loin de les conduire à abandonner leurs actions, les amène au contraire à prendre des initiatives audacieuses dont la majorité aboutit à de brillants succès.
- La spécificité du produit : de nombreuses PME fabriquent des produits remarquables leaders dans leurs spécialités. Bien des exemples sont à citer tant dans la haute technologie que dans des biens de consommation.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

1-2-2- Faiblesses de la PME :

- Leurs financement, est plus difficile (capacité d'autofinancement faible, accès limité aux marchés financiers, coûts plus élevés du crédit, souci de préserver l'autonomie de gestion dans les entreprises familiales, crédit inter-entreprise défavorable).
- Les méthodes de gestion et l'accès aux informations sur l'environnement sont souvent plus modestes que dans les grandes entreprises, faute de moyens et de disponibilité des dirigeants, parfois complètement accaparés par le fonctionnement « au jour le jour ».
- Ces difficultés disparaissent dans le cas de PME appartenant à des grands groupes, elles réunissent alors les avantages de la « taille humaine » et ceux qu'apportent la grande dimension.
- Les limites endogènes à la croissance des PME familiales : certaines caractéristiques des PME familiales créent des contraintes susceptibles de freiner leur développement.
- Le management peut freiner la croissance : à partir d'une certaine dimension, l'entreprise familiale de taille moyenne arrêterait de se développer parce que son dirigeant ne saurait plus la gérer efficacement ou parce qu'il manque de confiance dans l'avenir pour prendre des décisions d'investissement irréversibles, ou encore parce qu'il refuse de bouleverser la structure salariale, en recrutant les personnels hautement qualifiés nécessaires au développement. La PME n'est pas un état intermédiaire de la croissance de la grande entreprise.
- Les finalités sont aussi patrimoniales : Dans une entreprise familiale, la croissance vient en concurrence avec le souci de constituer et de préserver le patrimoine familial. Cette préoccupation souvent prioritaire incite à la prudence et à des placements (terrain, bâtiment...) plutôt qu'à des investissements industriels toujours risqués. De plus, la volonté de transmettre l'entreprise à l'un des héritiers, afin d'en préserver l'unité, incite à en limiter la valeur pour des raisons fiscales et pour que cette valeur

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

ne pèse pas trop lourdement dans le patrimoine total à transmettre (afin que l'un des héritiers puisse recevoir la majorité des parts sociales).

2- La contribution des PME au développement local :

Les PME peuvent être considérées comme des forces principales pour le développement local. Elles stimulent la propriété privée, elles sont flexibles, elles peuvent s'adapter rapidement à un changement de la demande de marché, elles contribuent à l'emploi et aident à la diversification des activités économiques.

Dans les pays développés et les pays de l'union européens, les politiques gouvernementales sont focalisées sur le soutien des PME. D'ailleurs elles insistent sur leur croissance et leur compétitivité. Tandis que, la plupart des pays en développement et les pays en transition avaient formulé récemment des nouvelles politiques nationales concernant le développement des PME comme (la république Tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la Turquie, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie...) parce qu'ils ont reconnu que le développement des PME était un facteur crucial pour la restructuration industrielle et un facteur important pour la privatisation des entreprises et la transformation économique, mais la trajectoire du développement de ce secteur est différente d'une économie à une autre.

De plus, de nombreux pays voient s'ouvrir une nouvelle aire économique caractérisée par la mondialisation des échanges. Certains ne résistent guère et, au risque de s'appauvrir davantage, de disparaître ou s'abandonnent aux tendances lourdes de l'histoire. D'autre au contraire veulent relever le défi et s'y préparent. « L'expérience américaine a montré que seul la libération de l'acte d'investir et l'encadrement des PME par des mécanismes juridiques, financiers et administratifs adéquats et le rétablissement de la cofinance entre gouvernants et gouvernés pour propulser l'économie et assurer ainsi un développement durable » (Khemenu 2003), on peut déjà comprendre par-là que les PME sont une composante essentielle du développement et la croissance économique des pays.

Donc la force actuelle des économies des pays développés, réside en grande partie, dans le maillage de ces économies par un nombre important de PME, qui assurent une part

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

considérable de la production, de la commercialisation, mais aussi de la recherche et du développement²².

Incontestablement et quels que soient les critères d'appréciation, le secteur des PME est une réalité vivante plus imposée par les évolutions du développement en général.

Pour valider ces vertus des PME, il est indispensable d'exposer les thèses qui recommandent le recours aux petites et moyennes entreprises, dont les politiques du développement local sont relativement nombreuses.

2-1- Les thèses de PME comme locomotive du développement local :

➤ La thèse des surcoûts et du gaspillage des investissements :

D'après cette thèse, la faiblesse, comparativement à leurs besoins réels, des ressources financières dont peuvent disposer les pays en voie du développement rend impératif le choix judicieux et la lutte contre le gaspillage des investissements. Les erreurs coûtent chère et elles peuvent être évitées. Par ailleurs, l'effort tendant à développer les PME peut avoir un autre avantage qui devrait intéresser particulièrement les auteurs des plans économiques : c'est qu'il peut réduire les coûteuses erreurs d'investissement dues au fait que l'on a mal choisi les produits à fabriquer et les méthodes à appliquer. Les segments dans l'industrie sont pris seulement par grands secteurs et si quelqu'un commet une erreur. On peut aboutir à des situations catastrophiques. Les usines n'auraient pas dues être construites avant cinq ou dix ans le seront maintenant, mobilisant, inutilement des ressources, des usines seront implantées au mauvais endroit, l'approvisionnement en matières sera insuffisant. Si en revanche les décisions portent sur des entreprises de moindre importance, il peut y avoir quelques erreurs, mais avant que le gaspillage d'investissements n'atteigne de graves proportions, les erreurs auront été reconnus et les ressources orientées vers des secteurs plus favorables »²³.

Le problème des surcoûts et le gaspillage des investissements est certainement un aspect important du processus d'industrialisation auquel il faut prêter un examen attentif. Dans les pays en voie du développement, qui généralement ne maîtrisent pas le domaine des surcoûts et gaspillage, souvent ne disposent pas d'un engineering national. Généralement ce sont les grandes firmes des pays industrialisés qui réalisent les études de pré-investissement et

²²-P-A. JULIEN : « Les PME bilan et perspectives », Edition Economica, Paris, 1997, page 166-167.

²³-OCDE, « Méthode de développement industrie », 1985, page 40.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

d'exécution. Ce sont également elles qui choisissent les procès. Tout comme elles ont généralement la charge de réalisation. Dans cette logique la prolifération des PME dans ces pays peut aider à construire un tissu industriel solide. Ainsi que peut agrandir la capacité de financement des investissements.

➤ La thèse de promotion de l'esprit « entrepreneurial » :

Il n'est pas rare de constater, après avoir minutieusement décrit le rôle du secteur des petites et moyennes entreprises dans tous les pays, des travaux de recherche conclure ainsi : « Enfin il ya des avenages politiques et sociaux à encourager de petites entreprises. Cette politique peut contribuer en effet à créer une classe moyenne de petits entrepreneurs indépendants, élément nécessaire à une société démocratique »²⁴. Dans cette perspective la PME constitue le creuset où se forme l'esprit d'entreprise considéré comme indispensable à tous projet de promotion du développement économique. Aussi au fond de discours sur la promotion de l'esprit d'entreprise est l'idée de la libre concurrence en tant que besoin de l'économie libérale. Finalement ce que l'on trouve derrière « l'esprit entrepreneurial » c'est l'apologie du système de la libre concurrence et le renouvellement d'une tradition profondément ancrée selon laquelle la prospérité actuelle du monde occidental reposerait sur la concurrence des entreprises de petite et moyenne dimension²⁵.

➤ La thèse de la PME comme facteur de diversification et facteur de diffusion de l'esprit industriel :

L'argument avancé pour soutenir le point de vue selon lequel la PME peut être facteur de diversification de la production, consiste à considérer que la taille réduite des unités de production locales est favorable à la satisfaction des demandes restreintes.

D'autre part, la force de travail dans les économies des pays en voie du développement est dans son écrasante majorité liée à la vie agricole, artisanale et service. La PME dans les zones où l'activité industrielle est pratiquement inexistante. Les PME « dégrossissent », la force de travail agricole qui dans une seconde étape rejoindra probablement la grande industrie qui offre de meilleures conditions de travail et de rémunération. La diffusion de l'esprit industriel s'opère également par les facilités de reconversion des activités anciennes

²⁴-OCDE, 1985, op, cite (IDEM), page 41.

²⁵- J-K.GLBRAITH, « The industrial society », maspero, London, 1986, page 92.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

en activités sous industrielles modernes que permet la promotion des industries locales dans les économies sous développées.

➤ La thèse de l'exploitation et de substitution d'importation :

Pour certains auteurs s'il ya lieu d'accorder une place importante aux PME dans les pays en voie du développement, la raison majeure en est peut être l'espoir qu'elles peuvent contribuer aux exportations, procurant ainsi les devises dont ils ont besoins ces pays pour s'équiper.

Plus, pour certains pays développés comme le Japon, est un cas type d'économie où les petites industries traditionnelles, villageoises ou à domicile ont permis les entrées de devises destinées à financer les achats de biens, d'équipements nécessaires au développement des industries modernes²⁶.

L'économie indienne est un autre exemple où la contribution des PME aux exportations a été appréciable. Il semblerait que près de la moitié des l'inde²⁷ était constituée de produit de la petite et moyennes entreprises. D'autre part, pour comparaison, l'Allemagne compte quelque 450 000 PME exportatrices, l'Italie 200 000, contre 80 000 environ pour la France²⁸, et ce qui caractérise le secteur des PME en tant que secteur d'exportation c'est également son dynamisme.

➤ La thèse de PME comme facteur du développement régional et outil de restructuration d'espace :

Parce que la grande entreprise ne peut choisir librement le lieu de son implantation (dépend de la disponibilité des infrastructures routières, portuaires, eau, électricité, force de travail...), les PME par leur caractéristique (facilité de localisation) peuvent constituer une ligne d'activité industrielle apte à désenclaver les zones déprimées en comblant « les vides de

²⁶- OCDE « Transfert des technologies aux PME », 1995, p, 44

²⁷- S.RAY « Promoting exports' of handicratifs foreign trade », India , 2001, p,37

²⁸- Christoph LECOURTIER, « Les petites et moyennes entreprises françaises à l'export », <http://www.ubifrance.fr>

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

la grande industrie, en apportant le progrès à l'intérieure du pays »²⁹. Et donc à développer des régions et territoires qui n'auraient pu l'être s'il fallait attendre que les conditions d'implantation des grandes industries soient réunies. Ce point de vue est assez répondeu. Il n'est pas toujours réaliste.

A priori la grande industrie est un instrument plus puissant et plus efficace de transformation des régions arriérées. D'autre part en poussant la thèse à son extrémité n'y a-t-il pas danger de voir se constituer à l'intérieur d'un même espace national des zones où la micro-industrie est fortement présente, et zones où les grandes industries est prépondérante. Autrement dit, admettre de fait l'inégal développement industriel des régions. S'agissant de l'argument relatif aux facilités de localisation prête aux PME.

De plus, en France une étude a été réalisée dans l'années 80 sur la structuration d'espace économique Marseillais³⁰, les résultats réalisés montrent que les grandes entreprise n'ont joué et ne jouent pas le rôle aussi déterminant qu'on le dit généralement. On savait qu'elles étaient moins créatrices d'emplois que les PME. L'exemple de Marseille montre qu'en matière de spatialisation, de petite ou moyenne dimension, généralement des effets de synergie. Cette résurgence du rôle des PME dans la restructuration économique et spatiale de l'industrie qui impulse les grandes entreprises elles même cherchent par la décentralisation interne à retrouver des formes de gestion proches de celles des PME.

- La thèse de la décentralisation de l'emploi et de l'industrie et la PME comme force de travail :

La décentralisation de l'emploi et de l'industrie est considérée dans les manuels d'experts comme l'idée centrale qui fonde la promotion des PME dans les pays développés ou en développement. Cette aptitude prêtée aux entreprises locales est d'ailleurs la synthèse de plusieurs thèses : les PME peuvent s'implanter facilement, leur vocation est le développement régional... etc.

D'autres part, lorsqu'on s'intéresse aux PME on ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire fortune de cette thèse qui soutien que les entreprises locales sont plus créatrices d'emploi que la grande industrie. De ce fait il découle, toujours selon cette thèse,

²⁹- Ministère de l'industrie algérienne 2^{eme} plan quadriennal (1974-1977) sur les petites et moyennes industries du secteur public

³⁰-C. FOURCADE, « Petite et moyenne entreprise et développement local », Eska, Paris, page 145

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

que les PME sont un excellent facteur de substitution du travail au capital et donc, également, la voie royale de promotion de technologie moyennement capitalistique. Dans les pratiques il existe plusieurs d'études qui établissent des bilans sur cette question³¹.

2-2- La contribution des PME au développement économique :

Si elles sont depuis longtemps la cible d'actions destinées à promouvoir leur développements, les PME, y compris celles qui relèvent du secteur informel, n'en ont pas moins continué d'être considérées, surtout dans les années 80 jusqu'à vers la fin des années 90, comme une catégorie artificielle dont l'importance était avant tout « sociale et politique », même si dans la plupart des pays en développement, les PME et l'économie parallèle étaient à l'origine de la majeure partie de ce que l'on pouvait alors assimiler, et que l'on peut encore assimiler, à la seule activité véritablement privée, les stratégies du développement du secteur privé prônées est mises en œuvre dans ces pays répondaient davantage aux besoins des entreprises de grande taille, dont les entreprises à capitaux étrangers. Le choix de cette orientation était en partie motivé par les résultats plutôt décevants, obtenus grâce aux systèmes de soutien aux PME d'envergure mis en place dans les pays développés depuis les années 70.

Dans la majeure partie des pays où la PME a été considéré comme étant un outil prioritaire du développement socio-économique, les résultats s'étaient révélés bénéfiques. Ceci a été vrai autant dans certains pays développés que dans des pays sous développés.

➤ Dans les pays industrialisés :

Dans les pays de l'hémisphère nord, la PME occupe une place importante, et son effort est proportionnel à cette importance.

Les pays actuellement développés, ayant notamment basé leur développement sur les PME ne l'ont pas fait dans un cadre extraverti, les capitaux étaient nationaux. En outre, le sur plus dégagé de l'activité était réinvesti dans leur pays dans les secteurs industriels ou industrialisant, les plus productifs.

³¹- Xavier GREFFE, « Décentraliser pour l'emploi : les initiatives locales de développement », Paris éd Economica, 1986.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

➤ Dans les pays en voie du développement :

Dans les pays en voie du développement, la situation est similaire de celle des pays développés. La PME rurale occupe entre 30% et 50% de la population active des campagnes dans la plupart des pays en voie du développement.

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle économique et social très important à la fois par leur importance dans le tissu économique et par la création de l'emploi, un rôle fortement apprécié en ces périodes de crises et d'aggravation des chiffres de chômage.

En méditerranée en particulier le développements des PME peut aider à affronter de nombreux défis liés au développements économique, à des inégalités, à un taux de chômage très élevé, au développements démographiques et à la nécessité du changement structurel.

Mais aussi, à travers le monde, les PME reprisent l'écrasante majorité des entreprises, contribuant massivement à la création des richesses et de l'emploi de leurs territoires. En effet, selon les données de l'OCDE, la forme d'organisation de l'entreprise qui domine est la PME 95% à 99% des entreprises au niveau mondial³².

³²- L'OCDE « Caractéristiques et importance des PME » Revue sur le développement, 2/2004 (N° 05), page 37-46.

Chapitre I : Cadre théorique du développement local

CONCLUSION :

Le développement local est un processus grâce auquel la collectivité participe au façonnement de son propre environnement dans le but d'améliorer la qualité de vie de ses résidents. Cette démarche nécessite une intégration harmonieuse des composantes économiques, sociales, culturelles, politiques et environnementales.

Avec l'émergence de nouveaux acteurs économiques, et de nouveaux modes de gestion et d'intervention dans la sphère économique, il est demandé de mettre en attractivité nos territoires, il s'agira de renforcer l'attractivité à travers la réalisation des équipements, la disponibilité de services, l'aménagement des zones industrielles pour accueillir des entreprises, et la modernisation des réseaux de transport.

Donc le volet du développement local regroupe plusieurs aspects du développement et de croissance d'après toutes ces composantes et acteurs.

Mais aussi le développement local, avec son contexte divers permet la contribution des petites et moyennes entreprises (PME) pour une amélioration de tous les niveaux existés sur un territoire donné.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

INTRODUCTION :

L'économie industrielle a vu se constituer son socle théorique au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. A cette date en effet, les modèles de théorie des jeux ont déjà été mis à profit pour éclairer de nombreux comportements des entreprises : concurrence en quantités et en prix, choix de différenciation verticale et horizontale, décisions de localisation, investissement en R&D et en publicité, utilisation stratégique de l'information, la plupart de ces phénomènes concurrentiels a été analysé à travers de nombreux modèles éclairant des configurations stratégiques ou de marché très diverses ³³.

Dans ce chapitre nous allons parler de la localisation d'un objet d'une manière générale qui consiste en la détermination de sa position. Pour une entreprise donnée, le choix de site dépend de moins en moins des facteurs de localisation traditionnels (WEBER 1928, PONSARD 1955, ISARD 1956, MOSES 1958, PRETO 1979).

Il est toujours plus important pour le développement économique des systèmes locaux qu'ils puissent jouir de nombreux facteurs de localisation parmi les nouveaux qui sont représentés par des conditions externes à l'entreprise (services aux entreprises, équipements, réseaux d'infrastructures, environnement, qualité de vie...) et notamment on peut affirmer que l'espace économique, c'est-à-dire le système territorial, avec ses réseaux d'infrastructures, son équipement, le niveau des fonctions urbaines et des services, la qualité de l'environnement, devient de plus en plus un facteur important et il doit orienter la politique économique locale, dans le but d'attraction des entreprises, des activités et des capitaux privés.

³³ - Revue « Economie et prévision », 2007/2 (N°178-179), page 168, éditeur : la documentation française.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Section 1: Aperçu général sur l'économie l'industrielle.

L'économie industrielle est la branche de l'économie qui étudie le fonctionnement des marchés et des comportements des entreprises sur ces marchés. Dans cette section nous tenterons de donner une définition de l'économie industrielle, et ses deux principales approches.

1- Qu'est ce que l'économie industrielle ?

L'économie industrielle traite notamment des situations dans lesquelles les entreprises disposent d'un pouvoir du marché, ce que les économistes appellent « la concurrence imparfaite ». Elle ne se réduit toutefois pas à l'analyse de la concurrence imparfaite. Un de ses objectifs est d'évaluer la performance des marchés en termes d'efficacité et de bien-être collectif. A cet égard, l'économie industrielle comporte une dimension importante d'aide à la décision publique, pour tout ce qui touche à la régulation des marchés.

L'économie industrielle est un champ consacré à la compréhension du fonctionnement d'un marché en fonction de sa structure. Cette étude dépend de nombreuses variables décrivant le marché, notamment le nombre de vendeurs ou le degré d'intégration verticale (il s'agit d'analyser l'entreprise produisant le bien étudié ou possède également l'entreprise qui fournit les biens intermédiaires ou celle qui distribue le bien).

En fonction de cette structure, il s'agira d'analyser la stratégie de l'entreprise en termes de prix et de quantités mais aussi en termes de qualité, de discrimination, de dépenses en recherche et développement, de publicité ou d'innovation.

Par rapport au cadre de la concurrence parfaite, on ne se place plus dans un cadre d'équilibre général mais dans celui d'un équilibre partiel. On se concentre sur un ou plusieurs marchés mais pas sur l'économie dans sa totalité. Par ailleurs dès lors qu'on sort du cadre de la concurrence parfaite, l'entreprise n'est plus preneuse du prix et fait face à ce qu'on appellera des interactions stratégiques. Les stratégies des autres firmes du marché (en termes du prix et de quantité...) vont alors impacter ses propres choix.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

2- Historique de l'économie industrielle :

Depuis, un siècle qu'elle existe, elle évolue sous l'impact de deux forces que sont, les faits nouveaux auxquels elle se trouve confronté et à ses développements théoriques internes.

2-1- Analyse d'Alfred MARSHALL :

Alfred MARSHALL est généralement considéré comme le père de l'économie industrielle. Dans ses principaux ouvrages³⁴, il étudie l'organisation industrielle, c'est-à-dire cette forme d'entreprise nouvelle qui vient de remplacer la manufacture. Il analyse concrètement cette nouvelle organisation du travail et de la production, on déduit certains concepts permettant d'en comprendre la supériorité, tels que les économies d'échelle interne, ou externe, ou les effets de domination de certaines firmes sur d'autres (price-making et price-taking firms). Ses observations empiriques débouchent sur la théorie de l'équilibre partiel, construite à partir de la généralisation du comportement de ce qu'il considère comme la firme représentative. Mais *Alfred MARSHALL* reste confronté à un dilemme : constatant que les économies d'échelle poussent à l'accroissement de la taille des firmes, il se demande si leur croissance ne mène pas inéluctablement au monopole, à une situation incompatible avec un optimum dans la création et l'allocation des ressources.

2-2- Ecole de Cambridge :

L'école de Cambridge en Angleterre poursuit les travaux de *Alfred MARSHALL*, *Arthur PIGOU* imagine le concept de taille optimale pour une firme soulignant que les économies d'échelle se trouvent limitées du fait du caractère fini des compétences des entrepreneurs, elle trouve ainsi une solution au dilemme de *MARSHALL*.

Jean ROBINSON développe pour sa part une analyse de la concurrence imparfaite, destinée à comprendre le fonctionnement d'un marché dominé par un petit nombre de grandes firmes.

Aux Etats-Unis, l'apparition des firmes géantes vient stimuler la théorie naissante de l'économie industrielle, on arrive ainsi à envisager plusieurs situations possibles sur les

³⁴- Alfred MARSHALL, ses principaux ouvrages sont: "The economics of industry 1879", "Principes d'économie politique 1890", "Industry and trade 1919".

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

marchés. Lorsque la concurrence pure et parfaite règne, les producteurs maximisant leurs profits permettent l'obtention d'une situation optimale pour l'industrie.

Lorsque les économies d'échelle entraînent l'accroissement de la taille des firmes, on peut se trouver face à un monopole qui maximise son profit, s'écarte de la situation optimale, on peut également se trouver en présence d'un petit nombre de grandes firmes qui s'entendent entre elles pour aboutir à une situation identique à celle du monopole.

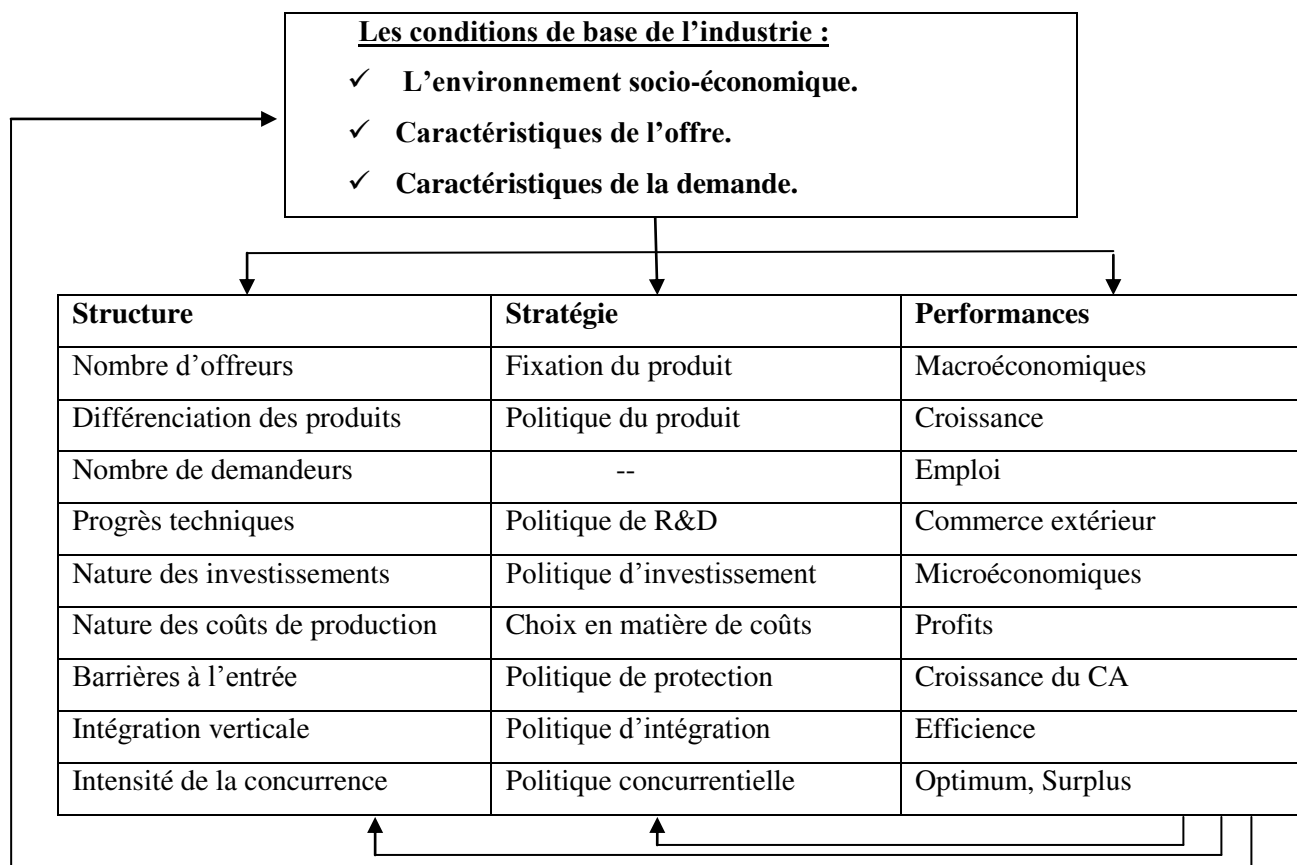
Cet ensemble de situations va déboucher sur une synthèse effectuée par *Edward MASSON*³⁵ dans les années quarante à l'école de Harvard. Cette dernière pose des fondements qui, quoi que contestés et contestables, sont encore des références aux raisonnements de l'économie industrielle. Un de ces fondements est constitué par la célèbre « trilogie » structure-stratégie-performance (ou encore structure-comportement-performance) de *Bain*, qui entend constituer un cadre d'analyse général pour les problèmes de l'économie industrielle.

Chaque secteur est étudié en examinant d'une part les structures sous-jacentes, d'autre part les comportements des acteurs puis enfin les performances réalisées. Des causalités diverses entre ces éléments peuvent être envisagées. Le tableau ci-dessous décrit cette trilogie.

³⁵ -Edward MASSON, "Economic concentration and the Monopoly problem", Cambridge, U.P, 1957.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

FIGURE N° 03 : La trilogie structure-stratégie-performance.



SOURCE : Site internet (www.google.fr)

A partir de cette grille de lecture, la connaissance d'un secteur découle des observations qu'on réalisera. Mais les observations ne sont qu'un pas vers une connaissance plus générale des lois de fonctionnement des industries : le schéma structure- stratégie-performances peut à cet égard être interprété de plusieurs manières :

- Une interprétation structuraliste considère des lois causales dans le sens « structure-stratégie-performance ». C'est souvent l'interprétation des fondateurs de la trilogie.
- Moins déterminantes, de nombreux acteurs considèrent que la trilogie permet de se rendre compte des lois comportant de nombreuses rétroactions, ce qui implique le rejet de causalités unidirectionnelles, c'est reconnaître que les structures peuvent subir l'influence des comportements ou des performances, que ces dernières ne sont pas sans effets sur les stratégies... etc.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Au fil des années, l'économie industrielle s'enrichit d'approfondissements théoriques, des contributions privilégiant l'objet des réflexions, d'autres privilégiant l'étude des relations causales.

Une nouvelle tendance s'amorce dans les années soixante-dix, dans la littérature francophone essentiellement à une époque où la crise économique plonge les économistes dans une profonde perplexité. La chaîne du raisonnement traditionnel n'est pas abandonnée, mais de nouvelles préoccupations se font le jour.

Puis au début des années quatre-vingt, un ensemble d'auteurs baptisent leurs travaux du nom de nouvelle économie industrielle.

Ainsi, en un siècle d'existence, l'économie industrielle n'a pas cessé de se transformer, de s'enrichir sous la double dynamique de ses développements internes et de la confrontation avec les faits nouveaux. De cette dynamique, elle conserve un pluralisme méthodologique, positivisme et essentialisme à la fois.

3- Approches de l'économie industrielle:

La chaîne du raisonnement de l'économie industrielle peut être appréhendée selon deux approches différentes :

3-1- Approches mécanique :

Dans une optique mécanique, on considère que les firmes qui composent une industrie effectuent leur calcul économique, prennent leurs décisions stratégiques dans un milieu immuable, insensible à ces stratégies, milieu qui influe sur leurs décisions au même titre que les caractéristiques internes des firmes, dans cette optique, une même action, elle s'est répétée, aura toujours les mêmes conséquences. La vision est statique, elle est commode pour représenter d'une manière formalisée le fonctionnement de l'industrie. Mais elle traduit mal son fonctionnement dynamique réel, elle appréhende mal les stratégies des firmes et leurs résultats.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

3-2- Approche systémique :

Dans cette approche les firmes qui composent une industrie sont considérées comme un système qui possède les propriétés suivantes : c'est un ensemble d'unités et de relations, organisé selon les finalités, doté d'une dynamique autonome et ouvert sur d'autres systèmes.

Selon cette approche l'industrie est un ensemble de firmes qui ne sont pas de même taille, qui ne possèdent pas le même objectif, ni les mêmes règles du fonctionnement et ni la même organisation interne. Elles établissent des relations entre firmes qui représentent l'état de la concurrence, constituant les lois propres du fonctionnement de l'industrie.

D'autres relations lient les firmes à leur environnement qui constituent les conditions de la conception systémique, nous paraît concilier les deux approches empirique et théorique, les caractéristiques de l'économie industrielle, bien mieux que la conception mécanique. Elle permet une représentation des mécanismes du fonctionnement et de transformation d'une industrie bien plus proche à la réalité.

Sans exclure pour autant des constructions formalisées, qui pourront être élaborées en fixant certains paramètres. C'est pour ces raisons que nous attribuons à l'économie industrielle cette connotation systémique.

Section 2 : Détermination de la localisation industrielle.

D'une manière générale la localisation (action de localiser) c'est le fait d'être situé dans l'espace ou dans le temps, la localisation d'un engin spatial consiste en la détermination des coordonnées géographiques ou leur adaptation à un milieu précis³⁶. En terme économique la localisation c'est l'action de limiter l'extension de quelque chose, c'est aussi l'adaptation d'un produit, d'une activité productrice ou commerciale à une zone géographique, en fonction de divers facteurs naturels, techniques, économiques, culturels et sociaux³⁷.

³⁶-Isard, 1956, page 27.

³⁷- Alfred WEBER, (translated by Carl J.Friedrich from Weber's 1909 book). "Theory of the location of Industries" The University of Chicago Press. 1929, page 187.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

1- Les facteurs décisionnels de la localisation industrielle :

Il faut observer qu'un très grand nombre de facteurs de localisation est estimé significatif pour l'entreprise, c'est-à-dire ils sont à l'origine de ces choix d'affectation d'une activité à un point de l'espace :

- Les facteurs géographiques.
- Les facteurs économiques.
- Les facteurs socio-politiques.
- Les milieux d'accueils et les facteurs d'agglomération.
- Les facteurs informels.

1-1- Les facteurs géographiques :

La géographie cherche à expliquer pourquoi des objectifs localisés, ou des lieux. Parmi tous les facteurs explicatifs qu'il est possible d'envisager, la géographie s'intéresse plus précisément à ceux qui relèvent de la localisation. « Pourquoi, est-ce là et pas ailleurs ? ».

1-1-1- Les besoins en espaces :

Bien que plusieurs entreprises industrielles telles que : les industries chimiques, la sidérurgie,...etc. Elles ont besoins de beaucoup d'espace pour mieux produire.

Ces besoins en espace dépendent de la taille des entreprises, leurs types et leurs existences structurelles et techniques.

1-1-2- La distance :

La distance est une notion géographique fondamentale, c'est une mesure de l'écart spatial, de la séparation entre deux lieux³⁸.

La distance interfère avec tous les déplacements qui se produisent à la surface de la terre, et donc dans les localisations des activités humaines.

³⁸- Thérèse SAINT-JULIEN, « Localisations dans l'espace », Denise PUMAIN, éd, ARMAN COLIIN ? Paris, 2005, page 22.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Cette distance est mesurée par rapport à un repère (distance à la ville) ou entre deux points (lieu de sources, de matières premières et lieu de localisation).

1-1-3- La qualité du sol :

La qualité du sol diffère d'un endroit à un autre. Cependant, on peut remarquer que la localisation des industries est attirée par les sols à faible potentialité agricole et à proximité des sous- sols riches en ressources minérales et énergétiques.

De plus, la topographie du site est relativement plane et permet un bon égouttement des eaux de surface. La capacité portante du sol est suffisante pour ne pas nécessiter des fondations spéciales.

1-1-4- Le relief :

Les régions de plaines favorables à l'implantation des projets industriels, sont plus accessibles et ne nécessitent pas de grandes dépenses d'aménagement. Or que, les régions montagneuses constituent un obstacle particulier à l'implantation d'une activité industrielle, car les coûts d'aménagement de l'espace et de la construction des infrastructures (les routes, les voies ferrées, les lignes électriques...) sont très élevés.

1-1-5- Les conditions climatiques :

Le climat peut être identifié comme un facteur qui peut agir sur la décision de la localisation industrielle. Comme par exemple : le feu, le vent et la chaleur qui engendrent des surcoûts supplémentaires.

1-2- Les facteurs économiques :

L'étude de l'influence des facteurs économiques dans la localisation fait désormais appel à des notions économiques plus variées et à des processus plus complexes.

En effet, ce deuxième groupe de facteurs décisionnels de localisation des industries comprend :

- Les facteurs de production.
- Les marchés.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

- Les moyens de transports et communications.

1-2-1- Les facteurs de production :

Ils sont nombreux, on distingue :

➤ Les ressources naturelles : Les ressources naturelles se décomposent en :

- Les matières premières : La proximité des matières premières est importante et constitue un facteur de localisation industrielle pour les entreprises. Les usines de transformation telles que les scieries et les papeteries doivent être situées près de la source. Cependant l'évolution et le développement rapide des moyens de transport, et le progrès technique en général, ont permis de dépasser la contrainte de l'éloignement, et le facteur de proximité des sources de matières premières a perdu de son poids.

- L'énergie : L'histoire de la géographie industrielle montre que les régions possédant les gisements de produits énergétiques (pétrole, gaz, mines du charbon, centrales électriques,...etc.) ont été à la base du développement industriel et continuent à l'être dans certains pays.

- L'eau : L'eau industrielle est également un facteur de production important, elle est considérée aussi bien comme une matière première que comme une source d'énergie.

Les besoins en eau industrielle sont d'ordre qualitatif et quantitatif et sa consommation varie d'une branche d'industrie à une autre. Notons qu'il existe généralement trois types d'utilisation de l'eau dans le processus industriel, qui sont :

- L'eau en tant que matière première.

- L'eau en tant que moyen de refroidissement.

- L'eau en tant que moyen de lavage et d'évacuation des déchets.

➤ La main d'œuvre :

La main d'œuvre est le facteur de production le plus important de tout processus industriel, il est l'élément indispensable pour la mise en œuvre des moyens de production et de l'acte de production.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

De plus, toute localisation d'entreprise doit satisfaire les besoins tant quantitatifs que qualitatifs en mains d'œuvre. Car le principal avantage de la région est sa main d'œuvre à la production : vaillante, fidèle, intéressée à apprendre, polyvalente et aventureuse.

Cependant, le recrutement de la main d'œuvre professionnelle est une problématique, à cause des perceptions négative vis-à-vis la région et les régions en général. Mais la petite et la moyenne entreprise est alors le domaine qui permet de créer des emplois et ainsi employer la main d'œuvre faiblement qualifiée et lutter contre les déséquilibres socio-économiques.

La main d'œuvre qualifiée est souvent exigée et demandée pour la réalisation du processus de production industriel tels que le domaine de mécanisation, d'automatisation, les domaines de haute technologie...etc. Souvent les grands projets industriels nécessitent une grande quantité de main d'œuvre.

1-2-2- Les marchés :

Le marché est une étape stratégique, un passage, mais aussi indispensables à l'entreprise en tant que lieu d'écoulement des produits fabriqués et d'achat des matières premières consommables lors du processus de production.

Lorsque la demande qui se produit sur le marché est élevée, les firmes auront intérêt à se localiser près de ce marché, notamment pour les investissements directs étrangers (IDE).

De ce fait, le marché joue un rôle déterminant dans la stratégie de localisation des unités industrielles.

Le localisateur se positionne à proximité du marché en raison :

- Des difficultés de transport de son produit.
- Du caractère périssable de son produit.
- De la hausse des frais de transport de ses produits.

1-2-3- Les moyens de transports et de communication :

On distingue :

- Les moyens de transports : Ces derniers sont divers, routier, maritime et aérien, ils permettent l'accès aux différents marchés. Cela offre une flexibilité importante aux

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

entreprises, à titre d'exemple, une entreprise nous mentionne que, selon les conditions de marchés, elle expédie par bateau, par camion ou par train.

Le développement des moyens de transports a pu libérer la localisation industrielle des contraintes d'éloignement notamment celui du transport routier, par leur contact avec d'autres entreprises que leurs approvisionnements et expéditions.

Le transport maritime, a contribué au développement rapide de la division internationale de travail (DIT). En général, les localisations portuaires ou littorales demeurent liées au développement des échanges internationaux en raison de l'importance des approvisionnements en matière première, en produit, à l'usage de l'eau,...etc.

Les réseaux ferroviaires répondent aux besoins de l'entreprise en matière de transports de marchandises et des produits, alors le réseau ferroviaire constitue un déterminant quant à la localisation des entreprises.

- Les moyens de communication : Ils sont importants et font irruption quant aux contacts rapides des industries tels que : Téléphone, Internet, TV,...etc.

Les entreprises notent que la présence des infrastructures de communication dans un lieu donné, participe à la prise de décision du choix de localisation.

1-3- Les facteurs socio-politiques :

L'analyse des groupes de facteurs géographiques et économiques ne suffise pas pour la détermination du choix de lieu d'implantation des industries, car d'autres groupes s'intègrent à savoir les facteurs sociaux et les facteurs politiques.

1-3-1 Les facteurs sociaux :

Dans le processus de prise de décision concernant la localisation industrielle, le bien être de l'individu devra être pris en compte.

L'infrastructure sociale constitue l'élément indicateur du niveau de vie des populations : le paysage, l'espace, la proximité du lieu de travail, le réseau d'éducation et les services de santé constituent des facteurs positifs pour une région donnée. Des exemples de la

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

qualité de vie tels que le sport en plein air (chasse, pêche, motoneige, plans d'eau,...etc.), et l'accès à des loisirs culturels.

La qualité de vie est perçue différemment par la main d'œuvre à la production et la main d'œuvre professionnelle. Elle exerce une influence sur le recrutement de la main d'œuvre, ainsi des fois ceux qui aiment la qualité de vie en région par exemple refuseraient un poste mieux rémunéré dans une grande ville. Plusieurs personnes indiquent que la région offre les avantages des villes sans les inconvénients, alors la région est à la fois rurale et urbaine.

1-3-2- Les facteurs politiques :

L'Etat intervient dans la prise de décision d'implantation des unités industrielles à travers des facteurs politiques sous forme :

- Des avantages fiscaux : Pour encourager les entreprises à se localiser dans des milieux différents, l'Etat décide de baisser les charges fiscales.

Notons, que certaines activités sont exemptées pour une durée déterminée, par exemple les activités artisanales.

- Des subventions octroyées aux entreprises : Les politiques gouvernementales sont plus avantageuses pour certaines régions. Il y a plus de subventions facilitant l'implantation des entreprises en différents endroits, d'où l'existence d'une politique industrielle pour encourager l'investissement sur le territoire.
- Des crédits : Ils sont offerts aux créateurs d'entreprises industrielles et constituent un facteur important pour l'Etat.
- L'accueil : L'accueil des intervenants du milieu est aperçu comme positif. Il peut s'agir des corporations municipales, des agents du développement, des agents d'affaires en général. En complément, nos interviewé reconnaissent les efforts de certaines institutions d'enseignement pour offrir à leurs employés la formation sur mesure dont ils ont besoin.
- Les droits de propriété intellectuelle : L'étude de rôle des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans le choix de localisation des multinationales constitue un thème de recherche relativement nouveau et qui participe aux droits de propriété intellectuelle et au commerce signés dans le cadre de l'Uruguay Round.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

La plupart des pays en voie du développement ne disposaient pas, jusque dans les années récentes de légalisation en matière de DPI. L'absence de protection permettait à ces économies d'imiter (dans la limite de leurs propres capacités technologiques) les innovations, les marques et d'autres biens culturels qui sont produits dans les pays industrialisés et de revendre ensuite ces contrefaçons sur le marché mondial.

1-4- Les milieux d'accueil et les facteurs d'agglomération :

Les entreprises préfèrent convoiter les différents milieux : urbains, industriels, scientifiques et culturels vu les nouvelles contraintes liées au milieu technique limitant le choix d'implantation.

En d'autre terme, les localisations des industries deviennent de plus en plus soumises aux contraintes de l'environnement physique bâti, humain et bien équipé.

L'émergence de ces nouveaux facteurs de localisation qui offre un milieu d'accueil favorable disposant d'un territoire industriel, commercial et ainsi des services liés aux économies d'agglomération a rendu les facteurs naturels moins importants.

1-4-1- Le milieu urbain :

Le développement industriel est souvent lié à la ville, ayant de multiples facteurs indispensables à l'entreprise et à son développement tels que : les produits fini ou semi-fini, la force de travail, les matières premières,...etc.

Les avantages du tissu urbain concernent également le secteur tertiaire qui couvre un ensemble de services sollicités auprès des banques, des compagnies d'assurances, des services comptables et fiscaux, commerciaux et sous traitants. La localisation des activités industrielles est fortement liée à la disponibilité et à la qualité de ces services.

1-4-2- Le milieu industriel :

La présence des économies externes et d'agglomération dans le milieu industriel tels que : la main d'œuvre qualifiée, la disponibilité des matières premières, services spécialisés, infrastructures de transport et de communication, la présence des marchés de vente des produits constitue des éléments importants dans la politique de localisation de nouvelles

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

industries. Ces éléments aident les entreprises à diminuer leurs coûts et aboutir à une grande efficacité de gestion.

La localisation subit aussi l'influence des équipements tertiaires à usage industriel et qui peuvent se résumer en trois facteurs d'attraction :

- ✓ Les périphériques, souvent liés à une zone industrielle.
- ✓ Les sites de centres-villes recherchés principalement par les hauts cadres d'Etat.
- ✓ Les organisations de tertiaire industriel qui ne sont pas liés directement à la production industrielle tels que : les laboratoires de calcul, de mesure et de contrôle pouvant s'installer à proximité d'une ville universitaire ou d'un centre de recherche.

Les industries disposant de haut niveau technologique, soucieuses du confort de leurs personnels, préfèrent s'installer près des milieux bien aménagés pour assurer un cadre de vie agréable.

1-4-3- Le milieu scientifique et socio-culturel :

Les milieux scientifiques forment ce qu'on appelle les pôles de croissance tertiaires. Ils sont dotés d'une activité motrice reposant sur un secteur tertiaire de haut niveau, basé essentiellement sur la recherche scientifique, induisant les activités industrielles de pointe telles que : l'industrie électronique, la construction électrique et la chimie de point³⁹.

Le rôle de ces technopôles est de fournir l'innovation et d'attirer les industries de pointe à s'y implanter en créant par conséquent des milieux d'emplois de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens.

1-5- Les facteurs informels :

On entend par « facteur informel », l'élément influençant des entreprises et qui ne répond pas à des soucis économiques, financiers ou sociaux. Dans les pays en développement, ce facteur devient une donnée structurelle.

Pour reprendre, celui-ci cite⁴⁰ :

- ✓ Le poids de certaines personnalités politiques.

³⁹- B. DEZERT et C.VERLAQUE, « Espace industriel », éd Masson, Paris 1978, page 134.

⁴⁰- M.DAHMANI, Op.cit, page 25

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

- ✓ Le favoritisme politique telle que : la représentation administrative, politique, et régionale au niveau du gouvernement central.
- ✓ Les pressions tribales ou régionalistes.
- ✓ La corruption et le népotisme.
- ✓ La volonté idéologique de réduire ou d'atténuer les revendications des minorités ethniques.
- ✓ Une redistribution volontariste d'une rente étatique, sans aucun souci de calcul économique.

Des critères cités ci-dessus, nous pouvons tirer des conclusions suivantes :

- Les localisations industrielles ne répondent à aucune logique que ce soit économique, financière, sociale ou politique, les sites sont choisis en fonction des critères qui répondent beaucoup plus à des fins et des intérêts personnels.
- Absence d'un schéma d'aménagement du territoire et par conséquent d'une planification spatiale, le choix des sites pour l'implantation des unités industrielles n'est pas conçu dans un cadre organisationnel.
- Les critères dont il a été question plus haut sont totalement négligés.

Concernant le milieu socioculturel, il s'agit en fait du tertiaire qui n'est pas lié directement au service de l'entreprise, mais qui est recherché par des cadres et les gestionnaires des entreprises, on peut citer :

- ✓ Les équipements sociaux tels que : les centres de santé, la protection sociale et les hôpitaux.
- ✓ Les équipements sportifs et les possibilités de loisirs.
- ✓ Les équipements culturels (maison de jeunes et de culture).
- ✓ Les sources de documentations, laboratoires de recherche et institut.

2- Stratégie du choix de localisation spatiale :

L'examen de la littérature faisant référence à la localisation des entreprises fait apparaître différents niveaux d'appréhension des territoires.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

On distingue d'abord la macro territoire, où l'enjeu est la sélection d'un pays ou d'une zone et les localisations intra-nationales pour lesquelles les facteurs pris en compte sont plus nombreux, d'autres travaux abordent la question de la localisation intra-urbaine.

La plupart des modèles considèrent le territoire comme un support d'infrastructures. Certains courants plus récents, appréhendent le territoire comme un milieu dans lequel des systèmes de production se développent, valorisant les potentialités locales, et favorisant la naissance ou l'implantation des firmes (milieu innovateur, système de production).

Deux types de représentations du territoire utilisés : l'espace est considéré comme un contenu de différentes métriques permettant de mesurer les distances, ou bien il est appréhendé comme un ensemble discret de points avec une prise en compte éventuelle du réseau qui le relie.

2-1- Le choix macro-spatial :

Souvent, le choix de localisation est séquentiel : d'abord la sélection du pays puis un site précis. Il existe différents travaux qui décomposent la décision du choix de lieu d'implantation en quatre séquences, sur une période de dix huit à vingt quatre mois, présélection des pays d'implantation potentiel, après sélection dans chaque pays de quelques sites qui sont évalués de façon assez générale et la détermination d'un noyau de deux ou trois sites mis en compétition pour la décision finale et enfin le choix final après négociation approfondie avec les autorités locales.

Le choix du pays est analysé dans le cadre des théories du commerce international. Le plus souvent ce sont des firmes multinationales qui veulent implanter une filiale. Ces firmes ont alors pris en considération les avantages compétitifs des firmes et les avantages comparatifs des pays :

- ✓ La situation géographique (infrastructure, niveau technique...).
- ✓ Les marchés (accessibilité, croissance escomptée).
- ✓ Les avantages comparatifs (les salaires, la fiscalité, la législation sur le travail, profit, environnement).
- ✓ Le contexte politique et les aides proposées.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Nous ne pouvons parler de localisation sans parler d'investissement direct étranger (IDE) et des firmes multinationale (FMN). D'où l'intérêt que nous portons à clarifier ces notions dans le contexte de la localisation et la délocalisation.

Dans une définition à la fois simple et complète, l'investissement direct étranger (IDE) désigne un capital dont la propriété d'actif réels est pour implanter une filiale à l'étranger ou prendre le contrôle d'une firme étrangère existante.

Toutefois, les économistes associent la stratégie de localisation à la multinationalisation des firmes, avec un nombre important des implantations de filiales dans le monde.

Dans le cadre de stratégie du choix de localisation macro-spatial, *Jean Louis. MUCCHIELLI* nous donne exemple sur le classement des facteurs pris en considération par les firmes japonaises implantées en Europe en 1990.

Trois cent vingt trois filiales sur les six cent soixante size implantées en 1990, les responsables de ces filiales ont pris :

- L'aspect central de la localisation, c'est-à-dire la géographie.
- La qualification de la main d'œuvre.
- L'attraction de la taille du marché du pays d'accueil.
- La capacité à parler la langue du travail par les managers locaux.

C'est dans ce cadre que se pose le problème de délocalisation voire la sous-traitance.

Head et Rie (1996), ce sont intéressés au choix de localisation macro-spatiale, c'est-à-dire l'implantation de différents origines (Japon, Europe, Australie...), entre des villes chinoises de 1984 à 1991. Cette étude montre aussi l'importance des effets d'agglomération ainsi que celles des politiques incitatives.

Tableau N°01: Quelques études récentes sur le choix de localisation des multinationales⁴¹.

⁴¹ - Thierry MAYER et MUCCHIELLI, « La localisation à l'étranger des entreprises multinationales. Economie et Statistique », INSEE, 1999, page 162.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Référence bibliographique	Pays d'origine	Zone et période d'accueil	demande	Coût du travail	Concentration géographique	Politiques incitatives
Wheeler et Moody 1992	Etats-Unis	42 pays allant de Pérou à la Suisse	+	-	+	N.S
Mayer et Mucchielli 1998	Japon	Royaume-Uni, France, Allemagne, Espagne, Italie (1984-1993)	+	-	+	+
Hansen 1987	Brésil	Villes-Brésiliennes (1977-1979)	Non testée	N.S	+	Non testée
Head et Rie 1996	Etats-Unis, Japon, Europe, Australie, Canada	Villes chinoises (1984-1991)	Non testée	N.S	+	+
Head et AL 1999	Japon	Etats Américains (1980-1992)	+	-	+	+
Ferrer 1998	France	Régions Européennes (1994)	Non testée	N.S	+	-
Devereux et Griffith 1998	Etats-Unis	Royaume-Uni, France, Allemagne (1980-199)	+	N.S	+	+

N.S : variable non significative.

Note : N.S= Variable non significative.

+ (respectivement-): la variable a un effet positif (respectivement négatif) sur le choix de localisation.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

2-2- Le choix micro-spatial :

Il s'agit de déterminer la localisation optimale à l'intérieur d'un pays. Ici encore, c'est une zone ou une aire urbaine qui sera choisie.

L'emplacement exact des projets ou des activités industrielles sera déterminé en fonction de critère complémentaire (disponibilité du sol, prix...). A ce niveau les facteurs à retenir sont plus nombreux, ce sont ceux qui apparaissent dans diverses enquêtes. Ils n'ont toutefois la même importance, certains permissifs, sont des conditions nécessaires, d'autres jouent sur les coûts et ne sont pris en compte s'ils permettent de mieux choisir entre les sites.

A ce titre, des études empiriques ont considéré que les firmes multinationales (FMN) choisissent leur localisation à un niveau plus détaillé géographiquement, c'est l'exemple de *HANSEN* (1989) qui a étudié le choix de localisation des firmes brésiliennes entre plusieurs villes aux environs de Sao Paulo entre 1977 et 1979. Cette étude souligne l'importance des effets d'agglomération comme déterminant principal de la localisation. Dans ce modèle, la concentration géographique est variable significativement positive.

Enfin, le processus de décision concernant le choix du site, s'arrête normalement dès que ce site satisfaisant est identifié. Dans un cadre pareil, ce qui devient important est :

- La façon dont se construit la liste des sites, sujets d'évaluation et surtout l'ordre de préférence suivant lequel l'évaluation est effectuée.
- La technique de pondération ou de comparaison entre les éléments (facteurs de localisation) qui ne sont pas homogène.
- Le nombre d'éléments pris en considération dans l'évaluation.
- La technique d'évaluation de chacun de ces éléments.
- La façon dont un seuil minimum de satisfaction est atteinte.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Section 3 : Aménagement de l'espace dans le cadre d'implantation des industries.

L'aménagement de l'espace consiste à imaginer l'avenir et à essayer de mettre en cohérence les évolutions des sociétés et l'utilisation de l'espace.

1- Outils et moyens d'aménagement de l'espace :

L'ensemble des pays dispose des outils et des moyens nécessaires dans l'action d'aménagement de l'espace et qui les utilisent selon la diversité des régimes politiques (libéral, autoritaire...).

Les politiques d'aménagement de l'espace sont établies en fonction des données spécifiques à chaque mode de production, d'organisation et du système économique.

L'aménagement de l'espace est sans doute un des domaines où le processus de prise de décision se fait à travers les :

- Ministères et les secrétaires d'Etat.
- Direction régionale ou de wilaya.
- Les organismes spécialisés à vocation nationale.
- Les institutions communales.

Cependant, il ne peut y avoir des politiques d'aménagement sans implications effectives de ces derniers, habitants des villes et villages, entrepreneurs et exploitants. La mobilisation des acteurs socio-économiques, des auteurs des projets d'aménagement et de développement est donc essentielle.

1-1- Les outils politiques :

Si l'aménagement est une activité fondamentalement politique, c'est parce que la politique d'aménagement de l'espace trace son cadre, définit ses règles et détermine ses objectifs. Et c'est aussi parce que les fondements d'une politique s'expriment plus lisiblement dans l'aménagement de l'espace que dans la plupart des domaines de l'action publique.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Cela est d'autant plus vrai qu'une part importante des choix d'aménagement s'opère au plan local. Ce cadre restreint se prête à une articulation fine de la décision politique et des autres composantes de la vie collective.

Les politiques utilisées dans les projets d'aménagement sont constituées de la politique de décentralisation, de la politique urbaine, de la politique sectorielle et des politiques de croissance inspirées par les politiques économiques régionales.

L'aménagement dans la plupart des pays bénéficie d'un cadre juridique spécifique, tenant compte de la diversité des opérations et de la nécessité de les intégrer dans un dispositif.

Ce cadre légal est constitué d'un ensemble complexe de normes juridiques, lois et règlements à caractère général ou textes à vocation spécifique sur l'aménagement du territoire.

Enfin, il faut noter que la portée de la règle de droit varie sensiblement d'un domaine à l'autre. Certains textes ont un caractère fortement normatif et sont opposables en toute circonstance. D'autres sont incitatifs ou simplement indicatifs, comme la plupart des dispositions sur l'aménagement du territoire.

1-2- Les outils financiers :

Le financement des politiques d'aménagement met en œuvre des ressources et des techniques très variées. À la multiplicité des partenaires potentiels, dont chacun est susceptible de mobiliser ses propres sources de financement, s'ajoute une grande diversité dans les objectifs des programmes et dans leurs montages financiers.

La plupart des opérations d'aménagement, à quelques échelles se situent, s'associent les collectivités publiques et les acteurs socio-économiques. Elles supposent donc une mobilisation conjointe des crédits publics et de capitaux privés.

Le contenu particulier d'une opération peut induire également des choix spécifiques en matière de financement. S'il s'agit par exemple d'un équipement susceptible de générer des recettes permanentes pendant des années, un financement sur emprunt à long terme sera tout indiqué, comme pour la construction d'un pont ou d'une autoroute à péage, en outre, dans ce

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

cas de figure, le montage intègrera souvent l'intervention d'un opérateur privé dans le cadre d'une délégation de service public. Si par contre l'investissement concerné ne bénéficie d'aucune recette directe autre que les subventions. C'est la collectivité qui assurera la totalité du financement résiduel.

La collectivité peut verser des fonds de concours en contrepartie d'équipement publics ou des subventions pour diminuer le coût du foncier, dans un but économique ou social. Elle peut également garantir l'équilibre final de l'opération, en consolidant sur un emprunt à long terme un déficit en fin de programme.

D'autres, les garanties d'emprunt facilitent l'accès des entreprises industrielles ou des aménageurs aux crédits classiques, elles sont généralement le fait des collectivités locales ou d'organismes professionnels spécialisés.

Cependant, il faut mentionner l'existence d'organismes du capital risque spécialisés dans le développement régional et les aides apportées par les structures de reconversion des grands groupes industriels.

1-3- Les moyens économiques et la mobilisation sociale :

Les moyens économiques et la mobilisation sociale sont nécessaires dans l'action d'aménagement de l'espace.

1-3-1- Les moyens économiques :

Les moyens économiques tels que les ressources humaines, les capitaux physiques...etc. jouent un rôle important dans les projets d'aménagement de l'espace. A cet égard, les pouvoirs publics peuvent intervenir directement à travers les plans, les programmes spéciaux, régionaux et d'aménagement pour influencer le comportement des agents économiques à réaliser de nombreuses activités économiques, sociales...etc.

1-3-2- La mobilisation sociale :

S'il est nécessaire, le débat public acteur des projets d'aménagement est un exercice difficile. Il implique une perception commune des enjeux, à partir de laquelle la discussion

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

peut s'organiser. Cela est relativement simple pour les actions de proximité, qui s'inscrivent dans le vécu quotidien des habitants.

A la difficulté d'une lecture commune des enjeux s'ajoutent, la complexité institutionnelle et la méconnaissance, par l'opinion des contraintes administratives et techniques. Cela explique que, pour être efficace, le débat public exige souvent la médiation de relais d'opinion : association, organisme consulaires, organisations professionnelles, partenaires sociaux...etc.

Le dialogue qui s'instaure entre public et aménageurs peut se situer à différents niveaux :

- La simple information, à caractère unilatéral, vise à présenter les projets et leurs motivations sans rechercher pour autant une expression contradictoire.
- La consultation, permet aux habitants d'exprimer leur sentiment sur les opérations envisagées, par exemple dans le cadre de l'enquête publique : il s'agit ici de recueillir un avis sur des projets dont la conception est achevée.
- La concertation, s'engage dès le début de la phase de conception des projets et elle peut porter non seulement sur le dispositif opérationnel envisagé, mais aussi sur la pertinence des objectifs.
- La participation directe des citoyens aux décisions, notamment par le biais de procédures de référendum local.

1-3-3- Les moyens conceptuels et méthodologiques :

L'enchaînement des normes juridiques, la diversité des partenariats, la multiplicité des modes de financement et les exigences de la concertation conduisent inéluctablement à l'atomisation du processus de prise de décision. Les moyens conceptuels et méthodologiques sont déterminants pour la cohérence de l'aménagement dans l'espace et dans le temps. Il s'agit de deux supports : les informations statistiques et les techniques quantitatives, nécessaire à la connaissance et l'évaluation des régions qui doivent être prises en charges.

D'autres, l'aménagement met en œuvre une quantité de connaissances et d'outils de caractère technique. Il est risqué de nous sous-estimer la part des paramètres techniques dans la détermination des choix d'aménagement.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Paradoxalement, cette tendance à la minoration des contraintes techniques visent d'une confiance excessive dans le progrès des savoir-faires et dans la compétence des hommes. D'où « l'aménagement est aussi un ensemble de méthodes et de règles techniques, ayant leur nationalité et leur sujétion⁴² »

Dans une économie de plus en plus dématérialisée, où les services supplantent progressivement l'industrie, l'accès à l'information est un des facteurs clés de la performance territoriale. Autant que la mobilité des biens et des personnes, la capacité des choix d'aménagement de l'espace et de localisation. Ce n'est pas nouveau, au moyen âge l'essor urbain s'explique autant par l'attraction de la ville comme lieu de circulation du savoir, que par ses fonctions commerciales.

2- Localisation et conditions de gestion de l'espace :

Si les actions de prévention et de réduction à la source des pollutions, des risques et des nuisances par l'adoption des meilleures technologies disponibles, constituent la propriété des pouvoirs publics, le respect de quelques principes dans les projets d'aménagement de l'espace industriel afin de mieux s'implanter, peut également permettre une meilleure insertion de l'industrie dans son environnement.

2-1- Surveillance de la qualité de l'eau et de l'air :

2-1-1- Surveillance de la qualité de l'eau-assainissement :

Nous pouvons dire que les arrêtés ministériels sectoriels fixent les conditions d'exploitation de certains types d'installations (traitement de surface, papeteries...). Les installations industrielles sont réglementées par des arrêtés préfectoraux. Les eaux usées générées par les activités artisanales ou industrielles doivent faire l'objet d'une étude particulière destinée à définir le prétraitement (avant rejet au réseau public) ou le traitement nécessaire (avant rejet au milieu naturel).

⁴² - Michel CASTEIGTS, « L'aménagement de l'espace », Edition L.G.D.J, Paris, 1999.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

La règle générale en zone industrielle est de séparer la collecte des eaux pluviales (faiblement polluées) de celles des eaux générées par l'installation industrielle (fortement polluées), ne disposant pas de capacités autonomes de traitement des eaux.

D'une façon plus générale, la filière d'assainissement d'une zone artisanale ou d'activité préalable intégrant les questions d'implantation, de proximité des habitations, l'accessibilité des activités, la filière d'assainissement possible...etc.

Par ailleurs, certaines activités industrielles peuvent être incompatibles avec la présence de points de captage d'eau potable. Lors de l'élaboration des documents d'urbanisme, la définition des zones prévues pour l'accueil des activités industrielles doit tenir compte de la présence de points de captage d'eau potable.

2-1-2- Surveillance de la qualité de l'air :

L'air est l'élément physique le plus important de notre environnement. Sa dégradation a un impact direct sur la santé, et sa protection est donc un enjeu majeur de santé publique. C'est pour quoi les lois sur l'air affirment le droit reconnu à chacun de respirer un air qui ne nuit pas à sa santé et prévoit une surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de territoire national. Favorisée par sa situation géographique et son climat. La pollution de tous les jours a alors des effets sur la santé, ce qui doit nous inciter à ne pas rester inactif.

L'intervention des pouvoirs publics par des lois a pour objectif de fixer des orientations notamment sur la surveillance de la qualité de l'air, sur la maîtrise des pollutions atmosphériques et sur l'information du public.

➤ L'amélioration des connaissances:

Il s'agit de développer la surveillance de la qualité de l'air, mieux connaître les impacts de la pollution atmosphérique sur la santé et l'environnement, mieux cerner les origines des polluants et aborder la problématique de la pollution intérieure.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

➤ La réduction des pollutions:

Tout en réduisant les pollutions issues des transports, de l'industrie et de l'agriculture, il faut favoriser les économies d'énergie et réduire l'exposition de la population à la pollution intérieure.

➤ L'information et la sensibilisation:

Il s'agit de développer l'information de fond et améliorer l'information lors des pointes de pollution, en menant des actions en direction de publics à privilégier, les jeunes, les médias et les milieux professionnels.

Les collectivités locales contribuent à la mise en œuvre de ces orientations pour la qualité de l'air et du plan de protection de l'atmosphère.

2-2- La gestion des déchets et des carrières:

2-2-1- La gestion des déchets:

Toute personne responsable d'une implantation industrielle doit respecter les principes généraux suivants :

- Principe de responsabilité : Toute personne qui produit ou détient des déchets est tenu d'en assurer l'élimination dans des conditions propres, à éviter les effets préjudiciables à l'environnement, à faciliter la récupération des matériaux, des éléments ou des formes d'énergie réutilisables, un régime de sanctions administratives et pénales spécifique est prévu par la loi pour la plupart des régions du pays considéré.
- Le droit à l'information : Toute personne a droit à l'information sur les effets pour la santé et l'environnement du ramassage, du transport, du traitement et du stockage des déchets, ainsi que toutes les mesures prises pour prévenir ou compenser ces effets.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

- La planification : Les communes et leurs groupements assurent l'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le but d'organiser les conditions d'élimination des déchets industriels.

2-2-2- La gestion des carrières :

Très utiles dans l'activité économique, les carrières modifient en profondeur les paysages. Une exploitation raisonnée et maîtrisée s'impose donc, leur fonctionnement devant tenir compte de la sensibilité des milieux environnants. L'exploitation des carrières engendre une activité industrielle importante dans de nombreux pays du monde.

Fournissant de la matière première pour bâtiment et les travaux publics, elle contribue au développement économique local et à l'aménagement du territoire. Afin d'éviter la pénurie de certains matériaux et de satisfaire de façon durable les besoins du marché, il faut veiller à exploiter au mieux les gisements et à maintenir leur accessibilité.

En terme d'aménagement du territoire, l'accès aux gisements tant en volume qu'en qualité, doit pouvoir être préservé et situé à proximité des lieux de consommation afin de limiter les nuisances du transport.

Ainsi, l'exploitation d'une carrière modifie l'environnement avec le risque de lui porter atteinte de deux points de vue :

- Protection de la source en eau, l'extraction de matériaux ne doit pas perturber ou polluer les nappes souterraines ou modifier le régime hydraulique des cours d'eau.
- Préservation des espaces naturels et du patrimoine : le site de la carrière ne doit pas remettre en cause la vocation de ces espaces, la remise en état doit être effectuée au terme de l'exploitation.

En outre, les carrières effectuent le paysage et occasionnent des nuisances pour l'environnement et le voisinage : poussière, bruit, trafic...etc. dans le cas des roches massives, vibrations dues à l'abattage des roches à l'explosif.

Chaque projet d'ouverture de carrière, d'extension ou de renouvellement doit notamment être explicite sur le choix du site, la vocation des matériaux extraits, les mesures envisagées

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

pour limiter les nuisances, les conditions de préservation des intérêts environnementaux et le type de remise en état prévu.

Outre, le fait que cette activité est une installation classée relevant du code de l'environnement et qu'elle doit satisfaire en matière de nuisances, les projets d'ouverture de carrière doivent intégrer en amont plusieurs facteurs :

- Economique : Le gisement à exploiter doit répondre à des critères de qualité et de quantité pour satisfaire les besoins d'un marché, ce qui nécessite, pour l'intérêt général, d'anticiper un éventuel besoin d'y accéder dans le future.
- Géographique : Le gisement doit se situer autant que possible à proximité des lieux de consommation, en vue de limiter l'impact de transport.
- D'urbanisme : Le projet de carrière doit se situer dans un secteur compatible avec la vocation du sol.
- De protection de l'eau : Les intérêts portant sur la préservation et la qualité de la ressource en eau doivent être conservés.
- De préservation des espaces naturels et du patrimoine : Le projet de carrière ne doit pas remettre en cause la vocation de ces espaces et un attention particulier est assuré lors de la phase de remise en état après exploitation.

Pour répondre à ces enjeux, les projets d'implantation qui font l'objet d'une instruction au titre des installations classées doivent être compatibles avec les orientations du schéma départemental des carrières.

Au-delà de ces éléments liés à des aspects d'occupation du territoire, les carrières engendrent classiquement des nuisances caractérisées en matière de poussières, de bruit, de vibration et de transport.

Afin de limiter au minimum leur impact et le gêne occasionnée pour le voisinage, un principe d'éloignement de l'habitat et des autres activités humaines est à privilégier de façon à rendre durable leur coexistence.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

2-3- Limitation des risques accidentels et des nuisances:

2-3-1- Limitation des risques accidentels:

La législation relative aux installations concerne toutes les installations susceptibles de présenter des dangers pour voisinage. Ces installations sont soumises au régime de l'autorisation préalable, qui prévoit l'élaboration par les exploitants, sous leur responsabilité d'une étude de dangers qui :

- Expose les dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident, en présentant, une description des accidents susceptibles d'intervenir, que leur cause soit d'origine interne ou externe, et en décrivant la nature de l'extension des conséquences que peut avoir un accident éventuel.
- Justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident.

Les installations présentant des risques majeurs sont en outre prises en compte dans la gestion de leurs sécurités.

La réduction de risque à la source constitue l'axe prioritaire de la politique de prévention des risques industriels. L'objectif principal est, au-delà du respect de la réglementation, la mise en place des meilleurs technologies disponibles en matière de sécurité, afin de réduire la probabilité de survenue d'un risque majeur, car dans les activités qui font appel à des technologies il n'y a pas de « risque zéro ». Dès que l'homme décide de produire, de transporter ou de façonner la matière à son profit, des risques apparaissent. Le risque technologique est la possibilité qu'un événement accidentel se produise sur un site qui met en jeu des produits ou des procédés dangereux.

Ces produits, ces procédés peuvent amplifier les conséquences de l'accident, le personnel d'une usine, les riverains ou même l'environnement sont alors susceptible d'être touchés, parfois de manière dramatique. Il est donc essentiel de pouvoir mesurer ces risques, pour mieux les prévenir.

Toutes les activités industrielles génèrent des risques, principalement liés aux produits stockés ou fabriqués :

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

- Les industries minières, qui présentent des risques d'exploitation (effondrements, coup de grisou et coup de poussière dans les mines de charbon...) et celles qui utilisent des produits très toxiques (sels de mercure, cyanures...).
- Les centrales nucléaires, où sont manipulées et produites des matières très radioactives. Les mesures de sécurité y sont les plus sévères pour prévenir par exemple le risque de fusion du cœur d'un réacteur ou d'une émission de matières radioactives dans l'atmosphère.
- Les industries chimiques, produisent ou utilisent des substances souvent dangereuses en grandes quantités. Ces produits servent à la fabrication de plastiques, de produits pharmaceutiques, d'engrais. Ils présentent dans certaines conditions des risques d'explosion ou d'émission de substances toxiques.
- Les industries pétrolières et pétrochimiques, produisent, stockent et transforment le gaz, le pétrole et tous ses dérivés. Elles doivent prévenir des risques d'incendie, d'explosion, de pollution marine et de pollution des sols.
- Les industries sidérurgiques, traitent les dérivés des métaux à très hautes températures et peuvent présenter un risque d'explosion avec projection de matières en fusion.
- Les grands barrages hydrométriques, avec les risques de rupture et de submersion de l'aval, et d'autres lieux comme les grands silos à grains où peuvent se produire des explosions dues à l'inflammation des poussières.

Enfin il est nécessaire de mettre en place des mesures complémentaires visant à limiter les conséquences d'un éventuel accident, parmi ces mesures : la maîtrise de l'urbanisation autour des sites présentant des risques majeurs.

2-3-2- Limitation des nuisances :

Les principales nuisances liées à la proximité d'activité industrielle sont les émissions sonores (pour certaines activités spécifiques la transformation de vibrations) et les odeurs.

Pour autant, certaines installations nécessaires à la vie et à la commodité des habitants, peuvent être implantées en zone urbaine ou elles sont même parfois indispensables.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

Pour de nouvelles implantations industrielles, l'étude d'impact établie sous la responsabilité de l'industrie devrait permettre de mettre en avant de tels problèmes et de proposer des solutions de traitement.

Parmi les activités les plus concernées par les odeurs, citons les élevages, les équarrissages, les implantations qui mettent en œuvre des composés organiques (peintures...) et certaines industries du secteur agroalimentaire ou de fabrication des produits chimiques à partir de telles productions et plus généralement l'industrie chimique (mettant en œuvre des produits pouvant engendrer une nuisance olfactive).

2-3-3- Etude des sites et sols susceptibles d'être pollués :

Est considéré comme pollué «un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement ». Ces pollutions peuvent être dues à des épandages fortuits ou accidentels, à des retombées au sol de site pollué, il est souvent synonyme de risque pour les eaux souterraines. Mais le vrai problème est moins la présence de polluants dans le sol que leur dissémination qui prend pour cible l'homme, un écosystème, une ressource en eau...etc.

A ce niveau, trois principes d'action prévalent : la prévention des pollutions futures, la connaissance complète des risques potentiels et enfin le traitement adapté à l'impact potentiel du site sur l'environnement pour un usage donné. Ces principes permettent à la fois de réagir avec pragmatisme à deux siècles d'histoire industrielle, de tenir compte des exigences sociales actuelles, et d'éviter le renouvellement des erreurs du passé.

En ce qui concerne la dépollution du site, l'exploitant effectue généralement les travaux du sol, doivent pouvoir évoluer de manière interactive avec les conditions possibles de dépollution en vue de limiter au mieux les coûts de travaux.

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries

CONCLUSION :

Aujourd'hui, les décisions de localisation industrielle sont devenues un élément majeur qui intervient pour réussir une activité industrielle, elles s'appuient sur des échelles et des données où l'analyse et la perception de l'environnement doivent s'accompagner d'une nécessaire volonté d'opérationnalité, elles doivent en outre tenir compte de l'influence croissante des projets et décisions publiques sur la structuration de l'espace.

L'aménagement de l'espace, pour localiser des industries met en jeu des problématiques et des démarches communes. Il n'est pas une question technique, c'est d'abord une question politique qui mêle tous les aspects de la vie en société. Cela touche les problèmes individuels, de l'emploi, du type de production utilisé et de consommation pratiquée ainsi que l'organisation sociale qui en découle.

La politique d'aménagement de l'espace consiste à essayer de corriger les disparités régionales notamment en délocalisant les entreprises.

L'homme est un être humain social. La société est aujourd'hui planétaire. L'aménagement de l'espace, par la globalité qu'il implique, nous rappelle que les problèmes écologiques sont les résultats de cette vie en société et des choix politiques, sociaux, économiques, qui y font effectuer. C'est l'homme qui modifie son environnement par ses diverses activités, notamment celles industrielles. Sa responsabilité est donc importante.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

INTRODUCTION :

L'importance du secteur industriel dans le développement de l'économie des pays, lui donne une place importante car il crée de la valeur ajoutée et permet de satisfaire le marché local par les différents produits, comme il peut être source importante de devises et cela par voie d'exportation à l'étranger.

De même, le secteur industriel qui exerce souvent par des actions correctives, détient une capacité de transformer son territoire d'accueil. Il engendre des mutations qui influencent massivement sur d'autres secteurs. Dans le cas de notre mémoire, à travers notre cas pratique on essaiera d'analyser la relation entre le territoire et le choix de localisation des entreprises industrielles et ce, en prenant le cas de la zone industrielle « AISSAT Idir » dans la wilaya de Tizi-Ouzou

Dans ce chapitre nous présenterons le cadre de l'étude, notre enquête de terrain (analyse et interprétation des résultats). Pour atteindre notre objectif, nous avons subdivisé ce chapitre en trois sections :

Section 1 : Présentation du cadre d'étude.

Section 2 : Présentation de l'enquête de terrain.

Section 3 : Analyse et interprétation des résultats de l'enquête.

Section 1 : Présentation du cadre d'étude

Avant de présenter l'enquête, il est nécessaire de délimiter notre champ d'investigation, pour ce faire, la première section est consacrée à la présentation de notre cadre de recherche.

1- Présentation de la wilaya de Tizi-Ouzou :

Nous allons présenter la wilaya de Tizi-Ouzou à travers sa géographie et ses potentialités, à savoir les ressources humaines, les moyens de communication, les infrastructures de base, les ressources en eau et en énergie, et le mouvement industriel.

1-1- Présentation géographique :

La wilaya de Tizi-Ouzou est située au centre du pays, elle est délimitée par la wilaya de Bejaia à l'Est, Boumerdes à l'Ouest, Bouira au Sud, elle est caractérisée par son relief

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

montagneux où sont localisées 1400 villages répartis sur 67 communes. Le chef-lieu de la wilaya est la Ville de Tizi-Ouzou peuplée d'environ 135 088 habitants.

FIGURE N°01: Carte géographique de la wilaya de Tizi-Ouzou.



SOURCE : ANDI 2015

Son climat est de type méditerranéen sur la façade maritime de la wilaya et plutôt continental à l'intérieur. Il est caractérisé par un été sec et chaud et un hiver froid et pluvieux, le climat n'est pas le même à travers la wilaya.

Par ailleurs, la wilaya est située à 100km de route de l'aéroport et port d'Alger, et à 130km de l'aéroport et port de Bejaia.

La wilaya de Tizi-Ouzou est située à 100 km à l'est de la capitale Alger, à 125 km à l'ouest de Béjaia à 76 km au sud de Bouira et au nord de la mer méditerranée.

Enfin, la wilaya de Tizi-Ouzou est représentée par 21 Daïras qui regroupent 67 communes issues du dernier découpage administratif opéré en 1985 pour les communes et en 1993 pour les daïras.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

1-2- Données physiques :

La wilaya de Tizi-Ouzou, révisée lors du découpage territorial en 1984, s'étend sur une superficie précise de 2 957,93km².

Relief tourmenté, formé à 94% de montagnes et de piedmonts, l'espace physique de la grande Kabylie se prête peu en principe à l'habitat et à la vie en général. Il a été quantifié, puis représenté, par les rédacteurs de l'annuaire statistique de la wilaya, sous forme de trois types d'espaces de reliefs distincts⁴³ :

- 59% de ce territoire sont représentés par des montagnes, il s'agit de trois bandes parallèle allant d'Est en Ouest : la chaîne côtière, le massif montagneux du centre et le massif du Djurdjura au Sud.
- 35% représenté par des collines argileuses.
- 06% sont représentés par les plaines et les vallées. Ce sont les plaines de Sébaou, les plaines d'Oued Isser et les plaines côtières.

Le réseau hydrographique est constitué de plusieurs fleuves et rivières (Oueds) traversant la wilaya du sud vers le nord, dont le plus important « Oued Sébaou » irrigue toutes les basses plaines du Sébaou jusqu'à son embouchure au Cap Djinet.

Le réseau hydraulique, est aussi constitué par des ressources élevées en eau souterraines et superficielles (dont 4 barrages, plusieurs sources en montagne, ...etc.).

Cependant seule une partie est exploitée pour les besoins de l'alimentation en eau potable de l'irrigation et de l'industrie, c'est pour cela que beaucoup de villages connaissent une situation inquiétante dans ce domaine.

1-3- Données humaines et l'état de l'emploi :

➤ La population active :

La population active comprend les personnes occupées et les chômeurs (ceux qui ont fait des démarches pour la recherche d'un emploi).

⁴³ - Annuaire statistique de la wilaya de T-O, N°3, cité par M. DAHMANI « Atlas économique de la grande Kabylie », OPU, Alger, 1990, p.11.

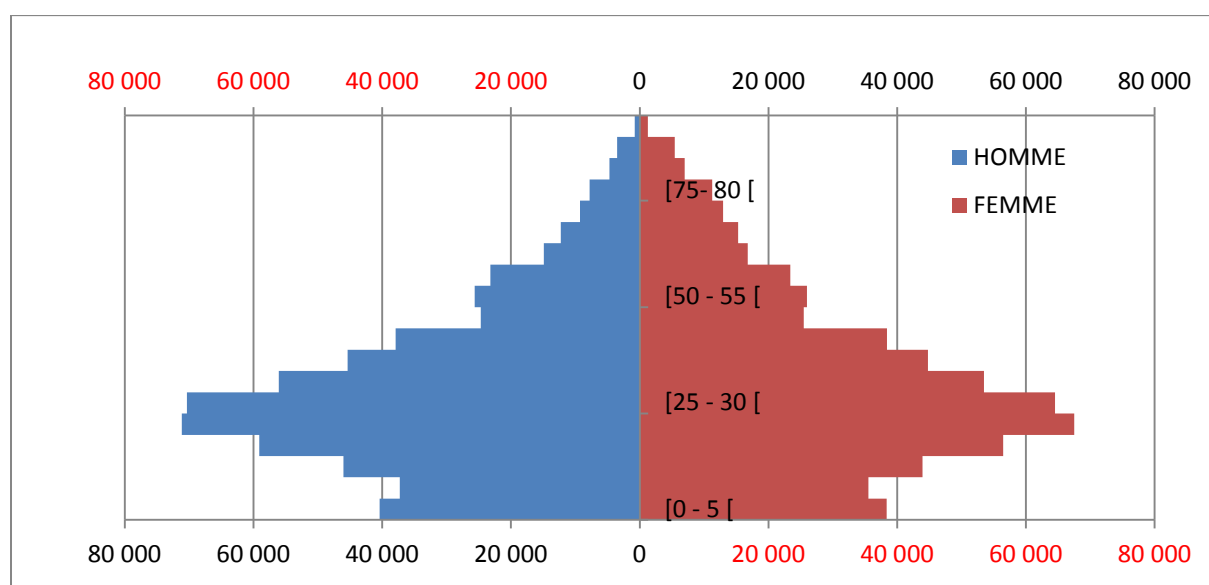
Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Lors du dernier recensement en 2016, la population totale résidente de la wilaya est de 1 178 333 habitants⁴⁴ au 31/12/2016, sur une population totale du pays atteignant 40 millions pour la même date. 589 294 habitants du sexe masculin et 589 040 du sexe féminin⁴⁵.

La structure par âge fait apparaître une population extrêmement jeune où 62,04% (730 625 habitants) sont âgés de moins de 30 ans. La population d'âge actif (18-59 ans) représente 59,24% soit 698 046 individus. La tranche d'âge (6-14 ans), c'est-à-dire la population scolarisable est de 162 756 (13,81% de la population). Enfin la population infantile non scolarisable et la population sénile dépassant l'âge actif (60 ans et plus) représentent respectivement, 78 741 enfants (6,68%) et 121 192 personnes (10,28%) de la population.

Ce qui donnerait à la présentation graphique de la population en pyramide des âges une forme ovale verticale. La baisse du nombre d'individus âgés entre (0-6 ans) par rapport aux tranches d'âge immédiatement supérieures entraîne un rétrécissement à la base de la pyramide. (Figure N°04)

FIGURE N°04 : Structure de la population (pyramide d'âge)



SOURCE : Office National des Statistiques (Annuaire statistique 2016)

⁴⁴ - Direction de la Programmation et du Suivi Budgétaire (Annuaire statistique 2016).

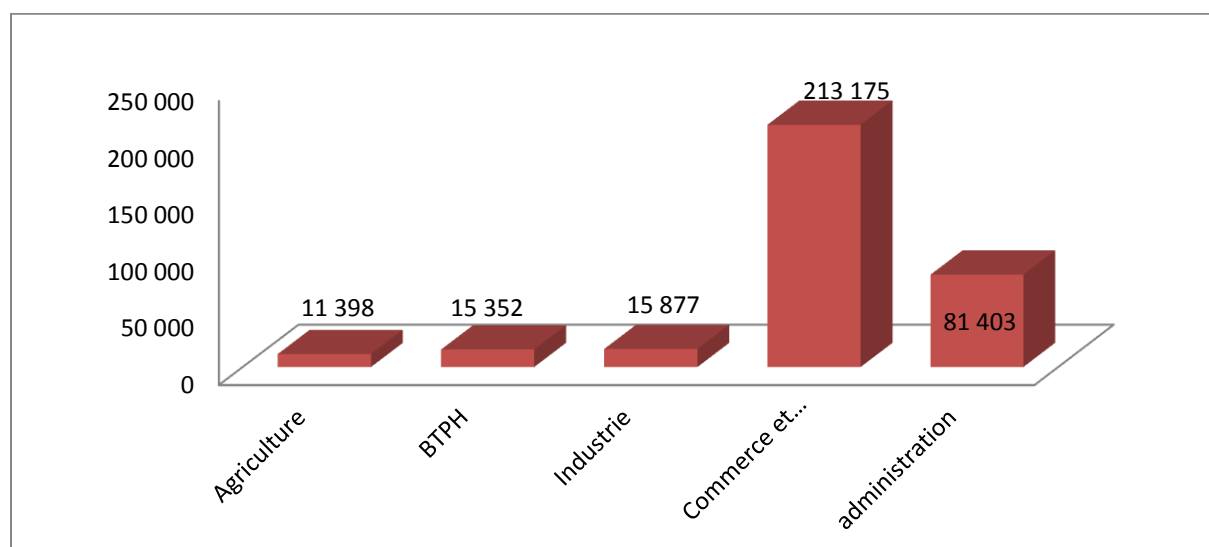
⁴⁵ - Office National des Statistiques 2016

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

➤ La population occupée (les emplois occupés) :

La population occupée permet la connaissance du taux d'occupation de la population active, du taux de dépendance et de la structure de l'économie concernée à travers la répartition des emplois par secteur.

FIGURE N°05: Répartition de la population occupée par branche d'activité.



SOURCE : DPSB (Annuaire statistique 2016)

Pour la wilaya, la population occupée est de 337 205 personnes lors du dernier recensement en 2016. La répartition de la population occupée par secteur d'activité fait apparaître que 63.21% de la population occupée est employée dans le secteur commercial.

Nous constatons aussi que l'emploi industriel représente 4.70% de la population occupée. Par contre les emplois agricoles BTPH et administration représente respectivement 3.38%, 4.55% et 24.14%.

➤ Répartitions de la demande d'emploi selon le niveau de qualification et d'instruction :

L'Agence National de l'Emploi et de la Main d'œuvre établit une nomenclature codée pour la qualification et pour l'instruction, la demande d'emploi se réparti comme suit :

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

TABLEAU N°02: Repartitions de la demande d'emploi selon le niveau de qualification et d'instruction.

Selon le niveau de qualification		Selon le niveau d'instruction	
Sans qualification	13 961	Sans niveau	424
Personne d'aide	1 035	Primaire ou moyen	29 317
Agents de maîtrises	24 234	Secondaire	8 910
Techniciens	1 549	universitaire	1 470
Techniciens supérieurs	2 902	Techniciens supérieurs	2 902
Cadres	17 687	Enseignement supérieur	18 345
Total	61 368	Total	61 368

SOURCE :DPSB (Annuaire statistique 2016).

Le profile ainsi décryptés des demandeurs d'emploi attestent d'une qualité attractive pour les entreprises de l'offre locale de travail. Sur le plan de qualification 39.48% des demandeurs sont des agents de maitrises 24 234.

Par ailleurs, la structure par niveau d'instruction montre que 47.77% des demandeurs ont juste accompli le cycle fondamental.

Quant aux diplômés de l'enseignement supérieur, ils représentent 29.89% des demandeurs.

Enfin l'offre de travail de travail que nous venons de présenter n'est pas exhaustive, notamment dans son volet « demandeurs d'emplois », car un volume important de demande ne passent pas par le bureau de main d'œuvre et sont directement déposées au niveau des entreprises.

1-4- Les moyens de communication et les infrastructures de bases :

Concernant les moyens de communication et les infrastructures de bases, sont représentés par les routes, les ports et les télécommunications.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Les liaisons entre les quatre coins de la wilaya sont assurées par les routes nationales : RN12, RN24, RN30, RN45, RN71, et RN73 Les chemins de la wilaya (652 Km), chemins communaux (3000 km à permettant des liaisons entre les 67 communes.

Le réseau ferroviaire reste très limité : la ligne de chemin de fer s'arrête au niveau de Tizi-Ouzou et passe par les zones d'activités de Draa-Ben-Kheda, la zone industrielle de Oued Assi, avec une prolongation prévu jusqu'à Fréha, ce réseau est très important dans la mesure où il assure le transport des voyageurs et de marchandises d'Alger.

La wilaya de Tizi-Ouzou est proche des ports et aéroports d'Alger et de Bejaia ainsi que le port d'Azeffoun.

Par ailleurs, les télécommunications sont développées avec des différentes liaisons comme le numérique qui est en voie de généralisation, les centraux téléphoniques et les établissements postaux.

1-5- Le mouvement industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou :

Le secteur de l'industrie de la wilaya est dominé particulièrement par quatre unités de production d'importance nationale implantées tout le long du couloir SEBAOU :

- Le complexe ENIEM à OUED-AISSI spécialisé dans le domaine de l'électroménager (cuisinières, réfrigérateurs, congélateurs et climatiseurs) employant un effectif de 2 077 travailleurs.

- L'unité SPA Electro-Industriel (Ex ENEL) implantée à FREHA assurant la production de moteurs /alternateurs, transformateurs et groupes électrogènes avec un potentiel de 755 postes de travail.

- L'unité cotonnière S/PA complexe textile de DBK pour la fabrication de tissus écrus notamment avec un effectif réduit à 559 travailleurs suite à des compressions de personnels subies lors de ces dernières années.

- L'unité de meubles de TABOUKERT (TIZI-RACHED) connue pour la fabrication de meubles de luxe et de style et faisant occuper 406 travailleurs.

Le tissu industriel se complète par d'autres entreprises publiques (10 unités nationales et 05 unités locales) et par la laiterie de DBK qui côtoie 108 unités de production relevant du

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

secteur privé qui activent dans différentes branches notamment l'agro-alimentaire, les matériaux de construction, l'industrie chimique et pharmaceutique. L'ensemble de ces unités privées totalise en matière d'emplois 4 342 postes de travail.

En 2016 la répartition des emplois créés selon le secteur industriel est : 4 481 employés. L'agence Nationale de Soutien à l'Emploi des jeunes (ANSEJ) 2016 a enregistré 258 employés dans le secteur industriel.

TABLEAU N°03 : Récapitulatif d'activité industrielle enregistrée durant l'année 2016.

Secteurs	Nombre de dossiers déposés	Nombre d'attestations d'éligibilités et de conformités (extension) délivrées	Nombre d'accords bancaires reçus	Nombre de projets financés	Montant d'investissement (DA) 1000	Nombre d'emplois créés
Industrie	56	52	91	90	491 011	258

SOURCE : DPSB (Annuaire statistique 2016)

2- Présentation de la Z.I.A.I et son cadre régionale d'insertion.

Jusqu'à la fin du 18^{ème} siècle, le langage courant qualifiait de zone industrielle ou de région industrielle, les espaces dotés en matière premières et qui ont secrété une activité industrielle propre. Les zones industrielles sont apparue au début du 19^{ème} siècle en Europe et en Amérique comme solution urbanistique et architecturale destinée à protéger la vie urbaine des nuisances diverses causées par l'industrie. Dès lors, la zone industrielle, dans son sens le plus large sert d'instrument d'aménagement du territoire consistant à séparer les espaces de vie (résidences) des espaces impartis au travail (usine).

2-1- Historique de la Z.I.A.I:

La Z.I.A.I est l'unique zone industrielle dont dispose la wilaya de Tizi-Ouzou. Ses origines remontent au premier plan quadriennal lorsque les pouvoirs publics voulurent impulser l'industrialisation de la Kabylie, jugée parmi les wilayas les plus éprouvées par la guerre de libération. Elle est conçue dans le but d'accueillir la grande industrie nationale et de

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

diffuser les effets industrialisant de celle-ci à l'échelle régionale, grâce aux différentes zones d'activités éparpillées sur le territoire de la wilaya.

La création de la Z.I.A.I est décrétée en 1972 et les aménagements subséquents ne sont pas faits ex nihilo, car, au même moment et sur le même site était implantée une entreprise nationale d'électroménager qui a été programmé par le plan triennal (1967-1969). C'était SONELEC ou l'ENIEM actuelle dont les activités ont démarré en 1977.

Administrativement, cette zone a vu le jour grâce à l'arrêté de création et de déclaration d'utilité publique N°114 du 8 mars 1972 et de l'enquête parcellaire du 03/10/1972 qui fait ressortir une superficie de 311ha 94ares 83ca, dont

- 87ha 37ares 83ca de terrain public.
- 224ha 57ares de terrain privés.

Plus tard, par soucis de sauvegarde des terres agricoles, les autorités ont établi un nouveau parcellaire en date du 16/02/1976 arrêtant la superficie de la zone à 120Ha.

2-2- Position géographique :

Sise à une dizaine de kilomètres seulement à l'est du chef-lieu de wilaya, sur la RN 12 reliant Alger à Béjaïa via Tizi-Ouzou, la zone industrielle « AISSAT Idir » jouit d'une position stratégique en termes de voies de communication permettant un accès facile des entreprises implantées aux deux principaux ports du centre du pays, en l'occurrence ceux d'Alger et Béjaïa.

FIGURE N° 05: Position de la zone industrielle « AISSAT Idir ».

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête



SOURCE : Bimensuel de l'économie et de la finance

La zone industrielle de « AISSAT Idir » abrite plusieurs unités industrielles. Ce pôle industriel est le plus important dans la région, il est géré administrativement par l'URBAB, un bureau d'études en urbanisme implanté à Blida.

La zone industrielle «AISSAT Idir », située en pleine vallée du Sébaou, se trouve à une distance de 8km à l'EST du chef-lieu régional de T-O, soit à une distance de temps de 15mn au plus. Elle est traversée par la route nationale N°12 reliant Tizi-Ouzou à Béjaia et est contournée par Oued Sébaou au nord.

2-3- Situation et fonctionnement de la Z.I.A.I :

- Informations surfaciques de la Z.I.A.I (HA)

TABLEAU N° 04 : La surface de la Z.I.A.I.

Zone	Superficie totale	Superficie cessible	Superficie cédée	Superficie disponible
AISSAT Idir	120,74	96,39	96,17	0,22

SOURCE : La direction de l'industrie et des mines 2017

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Selon le tableau ci-dessus :

- La Z.I.A.I s'étale sur une superficie exacte de 120HA 74 Ares, dont 96HA 39Ares représentent la surface cessible.
- La superficie cessible et celle cédée sont presque égale.
- La superficie disponible représente 0.18% seulement de la superficie totale.

➤ Situation des affectations des lots :

Tableau N° 05 : Situation des affectations des lots dans la Z.I.A.I en 2017.

Nombre de lots créés	55
Nombre de lots affectés	50
Nombre de lots disponible	05

SOURCE : La direction de l'industrie et des mines 2017

Selon le tableau ci-dessus :

- Le site est réparti en 55 lots, dont 50 sont affectés et 5 sont disponibles.

➤ Situation des projets:

TABLEAU N°06 : Situation des projets dans la Z.I.A.I en 2017.

Nombre de projets localisés	33
Nombre de projet en activité	14
Nombre de projet en cours de réalisation	04
Nombre de projets non lancés	15

SOURCE : La direction de l'industrie et des mines 2017

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Trois remarques sont à dégager du tableau précédent :

- Le nombre de projets en activités est de 14, soit 42.42% du total des projets localisés.
- Le nombre de projet en cours de réalisation est de 4, soit 12.12% du total des projets localisés. Parmi les projets en cours de réalisation, nous citons celui de montage des tracteurs agricoles MAHINDRA.
- Le nombre de projet non lancé est de 15, soit 45.45% du total des projets localisés.

➤ **Fonctionnement de la Z.I.A.I :**

Parmi les plus importantes entreprises installées dans la Z.I.A.I qui sont effectivement en activité on cite :

TABLEAU N° 07: Entreprises implantées dans la Z.I.A.I.

NOM PRENOM (INVESTISSEUR OU RAISON SOCIALE)	SUPERFICIE M²	SECTEUR D'ACTIVITE	Statut juridique
ENIEM	420 698	Complexe électro ménager	Publique
NAFTAL G P L NAFTAL C L P	175 022	Société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers	Publique
SNVI	41 669	Société Nationale des véhicules industriels	Publique
SONELGAZ	18 739	Unité d'exploitation	Publique
ALDAPH	98 214	Usine Insuline	Privée
ALIOUA chaudronnerie	6 999	Fabrication de chaudières	Privée
EDIMCO	14 890	Matériaux de construction	
SARL BRIQUETERIE TUILERIE IZERKHEF BTI	26 776	Unité de Fabrication de Briques et Tuiles	Privée

SOURCE : Direction de l'industrie et des mines

Trois unités sont du secteur industriel privé (ALDAPH, Alioua Chaudronnerie, SARL Briqueterie IZERKHEF), le reste sont des entreprises et des sociétés par action relevant du droit public.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Les plus importantes unités, aussi bien qu'en termes de volume d'emploi que de surface occupée dans la zone et de chiffre d'affaire sont les entreprises de statut juridique public. L'ENIEM et les deux unités NAFTAL et SNVI occupent à elle seule 60% de la superficie totale, et elles sont responsables de plus de 3 quarts des emplois recensés dans la zone.

3- Impacte de la Z.I.A.I sur le marché de travail :

La zone industrielle « AISSAT Idir » a un impact sur l'emploi interne et externe.

3-1- Emploi interne :

En dépit des difficultés rencontrées, entravant plus le meilleur fonctionnement de la zone, pas moins de 5 000 emplois sont créés par les entreprises qui y sont implantées.

Les emplois internes recensés au niveau de la zone présentent une grande disproportion dans leurs répartition entre les entreprises publiques elles mêmes et entre celle-ci et les unités du secteur privé, faiblement employeuses ils se caractérisent par ailleurs, par une faible présence étrangère (employé venant des wilayas ou des pays étrangers) et par un taux d'encadrement acceptable.

3-2- Emploi externe :

A l'extérieur du périmètre délimité par la Z.I.A.I et sur le territoire de la wilaya, plusieurs emplois sont recensés dont une partie d'emplois directs liés aux entreprises de la zone et une autre partie d'emploi indirects induits. Ces derniers sont du secteur privé essentiellement.

➤ Emplois directs :

Les emplois externes directs concernent les unités sous l'autorité administrative des entreprises de la zone éparpillées sur le territoire wilayal. Trois entreprises disposent d'unités subordonnées situées à l'extérieur de la zone et dont le personnel est entièrement originaire de la wilaya. Il s'agit en l'occurrence de : l'ENIEM, NAFTAL (CLP), NAFTAL (GPL).

➤ Emplois indirect :

Les emplois indirects sont des emplois induits par les activités de production, de transformation ou de commercialisation des entreprises opérationnelles. Toutes les unités

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

actives de la zone produisent des effets indirects sur l'emploi notamment aux alentours immédiats de la Z.I.A.I et quelquefois à l'échelle wilayal pour les unités de grande taille comme : l'ENIEM, NAFTAL (CLP) et NAFTAL (GPL). L'impact sur l'emploi indirect de celles-ci est d'une envergure régionale allant au-delà de leurs environs proches

Section 2 : Présentation et exploitation de l'enquête de terrain.

L'objectif de cette section revient à présenter et à analyser les réponses données par les DRH des entreprises enquêtées. En outre, elle vise une identification des facteurs clés de la localisation spatiale de la Z.I.A.I.

L'interprétation des résultats de l'enquête fera l'objet du deuxième point, et ce afin de contrer les difficultés liées à la localisation spatiale de la Z.I.A.I.

1- Présentation de l'enquête de terrain :

Nous allons présenter les objectifs visés par cette enquête et la méthodologie à suivre afin d'atteindre ces derniers.

1-1- Objectifs de l'enquête de terrain :

Les données économiques et statistiques disponibles sur les entreprises de la Z.I.A.I ne sont pas généralement satisfaisantes, elles peuvent apporter des précisions ou des éclaircissements sur certains aspects mais ne fournissent pas de renseignements à la hauteur de la demande des utilisateurs.

Dans ce cas, et n'ayant pas d'autres sources d'information pour consolider notre travail théorique et afin de répondre à notre problématique, nous avons opté pour une distribution des questionnaires aux entreprises implanté dans la Z.I.A.I. Celle-ci va nous permettre de collecter des informations nécessaires pour clarifier certains aspects relatifs à la localisation de cette zone industrielle.

Le recours à une enquête de terrain dans notre cas vise à :

- Bâtir une base de données pour quantifier les entreprises implantées dans la Z.I.A.I

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

- Mettre en valeur des concepts clefs tels que : les infrastructures de base, le réseau routier, le port et l'aéroport, le marché et la main d'œuvre qui sont montrés comme les principaux déterminants de la localisation spatiale d'une zone industrielle.

1-2- Démarche méthodologique de l'enquête :

Notre étude est réalisée sur un échantillon des entreprises dont le nombre est de 14 entreprises. Pour la réalisation de notre questionnaire, nous avons opté pour un mode d'entretien direct, ce qui nous a permis de lever les points d'ombre et d'incompréhension de certaines questions. Nous avons distribué, d'une façon aléatoire, nos questionnaires aux entreprises en activité durant la période de l'enquête dans la Z.I.A.I.

A la fin de l'enquête, nous avons réussi à distribuer la totalité des 14, sur ces 14 questionnaires administrés, il y a 3 non-exploités, dont un cas de sans réponses, il s'agit d'un DRH qui se sent pas obligé de dégager un minimum de temps pour répondre à un questionnaire. Pour les deux restants ; il s'agit des questionnaires à moitié remplis ne fournissant pas un minimum d'informations recherchées pour leur exploitation.

Avec 11 questionnaires validés, soit un taux de 78.57% de questionnaires validés sur un total de 14 entreprises constituant notre échantillon, nous pensons que les résultats auxquels nous aboutirons seront représentatifs de l'ensemble des entreprises implantées dans la Z.I.A.I.

TABLEAU N° 08: Quelques chiffres relatifs à l'enquête de terrain.

La zone touchée par l'enquête	Nombre de questionnaires distribués	Questionnaires récupérés	Questionnaire non rempli	Questionnaire validés
Z.I.A.I	14	13	2	11

Source : Etabli à partir des résultats de notre enquête

2- Les difficultés rencontrées :

Durant notre enquête de terrain plusieurs entraves ont été rencontrées:

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

- L'indisponibilité de la majeure partie des DRH rencontrés à discuter sur des questions plus approfondies.
- L'attitude très réservée de certains DRH à fournir certaines informations de peur que cela ne soit exploité, selon eux, à des fins autres que statistiques.
- Insuffisance de temps pour mener cette enquête.
- Difficultés d'avoir certaines réponses fiables.
- La négligence par certains DRH d'entreprises.

Section 3 : Analyse et interprétation des résultats de l'enquête

Dans ce qui suit nous analyserons les résultats de l'enquête selon les réponses données par les DRH des entreprises enquêtées.

1- Caractéristiques principales des entreprises enquêtées :

Nous présenterons les principales informations relatives aux entreprises enquêtées :

1-1- Le secteur juridique et l'effectif employé :

TABLEAU N°09 : Répartition des entreprises enquêtées selon le secteur juridique et l'effectif employé.

Entreprises enquêtées	Secteur juridique		Effectif employé	
	E/se publique	E/se privée	E/se publique	E/se privée
	4	7	5 010	265

SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

Parmi les entreprises enquêtées nous avons quatre entreprises qui exercent leurs activités dans le secteur public et sept dans le secteur privé.

Pour l'effectif employé soit 94.97% des employés travaillent dans entreprises publiques (ENIEM, NAFTAL, SONELGAZ et la SNVI). Les employés travaillant dans les entreprises privés n'excèdent pas 06.3% (265 personnes seulement).

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

1-2- La taille des entreprises :

TABLEAU N°10 : Répartition des entreprises par leurs tailles.

Type d'entreprise	TPE	PME	Grande E/se
Entreprises enquêtées	01	07	03

SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

La majorité des entreprises enquêtées sont du type PME qui emploie de 10 à 249 employés tel que l'entreprise ALDAPH, alors que dans la TPE l'effectif employé est inférieur à 10 (SARL Briqueterie IZERKHAF) et enfin la grande entreprise qui emploie plus de 250 personnes, à titre d'exemple ENIEM.

1-3- L'aspect socioprofessionnel des employés :

TABLEAU N° 11 : La répartition socioprofessionnelle des employés.

Situation arrêtée aux 31/12/2016			
Total des effectifs employés dans les entreprises enquêtées 5 275			
Unité	Cadre	Agents de maîtrise	Agents d'exécution
Entreprises enquêtées	558	1 197	3 520
Taux	10.57%	22.71%	66.72%

SOURCE : Notre enquête de terrain 2017.

L'analyse de la répartition de la main d'œuvre recensée dans les entreprises enquêtées par catégorie socioprofessionnelle permet d'appréhender le taux d'encadrement de la zone.

Globalement, la répartition des emplois entre les trois rubriques usuelles de qualification en cadre, agents de maîtrise et agents d'exécution fait apparaître des proportions acceptables pour chacune des rubriques si l'on tient en référence les normes mondiales utilisées⁴⁶. Le tableau N° 12 fait apparaître pour l'année 2016 les données suivantes :

⁴⁶ - Selon nos entretiens avec les responsables de l'ENIEM, les normes universelles admises sont : de 10 à 15% pour l'encadrement, de 25 à 30% pour la maîtrise et de 55 à 65% pour l'exécution.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

- Taux d'encadrement : 10.75 %
- Taux de maîtrise: 22.71 %
- Taux d'exécution : 66.72 %

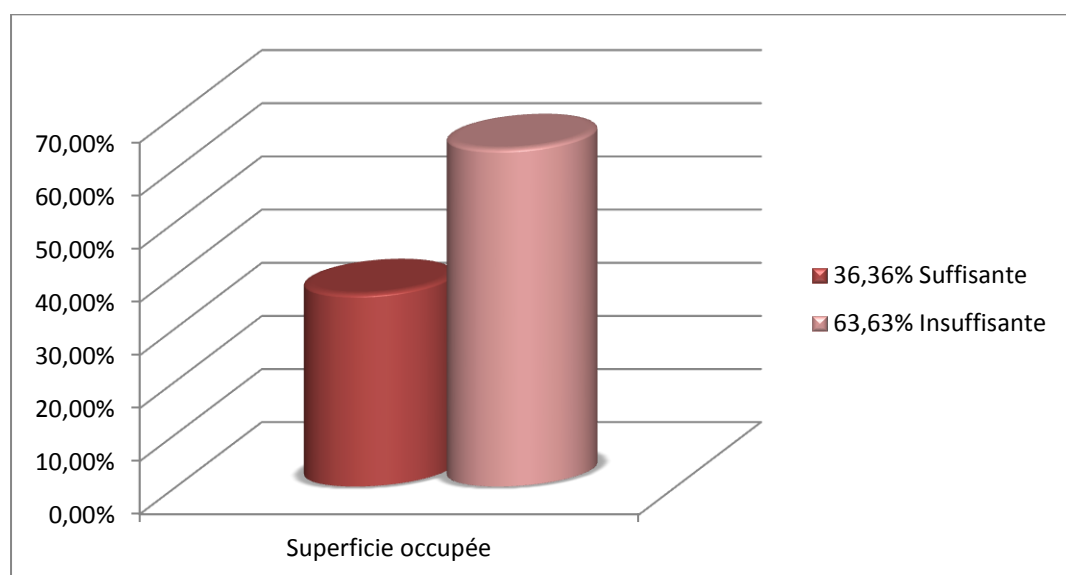
2- Facteurs du choix de localisation de la Z.I.A.I :

Nous allons appliquer les facteurs décisionnels des localisations industrielles au cas de la Z.I.A.I :

2-1- L'immobilier :

Les entreprises ont besoins de beaucoup de surface pour mieux produire.

FIGURE N° 06: La superficie occupée par les entreprises de la Z.I.A.I.



SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

Soit un taux de 63.63% des entreprises enquêtées signalent l'insuffisance des superficies qui leur sont accordées pour implanter leurs entreprises et exercer leurs activités, cela est dû au manque du foncier industriel dont souffre cette zone, sachant que les plus grandes surfaces sont occupées par les deux entreprises publiques l'ENIEM et NAFTAL.

A noter qu'une superficie de 30 955 m² dans l'enceinte de la Z.I.A.I est comme terrain vague inexploité pour cause d'un litige avec le bureau d'études (URBAB) gérant cet espace.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

2-2- Accessibilité aux grandes villes :

La localisation des entreprises en zone industrielle est déterminée par la distance aux grandes villes.

TABLEAU N° 13: Accessibilité aux grandes villes.

Accessibilité aux grandes villes	Nombre	Fréquence
Satisfaits	08	72.72 %
Peu satisfaits	03	27.27 %
Total	11	100 %

SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

De ce tableau nous constatons que 72.72% des DRH des entreprises sont satisfaits de la distance qui sépare leur entreprises des grandes villes, en prenant la route nationale RN12, cette dernière, du côté OUEST elle relie la Z.I.A.I à la ville de T-O (une quinzaine de minutes) et à Alger (la capitale) qui est à une heure et demi de temps. Du côté EST elle relie la Z.I.A.I à la ville de Béjaia qui est à une heure et demi de temps aussi.

Par contre 27.27% d'autres ne sont pas satisfaits et cela à cause d'énormes embouteillages et des accidents de circulation qui sont parfois mortels que connaît la RN12, selon les DRH un axe routier qui nécessite 10 à 15min pour arriver à la ville de T-O prend désormais plus d'une heure de temps, surtout durant les heures de pointes.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

FIGURE N°07 : RN12 reliant la Z.I.A.I aux grandes villes.

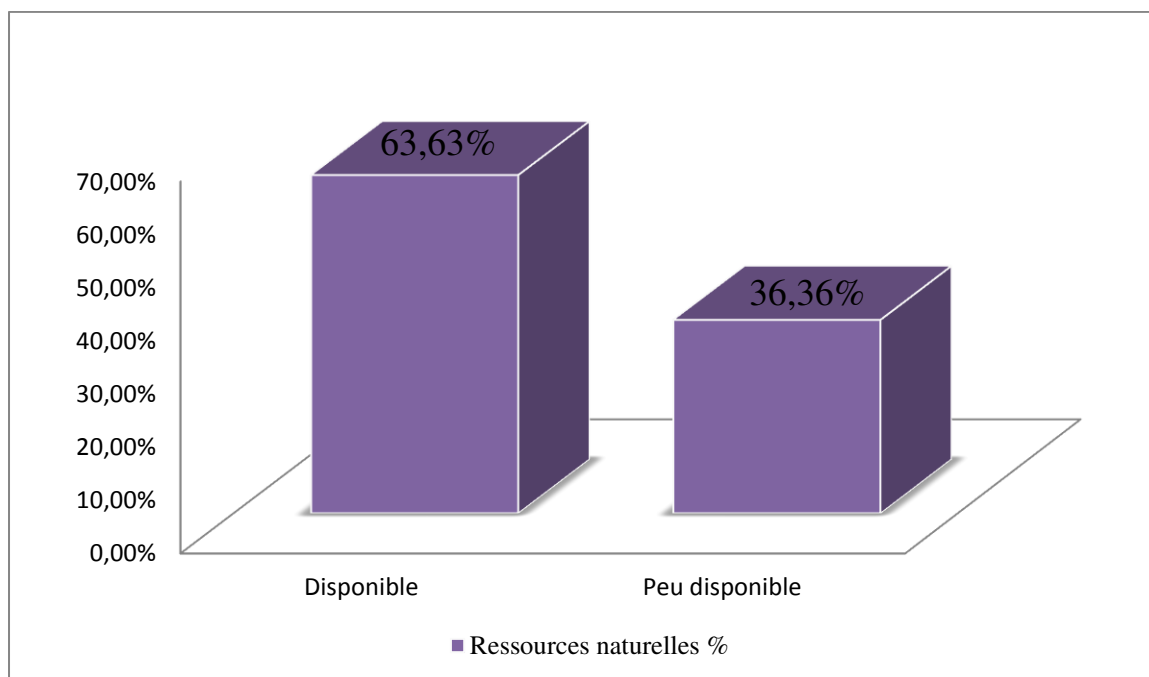


SOURCE : Site Internet (www.google.dz).

2-3- Ressources naturelles :

Chaque entreprise industrielle avant qu'elle procède de s'installer sur un territoire donné, elle prend en considération la disponibilité des ressources naturelles.

FIGURE N°08 : Disponibilité des ressources naturelles.



SOURCE : Notre enquête de terrain 2017.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Les matières premières, l'énergie électrique et l'eau sont des éléments qui varient nettement d'une activité d'une entreprise à l'autre. Un taux égal à 63.63% des entreprises affirment la disponibilité des ressources naturelles telles que les matières premières, l'énergie électrique (la centrale électrique d'Oued-Aissi) et l'eau (la Z.I.A.I est alimenté en eau par barrage de Taksebt). Par contre 36.36% des entreprises souffre du manque des MP et des coupures de l'électricité.

FIGURE N° 09 : Barrage de Taksebt.



SOURCE : Site internet.

Le barrage de Taksebt sise à Oued-Aissi à une distance de 10 km à l'est de la ville de Tizi-Ouzou, il s'étend sur une surface de 550 Ha et sa capacité est de 180 millions de mètres cubes. Il alimente la wilaya de Tizi-Ouzou à raison de 20 000 m³ par jour, ce barrage alimente également les wilayas d'Alger, de Blida, de Boumerdès et Médéa.

2-4- La main d'œuvre qualifiée:

Dans la théorie de Weber pour la localisation des industries, il identifie la main-d'œuvre comme un facteur important. Les activités industrielles sont incitées à se localiser sur des territoires qui regorgent de main d'œuvre qualifiée.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

TABLEAU N° 13: Répartition de la main d'œuvre selon le niveau de qualification.

Main d'œuvre qualifiée	Nombre	Fréquence
Suffisante	07	63.63 %
Insuffisantes	04	36.36 %
Total	11	100 %

SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

De ce tableau nous constatons que 63.63% des DRH sont satisfaits de l'aspect qualitatif de la main d'œuvre, car la main d'œuvre qualifiée est souvent exigée et demandée notamment pour la réalisation du processus de production industriel tels que le domaine de mécanisation, d'automatisation, les domaines de haute technologie...etc.

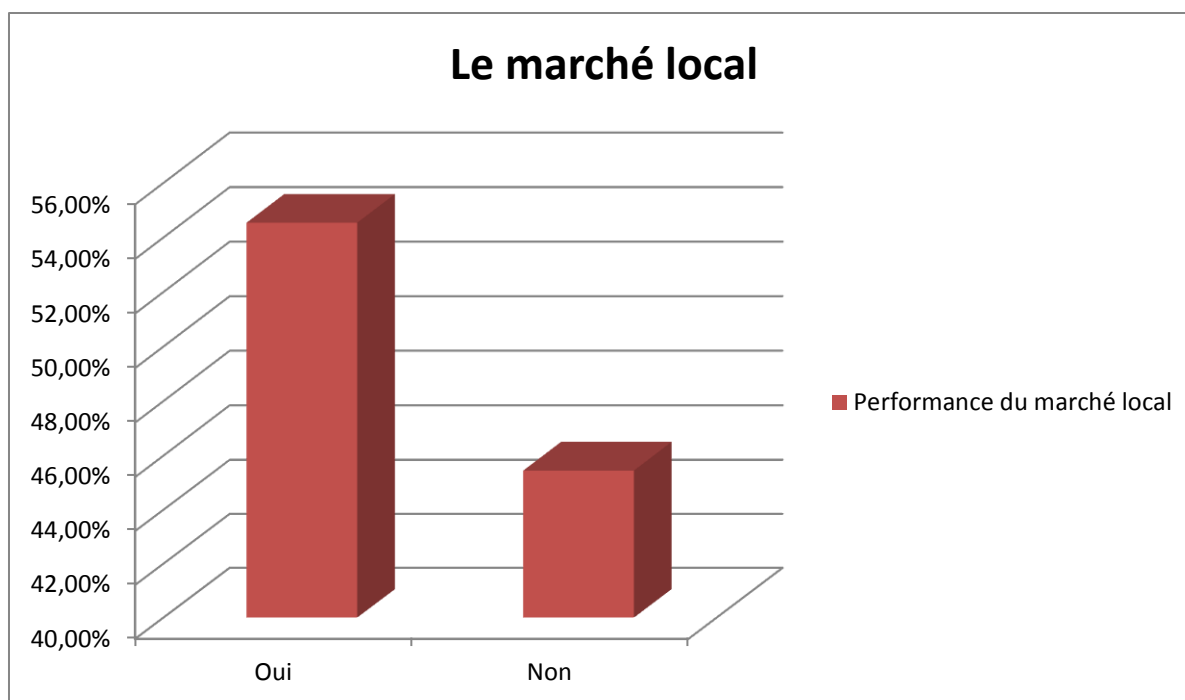
Par contre 36.36% des entreprises trouvent que la main d'œuvre est peu qualifiée. Les DRH mettent en évidence le manque de compétences des travailleurs actuellement sur le marché du travail, notamment dans le cas précis de Z.I.A.I, ce manque est liés à une formation académique inadéquate.

2-5- Le marché local :

Le marché est indispensable pour l'entreprise, c'est le lieu d'écoulement des produits fabriqués et d'achat des matières premières consommables lors du processus de production.

FIGURE N°10: La performance du marché local.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête



SOURCE : Notre enquête de terrain 2017.

D'après cette figure, soit un taux de 54.54% des DRH des entreprises enquêtées ont répondu favorablement pour ce qui est de la performance du marché local. Ils expliquent cela par la disponibilité et la diversification des produits (quantité et qualité) sur le marché et la contribution dans la satisfaction des besoins au niveau local, national, et même international car certaines entreprises industrielles arrivent même à exporter à l'étranger (Cas de l'entreprise ENIEM pour la fabrication des électroménagers), cette dernière exporte des produits finis à l'étranger.

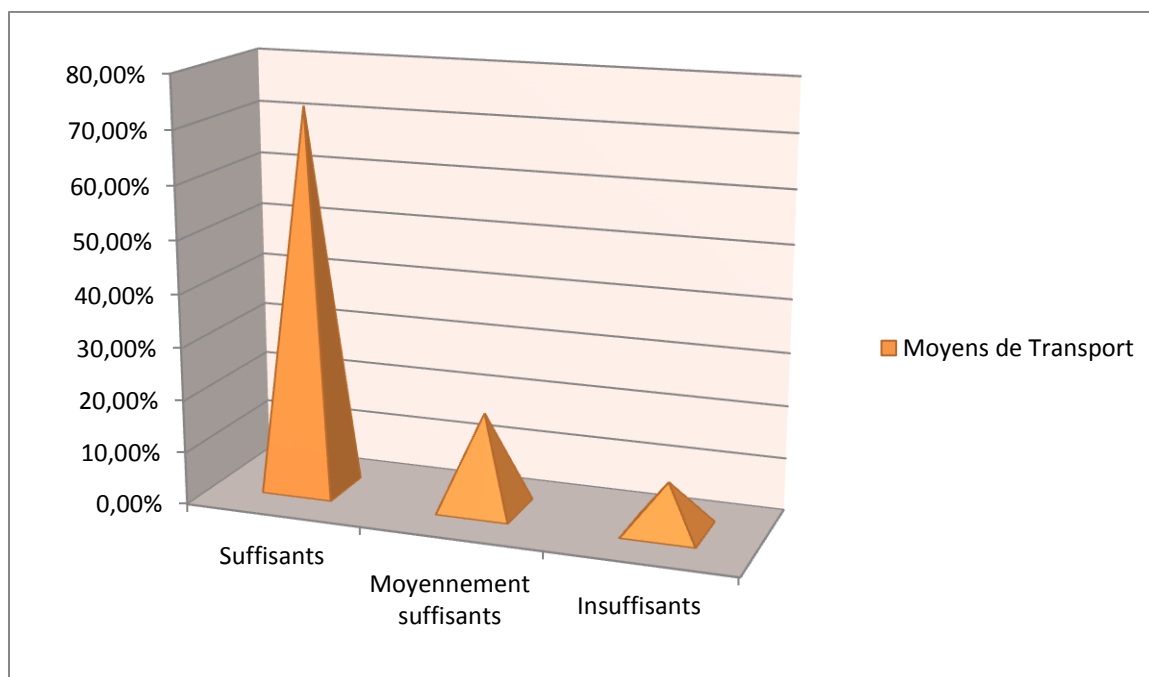
D'autre ont répondu défavorablement (45.45%), car pour eux le marché local doit avoir plus de projets pour améliorer sa situation actuelle et pour le rendre plus performant. La commune doit instaurer des projets visant l'aménagement de l'ensemble du territoire communal considéré par eux comme la meilleure solution pour rendre le marché plus attractif.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

2-6- Moyens de transport:

Chaque entreprise souhaite être bien desservie, ce qui postule fréquemment la possibilité de choix entre plusieurs modes de transport (routier, maritime, aérien).

FIGURE N°11 : La disponibilité des moyens de transport de la marchandise.



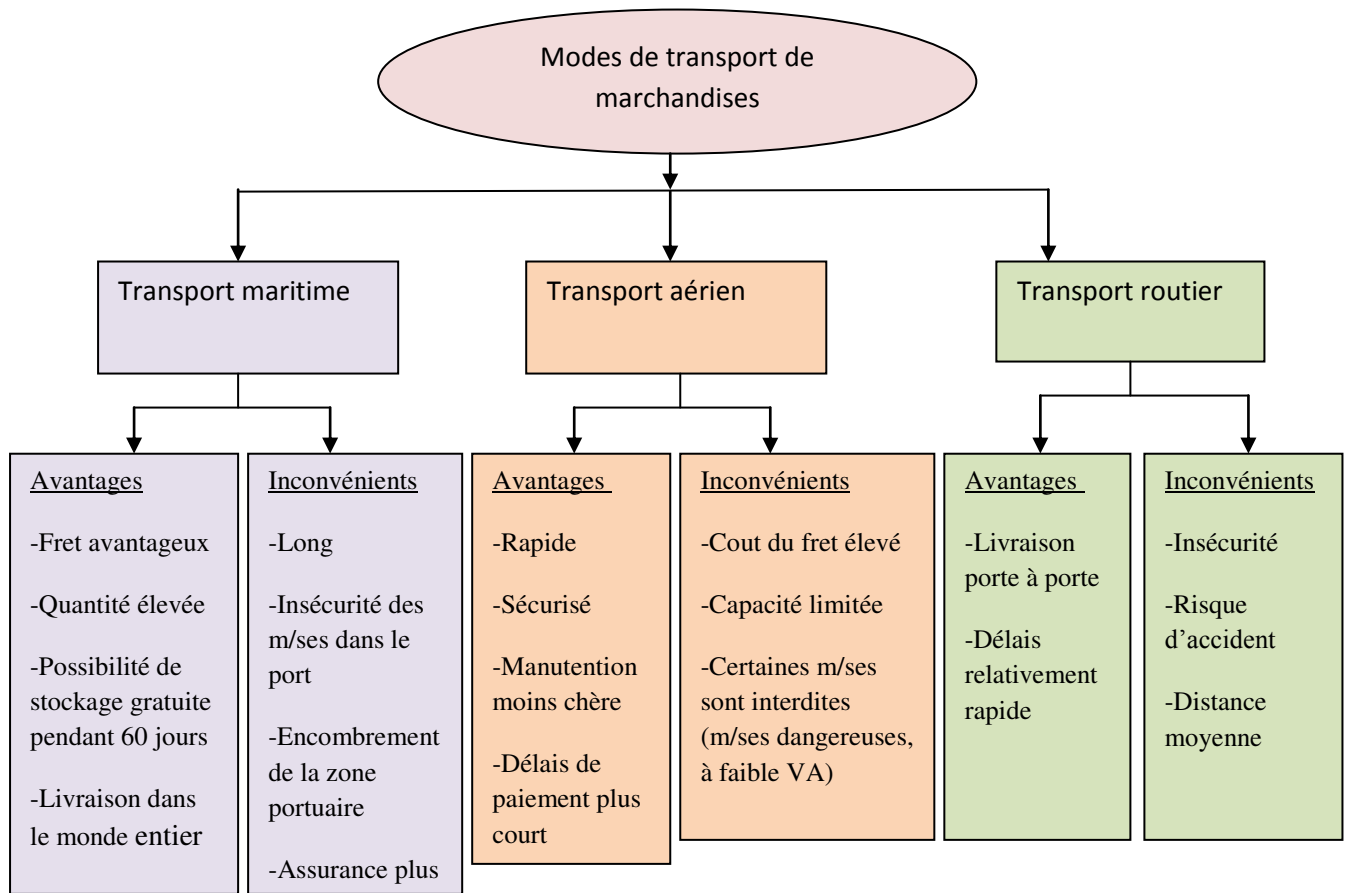
SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

La vente des produits fabriqués se fait sur le marché local, national ou international.

Soit un taux de 72.72% de l'ensemble des entreprises enquêtées confirment que les moyens de transport qui assurent l'expédition et la commercialisation de leur marchandises que ce soit le transport routier (par camion), le transport maritime (par bateau), ou le transport aérien (par avion) est largement suffisant vu que la Z.I.A.I est située à 2h de temps du port et de l'aéroport d'Alger ainsi que ceux de Béjaia. Ajoutons aussi le port d'Azeffoun.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Typologies des modes de transport de marchandises



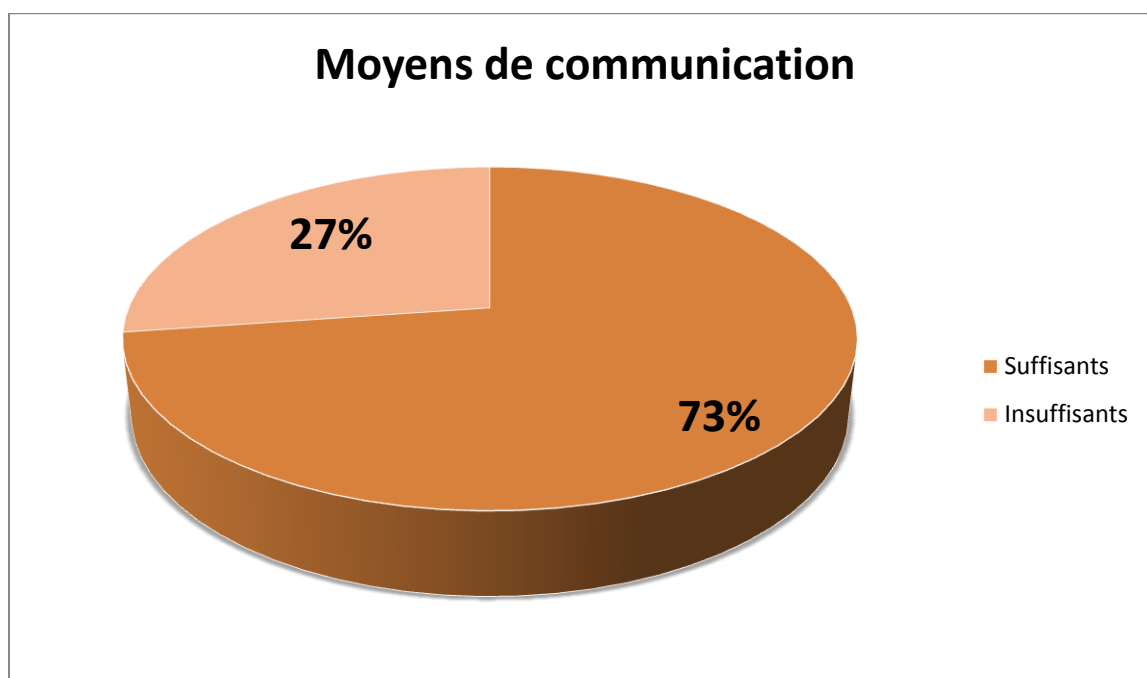
SOURCE : Site internet (www.google.fr)

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

2-7- Moyens de communication :

La présence des infrastructures de communication dans un lieu donné, participe à la prise de décision du choix de localisation d'une entreprise.

FIGURE N°12 : La disponibilité des moyens de communication



SOURCE : Notre enquête de terrain 2017

De la figure ci-dessus nous ressortirons les remarques suivantes :

- Pour les moyens de communication 72.72% des DRH considère que les moyens de communication sont suffisants avec des différentes liaisons comme le réseau téléphonique.
- Certains d'autres DRH (soit un taux égal à 27.27%) signalent l'insuffisance des moyens de communication, cette insuffisance est due principalement au faible débit de connexion internet qui est un moyen très important pour la communication de nos jours.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

2-8- Le siège social:

L'infrastructure sociale constitue l'élément indicateur du niveau de vie des populations :

La Z.I.A.I est située à une quinzaine de minute de la ville de T-O, cette dernière est dotée d'un très bon potentiel de formation scolaire, universitaire et professionnelle et autant de centres d'hébergement et un important pôle technologique.

La couverture sanitaire est assurée par un centre hospitalo-universitaire et une multitude de structures de base des secteurs publics et privés.

Certains DRH interviewés expriment leur mécontentement du blocage de la RN 12 pour des raisons sociales, elle est souvent bloquée par des demandeurs de logement (les habitants des bidonvilles) et les chômeurs de la localité de Tizi-Rached, ces derniers réclament des postes de travail au sein des unités de la Z.I.A.I, ce blocage de route à un impacte négatif sur le déroulement de l'activité de l'entreprise.

3- **Evaluation de la localisation spatiale de la Z.I.A.I :**

Le tableau ci-dessous résume les importantes variables que nous avons présentés ainsi que leurs signes.

TABLEAU N°14 : Tableau des facteurs déterminant la localisation de la Z.I.A.I.

Variables	Signes
Immobilier	-
Accessibilité aux grandes villes	+
Ressources naturelles	+
La main d'œuvre	+
Le marché	+
Moyens de transport	+
Moyens de communication	+
Infrastructure sociale	+

SOURCE : Tableau établi par nos données précédentes.

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

Nous attendons pour l'ensemble des variables des signes positifs. Mais, nous constatons pour la variable de l'immobilier un signe négatif.

Pour la variable de l'immobilier, la Z.I.A.I souffre du manque du foncier industriel, et cela à cause de la superficie inexploitée dans l'enceinte de cette zone, résultant d'un litige avec l'URBAB. La récupération de cette surface disponible peut accueillir beaucoup d'autres projets d'investissement.

CONCLUSION :

Dans ce dernier chapitre nous avons pris connaissance de la géographie physique sociale et économique de la wilaya de Tizi-Ouzou, de la situation et de consistance de la zone industrielle « AISSAT Idir », ainsi nous avons présenté et interprété les résultats de notre enquête de terrain

Au terme de notre chapitre, il apparait qu'un territoire aménagé est un élément fondamental pour la localisation d'une zone industrielles et ce, par l'importance et l'état de ses infrastructures de bases en particulier les réseaux de transport et de communication en général. Néanmoins d'autres facteurs comme l'aspect qualitatif de la main d'œuvre, la disponibilité des ressources naturelles et l'infrastructure sociale nous semble des éléments importants caractérisant la décision de localisation de la zone industrielle « AISSAT Idir » dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Une fois que les entreprises sont installées dans cette zone industrielle, elles contribuent au développement local de la wilaya, et ce par la création de la valeur ajoutée, de l'emploi et la transformation du territoire d'accueil en contribuant à son aménagement ou encore la consolidation de l'assiette fiscale des collectivités locales.

Conclusion Générale

Le développement local requiert un ensemble de stratégies mises en œuvre par les acteurs territoriaux qui peuvent être économiques, institutionnels (l'Etat), privés ou publics ; contribuent, à travers une démarche participative, à une considération meilleure du territoire (valorisation du territoire).

Le choix d'implantation d'une zone industrielle sera en fonction d'une combinaison des avantages de la firme et de la zone d'accueil, une aperçue accrue par l'avantage de la localisation qui présente un moyen d'établir un bon fonctionnement de divers projets au niveau du territoire et cela voudra dire que ces entreprises industrielles sont des acteurs essentiels pour effectuer un aménagement de qualité par le biais d'achèvement des infrastructures importantes pour améliorer l'attractivité et la compétitivité territoriale.

Aujourd'hui, les décisions de localisation industrielle sont devenues un élément majeur qui intervient pour réussir une telle activité industrielle, elles s'appuient sur des échelles et des données où l'analyse et la perception de l'environnement doivent s'accompagner d'une nécessaire volonte d'opérationnalité, elles doivent en outre tenir compte de l'influence croissante des projets et des décisions publiques sur la structuration de l'espace.

Au cours de notre travail nous avons essayé de cerner notre thématique dans un cadre théorique repartie en deux chapitres, dans le premier chapitre nous avons traité le cadre théorique de développement local et cela, dans le but de mettre au claire les bases de ce concept puis, dans le second chapitre nous avons développé le volet de l'économie industrielle et la localisation spatiale des industries. Notre cas pratique nous a permis d'élaboré une multitude d'idées qui entoure la question effectuer sur le choix de localisation de la zone industrielle « AISSAT Idir » dans la willaya de Tizi-Ouzou.

L'objectif perçus lors de notre enquête c'est de mettre en valeur ces concepts clefs telle que: les infrastructures de base à caractère économique qui permet l'accessibilité et l'engagement des entreprises industrielles au niveau du territoire et s'implantées, le réseaux routiers, le port et l'aéroport sont montrées comme les principaux déterminants de la localisation déduit dans notre enquête, ajoutons le facteur espace est bien connu par le chef d'entreprise, comme référence, et comme raison de leurs installations au niveaux de ces

Conclusion Générale

régions, Cette thématique nous a permis d'établir une conception sur la relation entre l'aménagement du territoire et la localisation des zones industrielles.

Afin d'atteindre une meilleure organisation de la Z.I.A.I et consolider l'activité industrielle au sein dans cette zone, l'Etat doit :

- Se focaliser sur l'aménagement de cette zone, par des travaux d'entretiens et d'élargissement.
- Intervenir pour récupérer la surface disponible dans la Z.I.A.I afin d'accueillir des investisseurs dans d'autres projets.
- Réaménager les infrastructures de bases, et le renforcement de ces dernières.
- Exonération de taxes et impôts divers, et l'exonération, totale ou partielle, des taxes à l'exportation.
- Réduction des frais de douanes et les coûts de transport.
- Réparation des conduites d'eau, l'aménagement des routes et renforcement du débit d'internet.
- Diminution des frais de l'eau, d'énergie (bas prix pour les entreprises industrielle).
- Faciliter la souplesse des procédures administrative pour ceux qui désirent investir dans cette zone.
- Prendre en considération les travaux de recherches universitaires, des écoles...etc. dans l'étude ou la réalisation de divers projets.
- Elever la compétence des travailleurs et impulser le développement et le transfert de technologies.

En conclusion cette recherche reste modeste et indicative. Une étude plus approfondie est envisagée dans une future recherche. Cette étude se basera sur les données de différentes ressources où figurent en principe les données pouvant nous permettre d'étudier parfaitement le choix d'implantation des zones industrielle et la contribution de ces dernières au développement local industriel d'un territoire donné.

Les ouvrages :

- 1- **Alfred MARSHALL**, « Principes d'économie politique », Paris, 1890.
- 2- **Alfred WEBER**, (Translated by Carl J. Friedrich from Weber's 1909 book), « Theory of the location of Industries» The University of Chicago Press, 1929.
- 3- **Bernard BRUNET**, « Le développement local : un concept mais aussi une pratique », 1997-1999.
- 4- **Bernard PECQUEUR**, « Le développement local : mode ou modèle ? », Syros/Alternatives, Paris, 1989.
- 5- **Bernard PECQUEUR**, « Le développement territorial comme préambule à l'économie sociale, in économie sociale et développement local », édition l'Harmattan, 2002, Paris.
- 6- **C. Varlaque et B. Dezert**, « Espace industriel », édition Masson, 1978, Paris.
- 7- **C. Konkuyt, et G.Bressy**, « Economie d'entreprise », édition Dalloz, Paris, 2000.
- 8- **C. FOURCADE**, « Petite et moyenne entreprise et développement local », édition Eska, 1998, Paris.
- 9- **Claude COURLET**, « L'économie territoriale » ; PUG, Grenoble, 2008.
- 10- **Edward Masson**, « Economic concentration and the Monopoly problem», Cambridge, U.P, 1957.
- 11- **Frédéric TESSON**, « Cours introduction au développement local L2, L3 », l'université de Pau et des Pays de l'Adour, 2002.
- 12- **Furtado CELSO**, « Théorie du développement économique », Coll, PUF, Paris, 1975, chapitre I.
- 13- **G. BECATTINI**, « Dal distretto industriale allo sviluppo locale», Turin, Bollatti Boringhieri, 2000.
- 14- **J.K GLBRAITH**, « The industrial society », Maspero, London, 1986.
- 15- **Katalyne KOLOSZY**, « Le développement local : réflexion pour une définition théorique de concept », édition Horizon local, 1996-2001.
- 16- **M. MARCHESNAY et L.FOURCADE**, « Gestion de la PME/PMI », édition Nathan, 1997.
- 17- **Marie POLEZE et Richard SHEARMURE**, « Economie urbaine et régionale : introduction à la géographie économique », édition Economica, Paris, 2005.
- 18- **Michel CASTEIGTS**, « L'aménagement de l'espace », édition L.G.D.J, Paris 1999.

- 19- **P-A. JULIEN**, « Les PME bilan et perspectives », édition Economica, Paris, 1997.
- 20- **S. RAY**, « Promoting exports' of handicrafts forgn trade », India, 2001.
- 21- **Thérèse SAINT-JULIEN**, « Localisations dans l'espace», Denise PUMAIN, édition Arman Colin, Paris, 2005.
- 22- **Xavier GREFFE**, « Décentraliser pour l'emploi : les initiatives locales de développement », édition Economica, 1986, Paris.
- 23- **Xavier GREFFE**, « Territoire en France, les enjeux économique de la décentralisation », édition Economica, Paris, 1984.

Thèses et mémoires :

- 1 - **AIT SEDDIK Nouara**, « Genre et développement local, illustrés par le secteur de la confection traditionnelle de Bouzeguène », Mémoire master, 2013.
- 2 - **DAMOUCHE Dalila**, « Etude de l'impacte rural sur le développement territorial dans la wilaya de Tizi-Ouzou », Mémoire master, 2014.
- 3 - **DECHERA Mansour**, « Stratégie de développement des PME, le développement local », Mémoire Magister, 2014.
- 4 - **MEKATI Henia**, « Dans quelle mesure le tourisme en zone de montagne peut-il contribuer au développement local de la Kabylie ? », Mémoire master, 2013.
- 5 - **SERHANI Mustapha**, « Le développement NTIC au Maroc : apport économique et contraintes réelles », Thèse de magister, rabat, Maroc, 2009/2010.
- 6 - **SALAH-MANSOUR Salima**, « Les produits du territoire levier du développement local dans les zones rurales et montagneuses », Mémoire master, 2013.

Dictionnaires et encyclopédies :

- 1 - **CLAUDE DANIELE Echanemaison**, « Dictionnaire d'Economie er de Sciences Sociales », Ed Nathan, Paris, 2007 page 254.
- 2 - **BRUNET.R, FERRAS. R, THERRY .H** :« Les mots de la géographie», Dictionnaire critique, Reclus, 2èm Edition, Montpellier, 1993.

Document divers :

- 1 - Annuaire statistique 2016
- 2 - Bulletin-PME-N-29.
- 3 - Loi N° 17-02 du 10 janvier 2017 portant la loi d'orientation sur le développement des PME.
- 4 - Loi N°16 -09 du 03 aout 2016 relative à la promotion de l'investissement.
- 5- L'OCDE « Caractéristiques et importance des PME » Revue sur le développement, 2/2004 (N°5), page 37-46.
- 6 - OCDE, « Méthode de développement industrie », 1985, page 40.
- 7 - OCDE « Transfert des technologies aux PME », 1995, page 44.
- 8 - Rapport N°1 : Ministère de l'industrie algérienne 2^{ème} plan quadriennal (1974-1977) sur les petites et moyennes industries du secteur public.
- 9 - Revue sociologie du travail N°4/9, O.B.Guilbot, « Les acteurs locaux du développement économique local ».
- 10 - Revue de chercheur N°08/2010, CHERIF Mustapha –Maitre de conférences, université de Tlemcen, « Zone Industrielle et Développement Locale : Quelle Articulation ? », page 53.
- 11 - Revue « Economie et prévision », 2007/2 (N°178-179), éditeur : La documentation française, page 168,
- 12 - Sommet de Montréal, sur le développement local, septembre 2002, page 04.

INDEXE DES TABLEAUX

- TABLEAU N° 01 : Quelques études récentes sur le choix de localisation des multinationales60
- TABLEAU N° 02: Repartitions de la demande d'emploi selon le niveau de qualification et d'instruction.....81
- TABLEAU N° 03 : Récapitulatif d'activité industrielle enregistrée durant l'année 2016.....83
- TABLEAU N° 04 : La surface de la Z.I.A.I.....86

- TABLEAU N° 05 : Situation des affectations des lots dans la Z.I.A.I en 2017....86
- TABLEAU N° 06 : Situation des projets dans la Z.I.A.I en 2017.....87
- TABLEAU N° 07: Entreprises implantées dans la Z.I.A.I.....87
- TABLEAU N° 08: Quelques chiffres relatifs à l'enquête de terrain.....91
- TABLEAU N°09 : Répartition des entreprises enquêtées selon le secteur juridique et l'effectif employé.....90
- TABLEAU N°10 : Répartition des entreprises selon leurs tailles.....92
- TABLEAU N° 11 : La répartition socioprofessionnelle des employés.....92
- TABLEAU N° 12: accessibilité aux grandes villes.....93
- TABLEAU N°13: Répartition de la main d'œuvre selon le niveau de qualification.....97
- TABLEAU N°14 : Tableau des signes pour la localisation de la Z.I.A.I.....103

INDEXE DES FIGURES ET DES CARTES

- FIGURE N° 01 : Cadre stratégique du développement local.....	20
- FIGURE N° 02 : Les caractéristiques de la PME selon P.A. JULIEN.....	32
- FIGURE N° 03 : La trilogie structure-stratégie-performance.....	47
- FIGURE N° 4 : Structure de la population (pyramide d'âge).....	80
- FIGURE N° 05 : Position de la Z.I.A.I.....	85
- FIGURE N° 06 : L'immobilier.....	93
- FIGURE N° 07 : RN reliant la Z.I.A.I aux grandes villes.....	95
- FIGURE N° 08 : Disponibilité des ressources naturelles.....	95
- FIGURE N° 09: Barrage de Taksebt.....	96
- FIGURE N°10 : La performance du marché.....	97
- FIGURE N° 11 : Les moyens de Transport.....	98
- FIGURE N° 12 : Les moyens de communication.....	101
- CARTE N° 01 : Carte géographique de la wilaya de Tizi-Ouzou.....	76

Table des matières

Introduction Générale	1
-----------------------------	---

Chapitre I : Cadre théorique du développement local.

Introduction.....	7
-------------------	---

Section1 : Présentation des notions du DL

1- Aperçu historique et économique sur le DL.....	8
1-1- L'origine du concept du DL.....	8
1-2- Qu'est ce le développement et qu'est que le local?.....	9
1-3- Définition du développement local.....	11
2- Changement de paradigme.....	13
2-1- District industriel ou le SPL.....	14
2-2- Développement endogène.....	15
2-3- Spécialisation double.....	16

Section 2 : Généralités sur le développement local.

1- Les acteurs, les outils et les composantes du développement local.....	16
1-1- Les différents acteurs du développement local et leurs rôles.....	16
1-1-1- Les acteurs du développement local.....	16
1-1-2- Le rôle des acteurs du développement local.....	18
1-2- Les outils du développement local.....	18
1-3- Les composantes du développement local.....	19
2- Les objectifs, les conditions et les contraintes du développement local	21
2-1- Les objectifs du développement local.....	21
2-2- Les conditions du développement local	22
2-2-1- Les conditions relatives à la gestion de développement.....	22
2-2-2- Les conditions relatives aux acteurs et leurs mobilisation.....	25
2-3- Les contraintes du développement de l'économie locale.....	27

Section 3 : La PME et sa contribution au développement local.

1- La notion de la PME :.....	29
-------------------------------	----

1-1-	Définition et caractéristiques	29
1-1-1.	Définition de la PME.....	30
1-1-2.	Les caractéristiques des PME.....	30
1-2-	Atouts et faiblesses.....	33
1-2-1-	Atouts.....	34
1-2-2-	Faiblesses de la PME.....	34
2-	La contribution des petites et moyennes entreprises au développement local	35
2-1-	Les thèses de PME comme locomotive du développement local.....	36
2-2-	La contribution des PME au développement économique.....	40
	Conclusion.....	42

Chapitre II : L'économie industrielle et la localisation spatiale des industries.

	Introduction.....	43
	Section 1 : Aperçu général sur l'économie industrielle.	
1-	Qu'est ce que l'économie industrielle ?.....	44
2-	Historique de l'économie industrielle.....	45
2-1-	Analyse d'ALFRED Marshall.....	45
2-2-	Ecole de CAMBRIDGE.....	45
3-	Approches de l'économie industrielle.....	48
3-1-	Approche mécanique.....	48
3-2-	Approche systémique.....	49
	Section 2 : Détermination de la localisation industrielle.	
1-	Les facteurs décisionnels de la localisation industrielle.....	50
1-1-	Les facteurs géographique.....	50
1-1-1	Les besoins en espaces.....	50

1-1-2-	La distance.....	50
1-1-3-	La qualité du sol.....	51
1-1-4-	Le relief.....	51
1-1-5-	Les conditions climatiques.....	51
1-2-	Les facteurs économiques.....	51
1-2-1-	Les facteurs de production.....	52
1-2-2-	Les marchés.....	53
1-2-3-	Les moyens de transports et de communication.....	53
1-3-	Les facteurs socio-politiques.....	54
1-3-1-	Les facteurs sociaux.....	54
1-3-2-	Les facteurs politiques.....	55
1-4-	Les milieux d'accueil et les facteurs d'agglomération.....	56
1-4-1-	Le milieu urbain.....	56
1-4-2-	Le milieu industriel.....	56
1-4-3-	Le milieu scientifique et socio-culturel.....	57
1-5-	Les facteurs informels.....	57
2-	Stratégie du choix de localisation spatiale.....	58
2-1-	Les choix macro-spatial.....	59
2-2-	Le choix micro-spatial.....	62
 Section 3 : Aménagement de l'espace dans le cadre d'implantation des industries.		
1-	Outils et moyens d'aménagement de l'espace	63
1-1-	Les outils politiques.....	63
1-2-	Les outils financiers.....	64

1-3-	Les moyens économiques et la mobilisation sociale.....	65
1-3-1-	Les moyens économiques.....	65
1-3-2-	La mobilisation sociale.....	65
1-3-3-	Les moyens conceptuels et méthodologiques.....	66
2-	La localisation et conditions de gestion de l'espace.....	67
2-1-	Surveillance de la qualité de l'eau et de l'air	67
2-1-1-	Surveillance de la qualité de l'eau-assainissement.....	67
2-1-2-	Surveillance de la qualité de l'air.....	68
2-2-	La gestion des déchets et des carrières.....	69
2-2-1-	La gestion des déchets.....	69
2-2-2-	La gestion des carrières.....	70
2-3-	Limitation des risques accidentels et des nuisances.....	72
2-3-1-	Limitation des risques accidentels.....	72
2-3-2-	Limitation des nuisances.....	73
2-3-3-	Etude des sites et sols susceptibles d'être pollués.....	74
	Conclusion.....	75

Chapitre III : Présentation du cadre d'étude et exploitation de l'enquête

	Introduction.....	76
	Section 1: Présentation du cadre d'étude	
1-	Présentation de la wilaya de Tizi-Ouzou.....	76
1-1-	Présentation géographique.....	76
1-2-	Données physiques.....	78

1-3-	Données humaines et l'état de l'emploi.....	79
1-4-	Les moyens de communication et les infrastructures de base.....	82
1-5-	Le mouvement industriel.....	82
3-	Présentation générale de la Z.I.A.I	84
3-1-	Historique de la Z.I.A.I.....	84
3-2-	Position géographique.....	85
3-3-	Situation et fonctionnement de la Z.I.A.I.....	86
2-3-1-	Informations surfaciques.....	86
2-3-2-	Situation des affectations des lots.....	86
2-3-3-	Situation des projets.....	87
2-3-4-	Fonctionnement de la Z.I.A.I.....	87
4-	Impact de la Z.I.A.I sur le marché de travail.....	88
4-1-	Emploi interne.....	88
4-2-	Emploi externe.....	88

Section 2 : Présentation et exploitation de l'enquête de terrain

1-	Présentation de l'enquête de terrain.....	89
1-1-	Objectifs de l'enquête de terrain.....	89
1-2-	Démarche méthodologique de l'enquête.....	90
2-	Difficultés rencontrées.....	91

Section 3 : Analyse et interprétation des résultats de l'enquête

1-	Caractéristiques principales des entreprises enquêtées.....	91
2-	Facteurs de choix de localisation de la Z.I.A.I.....	93
2-1-	L'immobilier.....	93
2-2-	Accessibilité aux grandes villes.....	94
2-3-	Ressources naturelles.....	95
2-4-	La main d'œuvre.....	96
2-5-	Le marché.....	97

2-6- Moyens de transport	99
2-7- Moyens de communication.....	101
2-8- Infrastructure sociale.....	102
3- Evaluation de la localisation spatiale de la Z.I.A.I.....	102
Conclusion.....	103
Conclusion générale.....	104
Références Bibliographiques.....	106
Indexe des tableaux et des figures.....	109
Annexes.....	111
Table des matières	125

Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou
Faculté des sciences économiques de gestion et commerciales
Département des sciences économiques
Master : Management Territorial et Ingénierie de Projets
Laboratoire REDYL

Questionnaire adressé aux entreprises implantées dans la ZIAI

Le présent questionnaire s'inscrit dans le cadre d'un mémoire universitaire de Master, encadré par M^f OUNASSI.H, intitulé « Le développement local industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou », cas de la zone industrielle « AISSAT Idir ».

Ce travail est consacré pour éclaircir la réalité du développement local industriel dans la wilaya de Tizi-Ouzou et le choix de localisation de la zone industrielle « AISSAT Idir ».

Nous comptons sur votre collaboration pour mener à bien ce travail de recherche. Veuillez agréer nos salutations les plus distinguées.

Questionnaire

Dénomination de l'entreprise :

Structure juridique de l'E/se :

Localisation de l'E/se:

Date de création de l'entreprise :

Si elle appartient à un groupe, lequel ? :

1. Quel est le capital social de l'E/se :
2. Quelle structure Organisationnelle adopter vous ?

Centralisée Décentralisée

3. Type d'entreprise :

Industrielle commerciale

TPE PME/PMI Grande E/se

4. Qui est le responsable du site ? :

5. Quel type de Formation adopter-vous ?

Interne Externe Personnel

6. Pour quelle raison la PME effectue la formation du personnel ?

Augmenter la production Mise à niveau

7. Quelle est l'origine de vos approvisionnements ?

Tizi-ouzou Hors Tizi-ouzou

8. Quelle est la destination des produits fabriqués ?

National Local International

Quelle est la quantité annuelle des produits fabriqués ?

.....

Quel est le mode de transport que vous utilisez pour expédier votre marchandise ?

Routier Maritime Aérien

9. Quel est l'effectif employé ? :

10. Comment se répartissent les emplois en % :

Ouvriers..... employés.....techniciens maîtrise.....

11. Avez-vous des difficultés à recruter dans certains métiers ou pour certaines qualifications ?

.....

12. Quels sont les partenaires de l'entreprise ?

.....

13. Pourriez-vous donner un exemple de coût de fabrication d'un produit type ?

.....

14. Pourriez-vous donner le prix de vente de ce même produit type ?

.....

15. De quelle façon cherchez-vous à développer votre entreprise ?

.....

.....

16. L'innovation tient-elle une part importante dans votre secteur ?

Si c'est oui, dans quelle direction ?

.....

.....

17. De quelle façon votre entreprise intervient-elle dans le développement local industriel ?

.....
.....

18. Existe-t-elle des capacités d'innovation et de compétitivité des PME au niveau local ?

.....

19. Comment voyez-vous l'évolution de votre secteur d'activité ?

.....
.....

20. Votre connexion internet dispose-t-elle d'un débit suffisant :

Oui Non

21. L'accès à votre entreprise est-elle suffisamment desservie depuis les grands axes routiers ?

Oui Non

22. Êtes-vous satisfait de la distance qui sépare votre zone d'activités des grandes villes ?

Oui Non

23. Votre zone d'activités/quartier est-il desservi par les transports urbains ? :

Oui Non

24. Êtes-vous satisfait de votre local actuel ? Oui Non

Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

.....

25. Avez-vous un projet de développement qui nécessite un investissement matériel? Oui Non

26. Avez-vous un projet de développement qui nécessite un investissement immobilier ? Oui Non

27. Les ressources naturelles sont-elles disponibles ?

Oui Non

28. Quelle est la part d'impôt payée par votre entreprise ?

.....
29. Avez-vous une stratégie marketing (carte visite, catalogue, publicité télévisée.....).

.....
30. Votre activité influence-t-elle l'ouverture sur le marché/innovation ?

.....
31. Le bilan annuel de votre entreprise est-il excédentaire ou déficitaire ?

En 2014..... En 2015..... En 2016.....

32. Votre entreprise dégage-t-elle une plus value ?

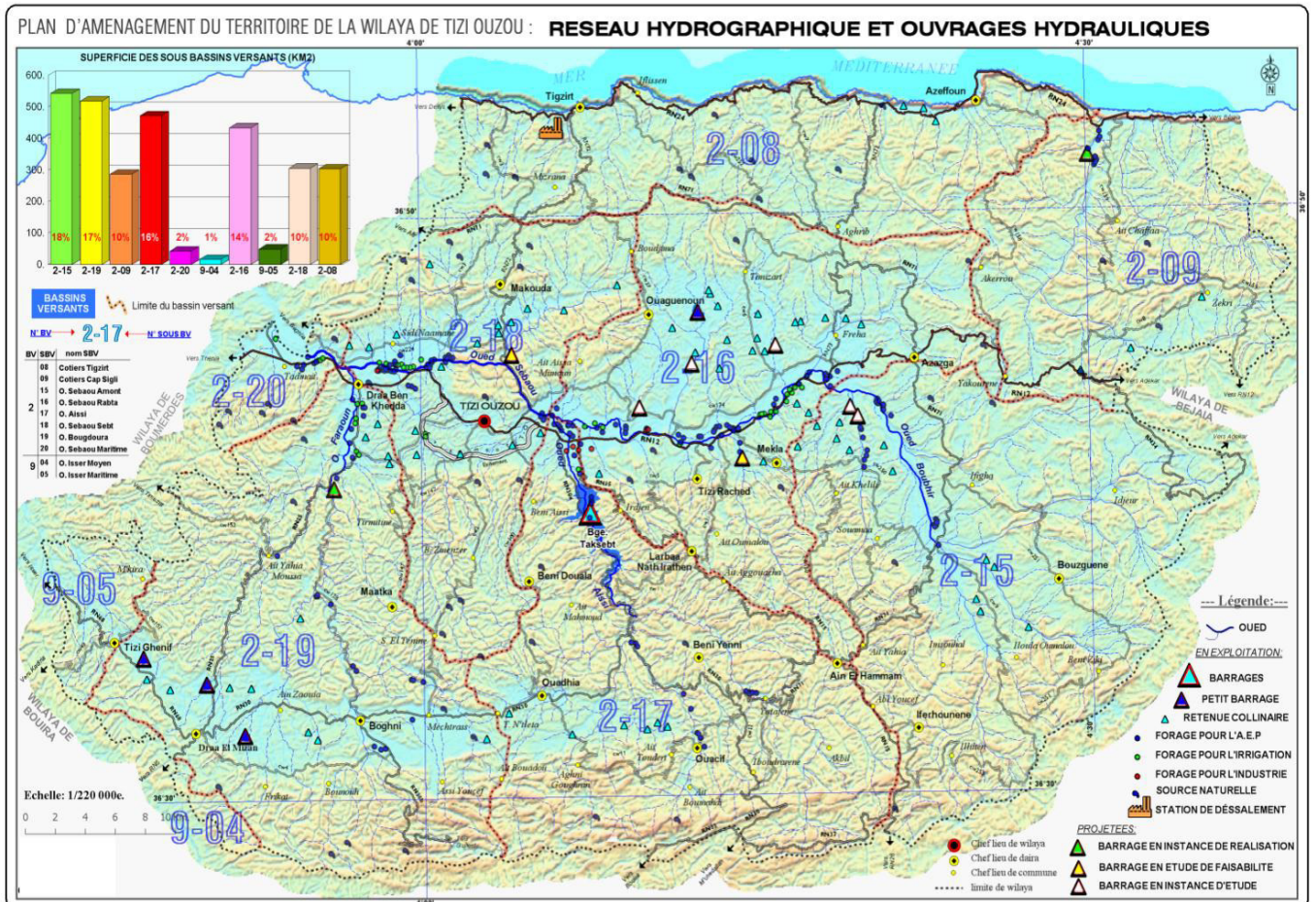
Oui Non

Si c'est oui est-ce qu'elle l'utilise pour des projets d'investissement ?

Oui Non

Remarque :

Réseau Hydrographique de Tizi-Ouzou



Répartition de la population par sexe au 31/12/2016

Communes	Population Totale	Masculin	Féminin
TIZI OUZOU	152 176	75 906	76 270
TOTAL DAIRA	152 176	75 906	76 270
A. EL HAMMAM	20 565	10 126	10 438
AKBIL	9 041	4 441	4 601
ABI YOUCEF	7 817	3 859	3 958
AIT YAHIA	14 672	7 374	7 298
TOTAL DAIRA	52 095	25 800	26 294
AZAZGA	38 156	19 164	18 992
FREHA	26 235	13 284	12 952
IFIGHA	9 998	4 849	5 149
ZEKRI	3 336	1 613	1 723
YAKOUREN	12 599	6 220	6 379
TOTAL DAIRA	90 324	45 129	45 195
AZEFFOUN	17 533	8 779	8 754
AGHRIBS	12 675	6 390	6 285
AKERROU	4 735	2 398	2 337
AIT CHAFAA	3 836	1 854	1 982
TOTAL DAIRA	38 779	19 421	19 358
BENI DOUALA	21 898	10 902	10 996
AIT MAHMOUD	7 823	3 862	3 961
BENI AISSI	7 751	3 909	3 842
BENI ZMENZER	12 610	6 343	6 267
TOTAL DAIRA	50 082	25 016	25 066
BENI YENNI	5 829	2 910	2 919
IBOUDRAREN	5 485	2 725	2 760
YATAFEN	4 081	2 031	2 049
TOTAL DAIRA	15 395	7 667	7 728
BOGHNI	31 767	16 035	15 732
ASSI YOUCEF	15 148	7 612	7 535
BOUNOUH	9 888	4 925	4 963
MECHTRAS	14 175	7 082	7 093
TOTAL DAIRA	70 977	35 655	35 323
BOUZEGUENE	24 703	12 077	12 625
BENI ZIKKI	3 435	1 695	1 740
I. OUMALOU	13 161	6 480	6 681
IDJEUR	10 467	5 157	5 310
TOTAL DAIRA	51 766	25 409	26 357
D.BEN KHEDDA	33 982	17 315	16 667
SIDI NAMANE	11 666	6 079	5 587
TADMAIT	23 958	12 031	11 927
TIRMITINE	19 960	9 972	9 987
TOTAL DAIRA	89 565	45 397	44 168
D. EL. MIZAN	39 829	19 768	20 061
AIN ZAOUIA	17 740	8 875	8 865
FRIKAT	12 894	6 577	6 317

A.Y. MOUSSA	20 921	10 387	10 534
TOTAL DAIRA	91 384	45 606	45 778

Communes	Population Totale	Masculin	Féminin
L.N.IRATHEN	29 849	14 967	14 882
AIT AGOUACHA	4 589	2 266	2 324
IRDJEN	13 361	6 724	6 637
TOTAL DAIRA	47 800	23 957	23 842
IFERHOUNEN	12 661	6 335	6 326
ILLILTEN	9 289	4 578	4 711
IMSOUHEL	6 671	3 236	3 434
TOTAL DAIRA	28 621	14 149	14 471
MAATKAS	32 900	16 557	16 343
S. EL THENINE	15 257	7 634	7 622
TOTAL DAIRA	48 157	24 192	23 965
MAKOUDA	24 147	12 112	12 035
BOUDJIMA	15 880	7 960	7 920
TOTAL DAIRA	40 027	20 071	19 955
MEKLA	24 628	12 267	12 361
AIT KHELLILI	11 814	5 816	5 999
SOUAMAA	10 114	5 040	5 074
TOTAL DAIRA	46 556	23 123	23 434
OUACIFS	10 479	5 365	5 114
AIT BOUMAHDI	6 211	3 096	3 116
AIT TOUDDERT	8 658	4 387	4 271
TOTAL DAIRA	25 349	12 848	12 501
OUADHIAS	16 025	7 861	8 164
AIT BOUADDOU	14 903	7 571	7 332
TIZI N'TLETA	15 728	7 825	7 903
A.GUEGHRANE	9 848	4 940	4 908
TOTAL DAIRA	56 505	28 196	28 309
OUAGUENOUN	19 019	9 439	9 580
AIT A.MIMOUN	21 093	10 568	10 525
TIMIZART	29 937	15 254	14 683
TOTAL DAIRA	70 049	35 261	34 787
TIGZIRT	13 369	6 650	6 720
IFLISSEN	14 542	7 104	7 437
MIZRANA	9 622	4 803	4 819
TOTAL DAIRA	37 532	18 557	18 976
TIZI GHENIFF	30 851	15 470	15 381
M'KIRA	17 975	9 107	8 868
TOTAL DAIRA	48 826	24 577	24 248
TIZI RACHED	17 438	8 811	8 626
AIT OUMALOU	8 932	4 544	4 387
TOTAL DAIRA	26 369	13 356	13 014
TOTAL WILAYA	1 178 333	589 294	589 040

Source : DPSB

INDUSTRIE-MINES-ENERGIE

Situation du foncier Industriel de la wilaya pour l'année 2016:

N°	Zones	Superficie Totale	Superficie Exploitable	Superficie Cédée	Superficie Disponible
a. Zac gérées par la Société de Gestion d'Industrie (SOGI)					
1	Draa Ben Khedda	31.78	30.94	30.94	0.00
2	Mouldiouene	4.12	4.12	4.03	0.09
3	Larbaa Nait Iraten	11.17	9.93	6.51	3.42
4	Ain El Hammam	2.25	2.25	1.28	0.97
5	Azeffoun	8.82	8.82	8.82	0.00
6	Boghni	12.92	12.89	11.98	0.91
7	Freha	11.27	11.27	9.07	2.2
8	Mekla	12.4	11.49	11.49	0.00
9	Tizi-Gheniff	9.09	7.51	4.10	3.41
10	Draa El Mizan	6.74	5.76	3.37	2.39
11	Azazga	34.42	28.80	0.00	28.80
12	Boudjimaa	12.26	10.69	0.00	10.69
Total		175.24	144.47	91.59	52.88
b. Zac gérées par la Société l'Agence Foncière de la Wilaya					
13	Tadmait	23.53	17.01	15.73	1.28
14	Tigzirt	15.29	10.14	10.06	0.08
15	Makouda	4.62	3.68	3.16	0.52
16	Tala Athmane	87	66.06	64.89	1.17
Total		130,44	96.89	93.84	3.05
Total Zone Activité		305,68	241,36	185,43	55,93
c. Zone Industrielle					
17	Oued Aissi	120,74	96,39	96 ,17	0,22

Entreprises industrielles implantées dans la Z.I.A.I

NOM PRENOM (INVESTISSEUR OU RAISON SOCIALE)	SUPERFICIE M²	SECTEUR D'ACTIVITE	ETAT ACTUEL DE L'INVESTISSEM ENT	OBSERVATION
SNTF	75 000	Gare ferroviaire	Non Lancé	Rendu comme gare routière
ALDAPH	98 214	Usine Insuline	En Activité	lot n° 02 non exploité
LAOUAMI IDIR	1 328	fabrication meubles frigorifique	Non Lancé	contentieux problème d'accès
ETS MOUMOU	1 615	fabrication de papier	Non Lancé	contentieux problème d'accès
SARL MEUBLE AKHAM	2 107	fabrication de meubles	Achevée	contentieux problème d'accès
ALIOUA MOULOUD ET IBRAHIM	5 800	production de chaudières citernes	Non Lancé	
ALLEK ALI	2 500	fabrication d'extincteurs	Lancé	
NAFTAL branche commercialisation	48 316	dépôt de carburant	En Activité	
NAFTAL G P L	72 619	Dépôt GPL	En Activité	
SONELGAZ	18 739	unité d'exploitation	En Activité	
SNVI	41 669	parc et maintenance	En Activité	
ENIEM SAV	10 070	Unité de service après vente	En Activité	
ENIEM CAM	410 628	complexe électro ménager	En Activité	
ALIOUA chaudronnerie	6 999	fabrication de chaudières	En Activité	
LATTAB MOHAMMED ACHOUR	5 000	Agro-alimentaire	En Activité	stockage BRANDT
ANTENNE APC TIZI RACHED	582	Antenne de mairie	En Activité	
ANTENNE PTT TIZI RACHED	365	Antenne ALGERIE POSTE	En Activité	

VORTIC	9 704	Fabrication laves linges	Activité à l'arrêt	
MOHAMDI SAID	8 600	Unité abattoir	Non Lancé	contentieux problème d'accès
EDIMCO	14 890	Matériaux de construction	En Activité	
NAFTAL Branche carburant district d'alger	54 087	Stockage carburant	En Activité	
EURL LD AZOUAOU	12 654	Unité de montage de tracteurs agricoles	Lancé	
SARL BRIQUETERIE TUILERIE IZERKHEF BTI	26 776	Unité de Fabrication de Briques et Tuiles	En Activité	
NAIT KACI MOHAMED	4 045	Unité production de cornets de gaufres	Non Lancé	
SARL LSH PRODUCTION PVC "Mr MADJENE HAKIM"	4 525	menuiserie industrielle PVC	Non Lancé	
SARL GPN "Mr IZERKHEF BELAID"	4 200	Fabrication de clous et fil d'attache	Non Lancé	
DAHMANE HASSENE	4 000	Unité de Fabrication de matériel médical	Non Lancé	
ABDESSLAM KOCEILA	2 000	Lait et dérivés	Non Lancé	
AMEUR SOLTANE	2 000	production de lait et dérivés	Non Lancé	
SARL TSM	2 000	montage et maintenance des équipements médicaux	Non Lancé	
IZRI RAMDANE	719	Fabrication et distribution d'eau de javel	Non Lancé	contentieux problème d'accès
CHAOUCHI KARIM	2 992	Clinique médico-chirurgicale	Non Lancé	contentieux problème d'accès
BISCUITERIE KA	3 000	Biscuiterie, chocolaterie	Non Lancé	
	3 000			

Récapitulatif de l'état du réseau routier de la wilaya (fin 2016) :

ROUTES (KM)	BON ETAT	MOYEN ETAT	MAUVAIS ETAT	TOTAL
ROUTES NATIONALES	356,098	160,905	104,210	621,213
CHEMINS DE WILAYA	415,363	128,935	95,615	639,913
CHEMINS COMMUNAUX	1 774,000	710,000	1 064,000	3 548,000
TOTAL WILAYA	2 545,461	999,840	1 263,825	4 809,126

N°	NOM PRENOM (INVESTISSEUR OU RAISON SOCIALE)	ADRESSE EXACTE	SUPERFICIE M ²	SECTEUR D'ACTIVITE	TAUX DE REALISATION DE L'INVESTISSEMENT	ETAT ACTUEL DE L'INVESTISSEMENT	OBSERVATION
1	SNTF	Zone industrielle OUED AISSI	75 000	Gare ferroviaire	0%	Non Lancé	Rendu comme gare routiere
2	ALDAPH	Zone industrielle OUED AISSI	98 214	Usine Insuline	100%	En Activité	lot n° 02 non exploité
3	LAOUAMI IDIR	Zone industrielle OUED AISSI	1 328	fabrication meubles frigorifique	0%	Non Lancé	contentieux problème d'accès
4	ETS MOUMOU	Zone industrielle OUED AISSI	1 615	fabrication de papier	0%	Non Lancé	contentieux problème d'accès
5	SARL MEUBLE AKHAM	Zone industrielle OUED AISSI	2 107	fabrication de meubles	100%	Achevée	contentieux problème d'accès
6	ALIOUA MOULOUD ET IBRAHIM	Zone industrielle OUED AISSI	5 800	production de chaudières citernes	0%	Non Lancé	
7	ALLEK ALI	Zone industrielle OUED AISSI	2 500	fabrication d'extencteurs	50%	Lancé	
8	NAFTAL branche commercialisation	Zone industrielle OUED AISSI	48 316	depot de carburant	100%	En Activité	

9	NAFTAL G P L	Zone industrielle OUED AISSI	72 619	Dépôt GPL	100%	En Activité	
10	SONELGAZ	Zone industrielle OUED AISSI	18 739	unité d'exploitation	100%	En Activité	
11	SNVI	Zone industrielle OUED AISSI	41 669	parc et maintenance	100%	En Activité	
12	ENIEM SAV	Zone industrielle OUED AISSI	10 070	Unité de service après vente	100%	En Activité	
13	ENIEM CAM	Zone industrielle OUED AISSI	410 628	complexe électro menager	100%	En Activité	
14	ALIOUA chaudronnerie	Zone industrielle OUED AISSI	6 999	fabrication de chaudières	100%	En Activité	
15	LATTAB MOHAMMED ACHOUR	Zone industrielle OUED AISSI	5 000	Agro-alimentaire	100%	En Activité	stockage BRANDT
16	ANTENNE APC TIZI RACHED	Zone industrielle OUED AISSI	582	Antenne de mairie	100%	En Activité	
17	ANTENNE PTT TIZI RACHED	Zone industrielle OUED AISSI	365	Antenne ALGERIE POSTE	100%	En Activité	
18	VORTIC	Zone industrielle OUED AISSI	9 704	Fabrication laves linges	100%	Activité à l'arrêt	
19	MOHAMDI SAID	Zone industrielle OUED AISSI	8 600	Unité abattoir	0%	Non Lancé	contentieux probleme d'accés
20	EDIMCO	Zone industrielle OUED AISSI	14 890	Matériaux de construction	100%	En Activité	

21	NAFTAL Branche carburant district d'alger	Zone industrielle OUED AISSI	54 087	Stockage carburant	100%	En Activité
22	EURL LD AZOUAOU	Zone industrielle OUED AISSI	12 654	Unité de montage de tracteurs agricoles	80%	Lancé
23	SARL BRIQUETERIE TUILERIE IZERKHEF BTI	Zone industrielle OUED AISSI	26 776	Unité de Fabrication de Briques et Tuiles	100%	En Activité
24	NAIT KACI MOHAMED	Zone industrielle OUED AISSI	4 045	Unité production de cornets de gaufres	0%	Non Lancé
25	SARL LSH PRODUCTION PVC "Mr MADJENE HAKIM"	Zone industrielle OUED AISSI	4 525	menuiserie industrielle PVC	0%	Non Lancé
26	SARL GPN "Mr IZERKHEF BELAID"	Zone industrielle OUED AISSI	4 200	Fabrication de clous et fil d'attache	0%	Non Lancé
27	DAHMANE HASSENE	Zone industrielle OUED AISSI	4 000	Unité de Fabrication de matériel medical	0%	Non Lancé
28	ABDESSLAM KOCEILA	Zone industrielle OUED AISSI	2 000	Lait et dérivés	0%	Non Lancé

29	AMEUR SOLTANE	Zone industrielle OUED AISSI	2 000	production de lait et derives	0%	Non Lancé	
30	SARL TSM	Zone industrielle OUED AISSI	2 000	montage et maintenance des equipements medicaux	0%	Non Lancé	
31	IZRI RAMDANE	Zone industrielle OUED AISSI	719	Fabrication et distribution d'eau de javel	0%	Non Lancé	contentieux problème d'accès
32	CHAOUCHI KARIM	Zone industrielle OUED AISSI	2 992	Clinique medico- chirurgicale	0%	Non Lancé	contentieux problème d'accès
33	BISCUITERIE KA	Zone industrielle OUED AISSI	3 000	Biscuiterie, chocolaterie	0%	Non Lancé	
			3 000				